

Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail

Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail

Rapport d'activité annuel consolidé 2019

Adopté par le conseil d'administration le 10 juin 2020



European Agency
for Safety and Health
at Work



Table des matières

Analyse et évaluation du conseil d'administration	3
Résumé	5
Introduction	8
Partie I. Réalisations politiques de l'année.....	9
Anticiper les changements.....	17
Faits et chiffres.....	18
Outils de gestion de la SST	24
Sensibiliser le public	26
Mise en réseau des connaissances.....	32
Mise en réseau	32
Gestion institutionnelle.....	34
Soutien administratif	35
Partie II a) Gestion.....	36
2.1 Conseil d'administration	36
2.2 Principales évolutions.....	36
2.3 Gestion budgétaire et financière	37
2.4 Délégation et subdélégation des pouvoirs d'exécution budgétaire au personnel de l'EU-OSHA 43	
2.5 La gestion des ressources humaines.....	46
2.6 Stratégie relative aux gains d'efficacité.....	47
2.7 Évaluation des résultats de l'audit durant l'année de référence	48
2.7.1. Service d'audit interne (SAI).....	48
2.7.2. Cour des comptes européenne (CCE)	48
2.8 (a) Suivi des recommandations et des plans d'action concernant les audits	48
2.8 (b) Suivi des recommandations à la suite des enquêtes de l'OLAF	49
2.9 Suivi des observations de l'autorité de décharge.....	49
2.10 Gestion de l'environnement.....	53
2.11 Évaluation par la direction	54
Partie II b) Évaluations externes.....	55
Partie III Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne	58
3.1 Efficacité des systèmes de contrôle interne	58
3.2 Conclusions des évaluations de l'efficacité des systèmes de contrôle interne	60
3.3 Déclaration du coordinateur du contrôle interne	60
Partie IV. Assurance de gestion	61
4.1 Analyse des éléments à l'appui de l'assurance	61
4.2 Réserves	61
4.3 Conclusions générales sur l'assurance.....	62
Partie V. Déclaration d'assurance	63
Annexes.....	64

Analyse et évaluation du conseil d'administration

Le conseil d'administration,

vu:

- le règlement (UE) 2019/126 du Parlement européen et du Conseil du 16 janvier 2019 instituant l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) et abrogeant le règlement (CE) n° 2062/94 du Conseil,
- le règlement financier de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail du 27 septembre 2019, et notamment son article 48,
- le document de programmation 2019-2021 de l'EU-OSHA adopté par le conseil de direction le 14 décembre 2018, et, en particulier, le programme de travail pour 2019,
- le rapport d'activité annuel consolidé de l'ordonnateur de l'EU-OSHA pour l'année 2018,

reconnaît les résultats obtenus par l'EU-OSHA et prend note de l'analyse et de l'évaluation ci-après:

1. considère que le rapport d'activité annuel consolidé pour l'année 2019 donne une image exhaustive et transparente des activités de l'Agence et des résultats de l'exercice; prend note du fait que la directrice exécutive, en sa qualité d'ordonnateur, n'a émis aucune réserve quant au rapport;
2. se félicite de l'adoption du nouveau règlement fondateur de l'EU-OSHA, qui confirme le rôle important et la valeur ajoutée de l'EU-OSHA; apprécie la mise en œuvre effective du nouveau règlement fondateur par l'EU-OSHA, qui permet de rationaliser les structures de gouvernance de l'Agence en fonction de l'approche commune convenue entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission;
3. fait observer que les résultats obtenus par l'Agence en 2019 sont conformes à son programme stratégique pluriannuel; apprécie les progrès accomplis par l'Agence dans la réalisation de ses objectifs stratégiques et se félicite que ceux-ci soient conformes et contribuent dans une large mesure aux objectifs plus larges de l'Union en matière de sécurité et de santé au travail (SST); reconnaît notamment la contribution de l'Agence à:
 - la lutte contre les risques liés aux substances dangereuses dans le cadre de la campagne «Lieux de travail sains» 2018-2019 sur les substances dangereuses, et plus particulièrement contre le cancer professionnel,
 - la collecte de données comparables et fiables sur la SST dans les États membres au moyen de l'enquête européenne des entreprises sur les risques nouveaux et émergents (ESENER),
 - l'aide offerte aux micro, petites et moyennes entreprises pour leur permettre de mieux appliquer la législation relative à la SST grâce à des évaluations des risques plus fréquentes et de meilleure qualité par l'intermédiaire des outils OiRA et de la vue d'ensemble en matière de SST dans les micro et petites entreprises,
 - la production d'informations de grande qualité sur la prévention des maladies professionnelles et des troubles musculo-squelettiques via deux vues d'ensemble en matière de SST dédiées,
 - l'anticipation des futurs défis en milieu professionnel liés aux TIC grâce à l'approche prévisionnelle; l'attention continue portée à la numérisation avec la nouvelle vue d'ensemble en matière de SST sur la numérisation.
4. note avec satisfaction que les résultats des indicateurs de performance clés sont positifs pour l'ensemble des activités et que les valeurs cibles ambitieuses ont été totalement ou quasiment atteintes dans tous les cas;
5. observe qu'un rôle important a été attribué à l'EU-OSHA pour appuyer la mise en œuvre des principes inscrits dans le socle européen des droits sociaux;

6. se félicite du taux très élevé d'exécution du programme de travail annuel, ce qui s'est traduit par un taux d'exécution du budget de quasiment 100 %;
7. apprécie les conclusions positives sur les performances de l'EU-OSHA formulées dans le document de travail des services de la Commission sur l'évaluation de l'EU-OSHA d'Eurofound, de l'ETF et du Cedefop, et se félicite de l'adoption par l'Agence d'un plan d'action pour donner suite au document de travail des services de la Commission après une discussion approfondie;
8. se félicite de la confirmation des résultats positifs par des évaluations ex post, qui concluent que le travail de l'Agence est de grande qualité et important aux yeux des parties prenantes;
9. souligne l'importance du tripartisme au niveau de l'Union et au niveau national afin de garantir le bon fonctionnement de l'Agence et de ses points focaux et encourage l'EU-OSHA à poursuivre ses efforts visant à diffuser ses activités et à collaborer avec les parties prenantes concernées;
10. considère que les principaux risques qui menacent la réalisation des objectifs stratégiques et opérationnels ont été correctement identifiés, et que les mesures nécessaires ont été adoptées pour atténuer leur incidence ou leur probabilité; et considère que les systèmes de contrôle interne établis par l'Agence sont adaptés, comme l'ont confirmé différents audits;
11. constate que la déclaration d'assurance de la directrice exécutive repose sur un système de contrôle solide s'appuyant sur le cadre de contrôle interne mis en place en 2019, constat qui est également confirmé par l'absence de conclusions significatives de la part de l'auditeur interne et de la Cour des comptes;
12. considère que les informations fournies dans le rapport d'activité annuel donnent au conseil d'administration l'assurance raisonnable que les ressources à la disposition de l'EU-OSHA en 2019 ont été utilisées aux fins prévues et conformément aux principes de bonne gestion financière. En outre, les procédures de contrôle en place offrent les garanties nécessaires quant à la légalité et à la régularité des opérations sous-jacentes.

Eu égard à ce qui précède, le conseil d'administration demande que le rapport d'activité annuel 2019 soit transmis, en même temps que la présente analyse et évaluation, au Parlement européen, au Conseil européen, à la Commission européenne et à la Cour des comptes.

Bilbao, le 10 juin 2020

(signé)

Julia Nedjelik-Lischka
Présidente du conseil d'administration

Résumé

L'Agence en bref

L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) est une agence de l'Union européenne. Créée en 1994, l'Agence fonctionne sur la base d'un nouveau règlement fondateur entré en vigueur au début de l'année 2019¹. Ce règlement en définit le mandat et le dispositif de gouvernance.

L'EU-OSHA a pour mission de développer, rassembler et fournir des informations, des analyses et des outils fiables et pertinents afin de faire progresser les connaissances, la sensibilisation et les échanges d'informations et de bonnes pratiques en matière de sécurité et de santé au travail (SST) qui répondront aux besoins des milieux intéressés.

L'Agence s'articule autour d'une structure tripartite, ce qui est la norme dans le domaine de l'emploi et des affaires sociales. Les acteurs clés de la SST en Europe sont représentés au sein du conseil d'administration de l'Agence, avec des représentants de gouvernements, d'employeurs et de travailleurs des 28 (désormais 27) États membres de l'Union et de la Commission européenne. Un expert désigné par la commission EMPL du PE participe également aux travaux du conseil d'administration, et les pays de l'EEE/AELE ainsi qu'Eurofound y ont un statut d'observateur. Le conseil d'administration prend les principales décisions stratégiques, tandis que le comité exécutif supervise la préparation effective et le suivi des décisions du conseil d'administration².

En tant qu'organisation tripartite, l'Agence travaille étroitement avec les représentants de gouvernements, d'employeurs et de travailleurs – en plus des institutions européennes – dans le but de partager des bonnes pratiques et d'établir un dialogue avec les travailleurs et les lieux de travail à travers l'Europe.

Le dialogue tripartite fait partie intégrante non seulement du processus de prise de décision, mais également de la mise en œuvre du mandat de l'Agence, tant au niveau européen qu'au niveau des États membres, par l'intermédiaire des réseaux nationaux de points focaux tripartites. Les points focaux constituent le principal réseau opérationnel de l'Agence. Bien qu'ils ne participent pas directement à la gouvernance de l'Agence, ils jouent un rôle essentiel en contribuant à la planification de l'Agence et en mettant en œuvre le programme de travail au niveau national. Ils sont des acteurs clés du développement et de la coordination du réseau tripartite dans les États membres. Seule la coopération avec les points focaux et leurs réseaux permettra à l'Agence d'atteindre ses objectifs, raison pour laquelle les partenaires du réseau doivent absolument être convaincus de la valeur ajoutée que l'Agence apporte à leur travail.

En préparant des décisions pour le conseil d'administration, l'Agence consulte fréquemment ses deux groupes consultatifs, le premier sur les outils et la sensibilisation (TARAG) et le second sur les connaissances en matière de SST (OKAG), et elle organise des réunions de coordination régulières avec la direction B, unité 3, de la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, qui est son principal partenaire au sein de la Commission.

Sur le plan interne, l'Agence comprend quatre unités, dont trois sont opérationnelles (unité «Prévention et recherche», unité «Communication et promotion» et secrétariat du réseau) et une est administrative (centre de ressources et de services). La directrice exécutive exerce également les fonctions de chef d'unité de l'une des unités opérationnelles (secrétariat du réseau). Elle s'est vu déléguer le pouvoir de nomination du conseil d'administration, tandis que tous les chefs d'unité ainsi qu'un agent/administrateur temporaire du secrétariat du réseau jouissent de droits d'ordonnateur délégués.

¹ Règlement (UE) 2019/126 du Parlement européen et du Conseil du 16 janvier 2019 instituant l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) et abrogeant le règlement (CE) n° 2062/94 du Conseil, cf. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:32019R0126>

² En vertu du règlement de 2018, le «conseil de direction» et le «bureau» deviennent respectivement le «conseil d'administration» et le «comité exécutif» et le «directeur» devient le «directeur exécutif». La terminologie issue du nouveau règlement est utilisée dans ce rapport, sauf s'il est fait référence à des mesures et à des décisions antérieures à l'entrée en vigueur dudit règlement, le 20 février 2019.

La directrice exécutive est assistée dans ses fonctions d'encadrement par les chefs d'unité (personnel de direction). Des réunions régulières sont organisées au niveau de l'encadrement supérieur afin de surveiller les performances de l'Agence, l'exécution du programme de travail annuel et du budget, les recommandations des audits, les plans d'action relatifs au contrôle interne et au registre des risques, les questions liées aux ressources humaines, ainsi que tout autre aspect pertinent pour le bon fonctionnement de l'Agence.

Les activités de l'Agence sont menées dans le cadre d'une gestion décentralisée directe.

L'année en bref

En 2019, l'EU-OSHA a continué à progresser dans la réalisation des objectifs stratégiques qu'elle s'est fixés dans ses six domaines prioritaires.

En ce qui concerne les travaux de l'Agence sur l'anticipation du changement, l'année 2019 a été consacrée essentiellement à la divulgation et à la communication, à partir notamment des résultats de l'étude prévisionnelle sur les TIC, achevée en 2018, mais aussi d'articles d'experts concernant l'intelligence artificielle sur le lieu de travail, les mégadonnées pour les services d'inspection du travail, l'innovation sociale et la numérisation, les exosquelettes et la SST.

L'EU-OSHA a mené les travaux sur le terrain de la troisième édition de l'enquête ESENER, dans le but de poursuivre la collecte et la fourniture de données comparables (dans le temps et dans l'espace) quant à la manière dont la SST est gérée dans les pays européens. Si les données ESENER fournissent en elles-mêmes un grand nombre de connaissances, elles constituent également la base de l'analyse secondaire de sujets spécifiques comme la gestion des risques psychosociaux dans les MPE. Les premières conclusions de la troisième enquête ESENER ont été publiées fin 2019.

En 2019, l'EU-OSHA a été en mesure de fournir à ses parties prenantes des connaissances pertinentes pour les politiques et la recherche, grâce aux travaux de recherche réalisés au cours des années précédentes dans le cadre de plusieurs vues d'ensemble majeures en matière de SST. La vue d'ensemble de la SST sur les maladies liées au travail a fourni des connaissances sur la réhabilitation des travailleurs atteints d'un cancer ou en convalescence, sur les maladies spécifiques causées par l'exposition professionnelle à des agents biologiques, ainsi que sur les méthodes d'identification des maladies liées au travail.

Dans le cadre de la vue d'ensemble de la SST sur les coûts et les avantages de la SST, l'Agence a publié un rapport intitulé «La valeur de la sécurité et de la santé au travail et les coûts sociaux des lésions et des maladies liées au travail». L'Agence poursuit également sa collaboration avec des partenaires européens et internationaux en vue d'améliorer la base de connaissances sur ce sujet.

De nouvelles vues d'ensemble de la SST sont en cours d'élaboration, notamment une vue d'ensemble majeure des troubles musculo-squelettiques liés au travail. Ces travaux de recherche constitueront la base de la campagne «Lieux de travail sains» 2020-2022.

Les travaux sur l'outil interactif d'évaluation des risques en ligne se sont poursuivis dans le but d'accroître le nombre d'évaluations des risques et la qualité des résultats. Ces travaux visent à aider les microentreprises et les petites et moyennes entreprises à réaliser les évaluations des risques. Fin 2019, 182 outils étaient disponibles et plus de 80 étaient en cours de développement.

L'année 2019 a été la seconde et dernière année de la campagne «Lieux de travail sains» de l'EU-OSHA sur les substances dangereuses. Les points focaux et les partenaires de la campagne se sont fortement engagés tout au long de la campagne afin d'assurer son succès. La campagne a été soutenue par la publication de documents de recherche, notamment une analyse importante de la littérature sur les risques professionnels liés à l'exposition à des agents biologiques.

L'EU-OSHA soutient la Commission sur un certain nombre de sujets afin de s'assurer que ses connaissances soient mises au service des priorités politiques de l'UE. En 2019, l'EU-OSHA a repris les

rênes d'un projet de la Commission visant à développer un baromètre européen de la SST fournissant des informations à partir d'un certain nombre d'indicateurs clés en matière de SST.

Si l'EU-OSHA s'intéresse principalement à la SST au sein de l'UE, elle est consciente de la dimension mondiale de la SST. C'est pour cela qu'elle a rejoint la Coalition mondiale sur la SST et qu'elle est membre du groupe de pilotage avec la Commission. L'Agence participe également à la campagne mondiale «Vision Zéro».

Principales conclusions

Les informations mentionnées dans le rapport d'activité annuel consolidé concernant l'efficacité et l'efficience des systèmes de contrôle interne de l'Agence et la gestion des ressources sont basées sur une analyse systématique des preuves disponibles.

L'EU-OSHA peut se fonder sur diverses sources pour réaliser cette évaluation et sur différents processus et procédures pour garantir l'exhaustivité et la fiabilité des informations.

Dans l'ensemble, la directrice exécutive a l'assurance raisonnable que les systèmes de contrôle interne de l'Agence sont adéquats et fournissent une assurance raisonnable, et que la conformité au cadre de contrôle interne et l'application de ces normes sont satisfaisantes. Les risques sont contrôlés et atténués de manière appropriée, et les améliorations et renforcements nécessaires sont mis en œuvre.

La directrice exécutive fonde son appréciation sur les processus de contrôle en place et sur les résultats de ces contrôles; les ressources consacrées aux actions de sensibilisation à l'éthique, à l'intégrité et à la prévention de la fraude; l'évaluation annuelle des risques et les exercices d'autoévaluation concernant le cadre de contrôle interne; la qualité des quelques exceptions inscrites dans le registre pour 2019 et leur nombre; les déclarations d'assurance du coordinateur du contrôle interne, sans oublier les opinions généralement favorables exprimées par les auditeurs internes et externes dans les rapports finaux, et leurs recommandations au cours de ces dernières années.

Dans sa déclaration d'assurance, la directrice exécutive n'a pas jugé nécessaire d'émettre des réserves.

Introduction

Le présent rapport d'activité annuel consolidé a été élaboré conformément au règlement fondateur et au règlement financier de l'EU-OSHA.

L'article 11, paragraphe 5, point g), du règlement fondateur de l'EU-OSHA dispose que le directeur exécutif est chargé de préparer le rapport annuel sur les activités de l'EU-OSHA et de le présenter au conseil d'administration pour examen et adoption. En outre, le règlement fondateur prévoit, en son article 5, paragraphe 1, point d), que le conseil d'administration adopte le rapport d'activité en même temps qu'une évaluation des activités de l'Agence, transmet ces documents, le 1^{er} juillet de chaque année au plus tard, au Parlement européen, au Conseil, à la Commission et à la Cour des comptes et rend public le rapport d'activité.

L'article 48 du règlement financier de l'EU-OSHA pour 2019 définit le contenu du rapport d'activité, qui doit comporter des informations sur:

- la réalisation des objectifs définis dans le document de programmation;
- des plans d'action pour le suivi des évaluations et l'état d'avancement de leur mise en œuvre;
- la mise en œuvre du programme de travail annuel, des ressources budgétaires et des ressources humaines;
- la contribution de l'EU-OSHA aux priorités politiques de l'UE;
- la gestion de l'organisation et l'efficience et l'efficacité des systèmes de contrôle interne;
- les observations de la Cour des comptes et les suites données à celles-ci;
- les conventions de contribution et de subvention;
- les accords de niveau de service, et
- les actes de délégation ou de subdélégation de pouvoirs budgétaires.

Le rapport doit également comporter une déclaration d'assurance du directeur exécutif³.

Le présent rapport est élaboré sur la base des lignes directrices adoptées par la Commission fin avril 2020⁴. Le rapport était quasiment terminé au moment de la réception des lignes directrices, de sorte que l'Agence n'a eu que très peu de temps pour adapter le rapport d'activité 2019 au nouveau modèle. Une analyse complète de l'impact du nouveau modèle sera effectuée au cours de l'année 2020 de manière à appliquer pleinement le modèle au rapport de 2020.

Le rapport d'activité poursuit plusieurs objectifs. Il rend compte de la réalisation des objectifs clés, en tenant compte des ressources correspondantes utilisées durant l'exercice. Le rapport (partie I) suit dès lors la structure du programme de travail⁵, puisqu'il rend compte de la réalisation des objectifs et des activités clés définis dans le programme.

Le rapport d'activité est également le rapport de gestion de la directrice exécutive. Il couvre tous les aspects ayant trait à la gestion, notamment l'application de la politique de gestion des risques et le respect du cadre de contrôle interne.

Enfin, le rapport d'activité inclut une déclaration d'assurance dans laquelle la directrice exécutive, en sa qualité d'ordonnateur, fournit des garanties quant à la sincérité et la véracité du rapport, à la légalité, la régularité et la bonne gestion financière de toutes les opérations financières relevant de sa responsabilité, ainsi qu'à l'absence d'omission d'informations significatives.

³ Il est à noter que, bien que l'EU-OSHA ait adopté un nouveau règlement financier en 2019, les dispositions relatives au rapport d'activité ne s'appliqueront qu'à partir du rapport d'activité de l'exercice 2020.

⁴ Principes directeurs des Agences pour un rapport annuel d'activité consolidé: modèle et notes explicatives.

⁵ Les informations liées à la mise en œuvre du programme de travail 2019 concernant la «gestion institutionnelle» (gestion et contrôle: GFA, contrôle interne et protection des données; programmation, surveillance et évaluation) et le «soutien administratif: gestion financière et ressources humaines» ne sont pas incluses dans la partie I car elles figurent dans la partie II et la partie III (le cas échéant) afin d'éviter les répétitions et les redondances.

Partie I. Réalisations politiques de l'année

Principaux résultats de l'année

Avec l'entrée en vigueur, en février 2019, du nouveau règlement fondateur de l'EU-OSHA à la suite d'une analyse approfondie du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, l'EU-OSHA dispose désormais d'un cadre juridique actualisé pour sa contribution aux priorités politiques de l'UE.

Les objectifs stratégiques à long terme de l'Agence sont définis dans le programme stratégique pluriannuel 2018-2023 (PSP) adopté par le conseil d'administration et formulé dans le cadre du règlement fondateur. Le PSP aborde les principaux défis en matière de SST dans l'Union, tels qu'ils ont été recensés dans les principaux documents stratégiques de l'Union (comme le cadre stratégique de l'Union, adopté en 2015, et la communication de la Commission européenne intitulée «Des conditions de travail plus sûres et plus saines pour tous - Moderniser la législation et la politique de l'Union européenne en matière de sécurité et de santé au travail», publiée en 2017). Parmi ces défis figurent notamment le vieillissement de la population active dans l'Union et la nécessité d'assurer un vieillissement actif et en bonne santé à tous les travailleurs, la nécessité de coordonner les stratégies nationales en se concentrant sur la mise en œuvre et l'application de celles-ci, l'importance de disposer de données statistiques comparables concernant tous les États membres, les difficultés rencontrées dans la mise en conformité des micro, petites et moyennes entreprises avec la réglementation en matière de SST et l'importance de maîtriser l'usage des substances dangereuses sur le lieu de travail et d'assurer des niveaux de prévention adéquats contre les maladies professionnelles, ainsi que d'anticiper d'autres risques inconnus, sous-estimés ou nouveaux. Dans certains cas, l'EU-OSHA se voit confier une tâche directe dans des documents stratégiques, tels que l'outil interactif d'évaluation des risques en ligne. Dans d'autres cas, les travaux de l'EU-OSHA sont destinés à contribuer à la réalisation d'objectifs plus larges, comme la réduction de la charge des troubles musculo-squelettiques.

La publication, fin 2017, du socle européen des droits sociaux et le plan d'action annoncé pour concrétiser les principes (voir ci-dessous) ont permis l'établissement d'un cadre stable pour les travaux de l'UE et de l'EU-OSHA en matière de sécurité et de santé au travail. L'EU-OSHA se félicite de ce que le Parlement européen prévoit qu'un rôle important lui soit attribué dans la concrétisation du socle.⁶

Le socle prévoit le droit des travailleurs à un niveau élevé de protection de leur santé et de leur sécurité au travail et le droit à un environnement de travail adapté à leurs besoins professionnels et leur permettant de vieillir en bonne santé⁷, ce qui va au-delà des droits des travailleurs tels que consacrés dans la législation européenne existante. L'objectif global est de créer un environnement de travail sans accidents ni victimes. En outre, l'importance des besoins professionnels des individus est soulignée ainsi que l'importance croissante des mesures en matière de sécurité et de santé lorsque l'on vieillit.

En janvier 2020, la Commission a publié une nouvelle communication intitulée «A Strong Social Europe for Just Transitions» (Une Europe sociale forte pour des transitions justes), qui aborde des aspects essentiels de la politique sociale de l'UE et qui annonce un plan d'action qui devrait être adopté en 2021 afin de mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux. Cette communication se divise en six sections, dont l'une traite de conditions de travail équitables, y compris la SST. La communication a annoncé que la Commission réexaminerait la stratégie en matière de sécurité et de santé au travail et qu'elle aborderait les nouveaux risques liés à la numérisation et aux nouvelles technologies parallèlement aux risques plus traditionnels, tels que l'exposition à des substances dangereuses et le risque d'accidents au travail; il y est également indiqué qu'un plan européen ambitieux de lutte contre le cancer serait présenté au cours du quatrième trimestre de l'année pour contribuer à réduire la souffrance causée par cette maladie. Les

⁶ Cf. décision du PE sur la décharge pour l'exercice 2018, 13 mai 2020.

⁷ Citation tirée du socle européen des droits sociaux, disponible à l'adresse: https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/social-summit-european-pillar-social-rights-booklet_fr.pdf

travaux de l'Agence, notamment sur les agents cancérigènes et mutagènes au travail, contribueront effectivement à cette initiative importante.

Les recherches, les activités de mise en réseau et les campagnes de l'EU-OSHA jouent un rôle de premier plan dans l'amélioration de la santé et de la sécurité au travail en Europe et aident les organisations à adopter des politiques et des approches efficaces en matière de gestion de la sécurité et de la santé au travail au moyen des outils nécessaires.

La mission et la vision de l'EU-OSHA sont inscrites dans le programme stratégique pluriannuel de l'Agence, prolongé jusqu'en 2023 par le conseil d'administration en 2018. L'EU-OSHA a pour mission de développer, rassembler et fournir des informations, des analyses et des outils fiables et pertinents afin de faire progresser les connaissances, la sensibilisation et les échanges d'informations et de bonnes pratiques en matière de sécurité et de santé au travail (SST) qui répondront aux besoins des milieux intéressés.

Sa vision est d'être un leader reconnu de la promotion des lieux de travail sains et sécurisés en Europe, en s'appuyant sur le tripartisme, la participation et le développement d'une culture de prévention des risques liés à la SST, afin de créer une économie intelligente, durable, productive et inclusive.

Des évaluations ont confirmé plusieurs fois les performances et la pertinence de l'EU-OSHA au regard des priorités politiques européennes. C'est le cas pour les évaluations d'activités commandées par l'Agence et pour l'évaluation de l'EU-OSHA et de trois autres agences commandée par la Commission européenne.⁸ Le document de travail des services de la Commission (SWD) basé sur l'évaluation de l'EU-OSHA, de l'ETF, du Cedefop et d'Eurofound souligne à quel point l'EU-OSHA contribue à la diffusion d'informations de qualité sur la SST et en est parfois la seule source. Ce document conclut ensuite que l'EU-OSHA complète les politiques et la législation de l'UE en apportant un soutien à la sensibilisation et à la mise en œuvre et en mettant des connaissances et des bonnes pratiques à la disposition des parties prenantes. Un autre aspect important qui est souligné est la complémentarité entre le niveau décisionnel avec, par exemple, le comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail, et les connaissances techniques et la sensibilisation assurées par l'EU-OSHA. La contribution apportée par les connaissances techniques de l'EU-OSHA à la révision des directives sur les agents cancérigènes et mutagènes est, par exemple, soulignée par le Parlement européen dans sa décision sur la décharge pour le budget 2018.

Une description complète des scores des IPC est disponible à l'annexe 1. Les données montrent que l'Agence a atteint quasiment tous ses objectifs. Le budget a été presque intégralement exécuté (98 %) et les postes ont été occupés à 99 %, ce qui signifie que l'EU-OSHA a utilisé toutes les ressources disponibles. Le programme de travail a été mis en œuvre à hauteur de 87 %, ce qui se situe à 3 points de pourcentage en-deçà de la valeur cible. La partie du programme de travail pour laquelle la valeur cible n'a pas été atteinte n'est due que dans une moindre mesure à des éléments qui n'ont pas été livrés (et dans le cas des annulations, il s'agissait d'éléments livrables mineurs), principalement du fait d'un report de livraison à 2021. Les retards sont généralement survenus parce que davantage de travail de modification que prévu s'est révélé nécessaire pour les éléments livrables finaux ou parce que les contractants ont livré des projets de produits en retard. Parmi les actions mises en œuvre, citons une très forte présence lors de manifestations pour présenter les travaux de l'Agence et susciter un dialogue à leur propos (ces travaux ont été présentés à l'occasion de 480 manifestations, alors que la valeur cible était de 350).

L'enquête des parties prenantes de l'EU-OSHA est une source essentielle de données qualitatives sur les IPC. L'enquête achevée fin mai 2020 montre que, dans l'ensemble, l'Agence atteint ses objectifs ambitieux pour tous les aspects essentiels, à savoir pertinence, utilité, valeur ajoutée au niveau de l'UE, impact et performance.

Pour ce qui est des valeurs cibles atteintes au regard des objectifs stratégiques et des activités individuelles, les résultats sont également positifs pour l'ensemble des activités. Les valeurs cibles sont très ambitieuses et atteintes ou quasiment atteintes dans tous les cas. Le seul objectif stratégique pour lequel les résultats

⁸ Pour l'évaluation et le document de travail des services de la Commission, [SWD(2019)159], veuillez consulter le lien suivant: <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=85&furtherNews=yes&newsId=9348>

sont légèrement inférieurs aux valeurs cibles est lié aux outils de gestion de la SST, qui couvrent principalement l'OiRA. La plupart des résultats pour l'OiRA se situent au-dessus des valeurs cibles, sauf pour ce qui est des retours d'information des parties prenantes. Cela peut être dû à l'échantillon utilisé pour évaluer une large variété d'activités, mais seule une petite partie de l'échantillon peut effectivement voir le produit OiRA final. Une évaluation est en cours au sujet de l'OiRA et ces résultats seront analysés de façon plus détaillée dans le contexte plus large de cet exercice.

D'autres données intéressantes obtenues dans le cadre de l'enquête sur les parties prenantes témoignent d'une perception positive généralisée (plus de 90 % des personnes interrogées) de la contribution de l'EU-OSHA à différents aspects, à savoir une meilleure connaissance des risques en matière de sécurité et de santé au travail ainsi que des solutions à mettre en place pour lutter contre ceux-ci; et l'amélioration de la sécurité et de la santé sur le lieu de travail. 85 % des parties prenantes interrogées conviennent également que l'Agence définit les bonnes priorités en matière de SST et 87 % d'entre elles estiment que le travail de l'EU-OSHA ajoute de la valeur au travail réalisé par des tiers, tels que les organisations nationales. Enfin, 94 % de l'échantillon ont utilisé les travaux de l'EU-OSHA pour au moins un objectif.

Les résultats des IPC et de l'enquête des parties prenantes sont très récents et l'Agence les analysera de façon plus détaillée, de concert avec ses parties prenantes, au cours du reste de l'année 2020.

Pour conclure, les résultats pour 2019 confirment la pertinence, la performance et la valeur ajoutée au niveau de l'UE des travaux de l'EU-OSHA. Comme nous l'avons souligné ci-avant et comme nous le faisons tout au long du présent rapport, plusieurs sources différentes viennent appuyer ces conclusions.



KEY PERFORMANCE INDICATORS **2019**



MISSION

EU-OSHA, nous développons, recueillons et fournissons des informations fiables et pertinentes, des analyses et des outils afin d'enrichir les connaissances, de sensibiliser les acteurs concernés, d'échanger informations et bonnes pratiques en matière de sécurité et de santé au travail (SST), et de répondre ainsi aux besoins des milieux intéressés.



VISION

EU-OSHA aimerait être reconnu comme un leader reconnu de la défense de lieux de travail sains et sécurisés en Europe, en s'appuyant sur le tripartisme, la participation et le développement d'une culture de prévention des risques liés à la SST, afin de créer une économie intelligente, durable, productive et inclusive.



BONNE GOUVERNANCE

En tant qu'entité de l'Union européenne, nous plaçons l'intérêt public au cœur de notre travail. Nous nous tenons responsables et transparents vis-à-vis des parties prenantes avec lesquelles nous travaillons ainsi qu'envers les citoyens de l'Union européenne, tandis que nous cherchons toujours à utiliser l'argent public de la manière la plus efficace possible.



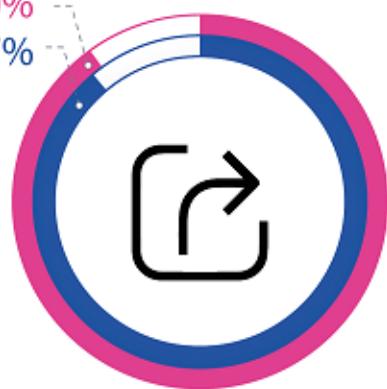
Indicateurs clés sur la performance

● Réel
● Objectif



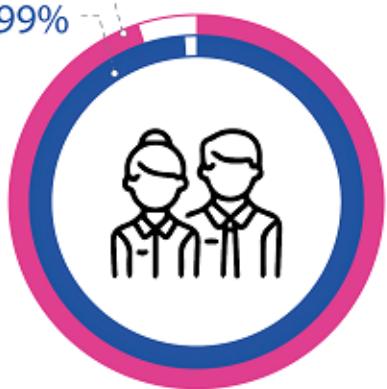
BONNE GOUVERNANCE

90%
87%



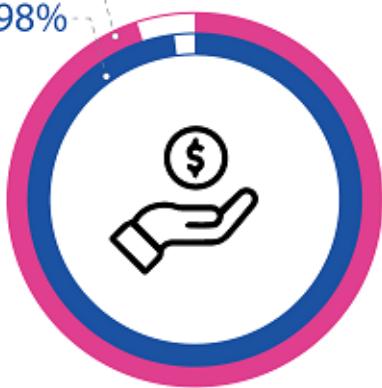
Résultats complétés

95%
99%



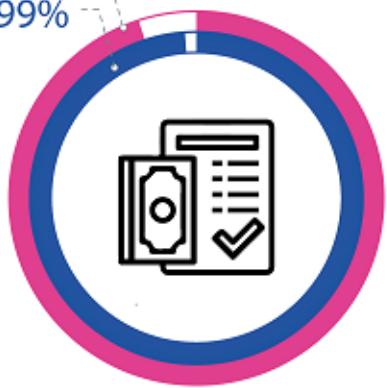
Capacité en personnel

95%
98%



Paiements effectués

95%
99%



Partie du budget alloué

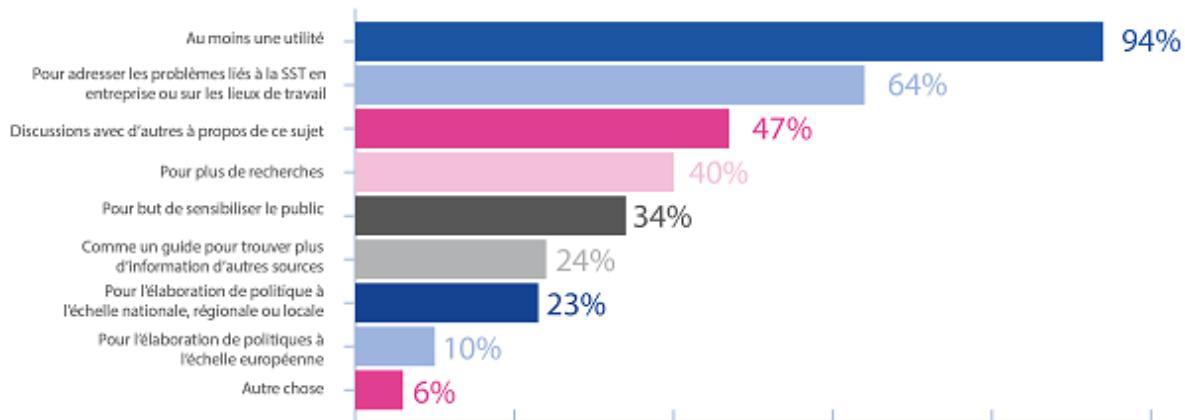


PORTÉE ET UTILISATION

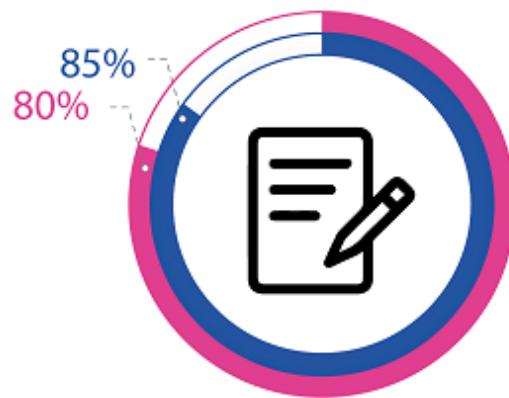
Contributions lors d'événements



But d'utilisation



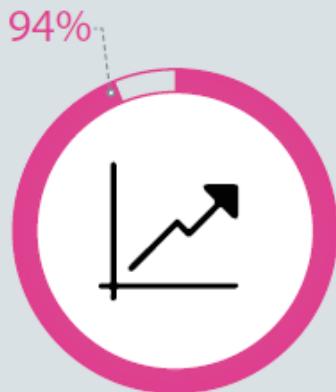
PERFORMANCE



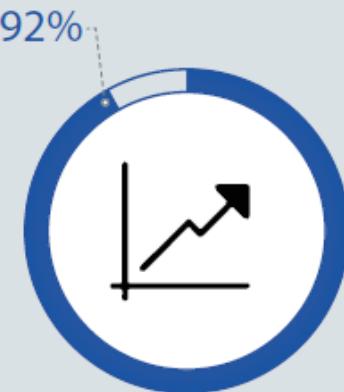


PERTINENCE

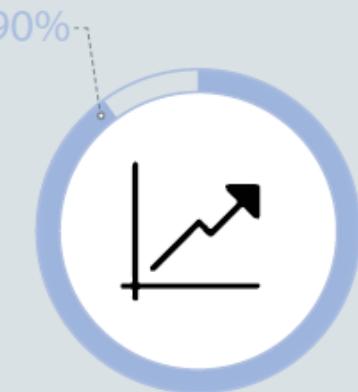
Les parties prenantes ont dit que EU-OSHA a contribué à...



Sensibilisation aux risques SST croissante



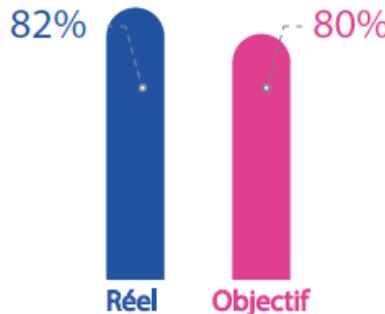
Sensibilisations aux solutions contre les risques SST croissante



Amélioration de SST sur les lieux de travail



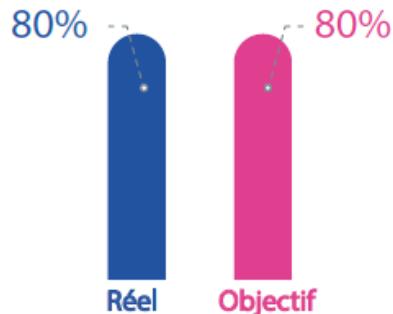
VALEUR AJOUTÉE EUROPÉENNE



Évaluation de la part des parties prenantes vis-à-vis de la valeur ajoutée de l'Union Européenne



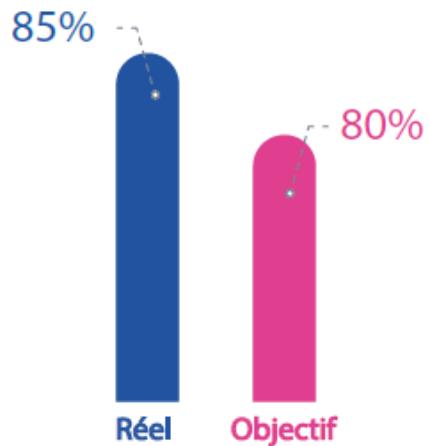
UTILITÉ



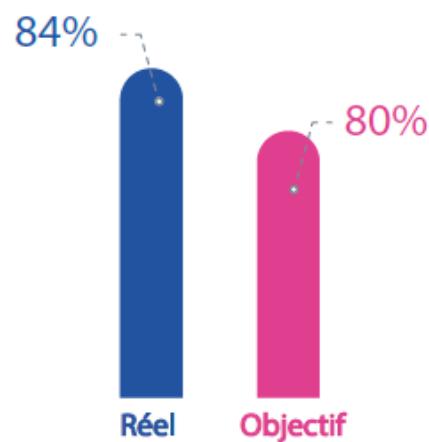
Évaluation de la part des parties prenantes vis-à-vis de l'utilité



IMPACTE



Sur les pratiques dans les lieux de travail



Sur l'élaboration de politiques

Anticiper les changements

Dans le cadre de cet objectif stratégique, l'EU-OSHA vise à fournir des données fiables sur les risques nouveaux et émergents en matière de sécurité et de santé au travail (SST) aux décideurs politiques et aux chercheurs, afin de les aider à anticiper les tendances et à prendre des mesures efficaces et en temps utile.

Étude prévisionnelle à grande échelle (réf. 1.2)

But de l'activité: Sensibiliser les décideurs politiques et les chercheurs, et encourager le débat sur les risques nouveaux et émergents en matière de SST associés à l'impact des TIC et des lieux de travail, et sur d'autres questions spécifiques, de façon à documenter la formulation des politiques et à faciliter la définition de priorités d'action et de recherche.

L'impact de la numérisation sur la SST constitue un axe important des activités prévisionnelles de l'EU-OSHA⁽⁹⁾. Une étude prévisionnelle de deux ans sur ce sujet a été achevée en 2018, et la diffusion des conclusions s'est poursuivie tout au long de l'année 2019. Les conclusions de l'étude prévisionnelle ont été présentées lors d'un atelier organisé par le point focal national en Roumanie et un résumé de cet atelier a été mis en ligne⁽¹⁰⁾.

L'EU-OSHA a également présenté les résultats du projet lors de plusieurs autres manifestations tout au long de l'année 2019, notamment une réunion d'un groupe de travail du Comité des hauts responsables de l'inspection du travail (CHRIT), une conférence organisée par la présidence roumaine de l'UE sur la santé et la sécurité dans le nouveau monde du travail, ainsi qu'une conférence de haut niveau intitulée «L'avenir du travail: Aujourd'hui. Demain. Pour tous», organisée par la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne (DG Emploi).

Quatre articles d'experts, commandés en 2018, ont été présentés et examinés dans le cadre d'une réunion des points focaux nationaux qui s'est tenue à Bilbao, en février. Les quatre articles – sur les avantages et les risques de l'intelligence artificielle sur le lieu de travail⁽¹¹⁾, le rôle des mégadonnées et de l'apprentissage machine dans l'efficacité des inspections⁽¹²⁾, la quatrième révolution industrielle et l'innovation sociale sur le lieu de travail⁽¹³⁾, et l'impact des exosquelettes sur la SST⁽¹⁴⁾ – ont été publiés.

Une brochure résumant les travaux de l'EU-OSHA sur la numérisation et la SST et faisant la promotion des futurs travaux sur le sujet prévus par l'Agence a également été publiée⁽¹⁵⁾.

Une évaluation ex post de l'activité prévisionnelle à grande échelle a été menée au cours du premier semestre de l'année 2019, et les résultats ont été communiqués à l'EU-OSHA au mois de juin. Les conclusions de l'évaluation serviront de base aux futures activités prévisionnelles. Pour plus de détails, voir la partie II (b) sur les évaluations externes.

⁽⁹⁾ <https://osha.europa.eu/en/emerging-risks/developments-ict-and-digitalisation-work>

⁽¹⁰⁾ <https://osha.europa.eu/fr/tools-and-resources/seminars/foresight-new-and-emerging-osh-risks-associated-digitalisation-2025-0>

⁽¹¹⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/osh-and-future-work-benefits-and-risks-artificial-intelligence-tools-workplaces/view>

⁽¹²⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/future-role-big-data-and-machine-learning-health-and-safety-inspection-efficiency/viewothereeeeeeee>

⁽¹³⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/fourth-industrial-revolution-and-social-innovation-workplace/view>

⁽¹⁴⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/impact-using-exoskeletons-occupational-safety-and-health/view>

⁽¹⁵⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/digitalisation-and-occupational-safety-and-health-osh-eu-osha-research-programme/view>

Anticipation des défis futurs en matière de SST (réf. 1.3)

But de l'activité: Sensibiliser les décideurs politiques et les chercheurs, et encourager le débat sur les risques nouveaux et émergents en matière de SST associés à l'évolution du monde du travail, de façon à documenter la formulation des politiques et à faciliter la définition de priorités d'action et de recherche.

Le groupe consultatif sur les connaissances en matière de SST (OKAG) a arrêté les thèmes de deux nouveaux articles d'experts visant à stimuler le débat sur l'avenir du travail et à identifier de nouveaux domaines de recherche: d'un côté l'impact des chaînes d'approvisionnement mondiales sur la SST, et de l'autre, les équipements de protection individuelle (EPI) intelligents.

Dans le sillage de la publication de l'article d'experts de 2018 sur la gestion des drogues améliorant les performances sur le lieu de travail (¹⁶), l'EU-OSHA a organisé, en collaboration avec l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), une session intitulée «La dépendance au travail: l'utilisation d'améliorateurs cognitifs sur le lieu de travail et les implications pour la sécurité et la santé au travail», dans le cadre de la troisième conférence européenne sur les conduites addictives et les dépendances, qui s'est tenue à Lisbonne en octobre 2019 (¹⁷). L'EU-OSHA envisage de poursuivre sa collaboration avec l'OEDT afin d'étudier des moyens de gérer les enjeux de SST soulevés par la dépendance.

Après la présentation, début 2019, des plans de réexamen de l'«avenir de l'agriculture et de la SST» aux points focaux nationaux et à l'OKAG, une réunion de lancement des travaux a eu lieu à la fin de l'année. Les premiers résultats du réexamen sont attendus en 2020.

Faits et chiffres

Dans le cadre de cet objectif stratégique, l'EU-OSHA vise à fournir un aperçu précis et complet des risques actuels en matière de SST, de leurs effets sur la santé et de la manière de les prévenir et de les gérer, afin de permettre aux décideurs politiques et aux chercheurs de mieux appréhender ces questions.

Enquête européenne des entreprises sur les risques nouveaux et émergents (réf. 2.1)

But de l'activité: Enrichir, par des informations de qualité, la base de données scientifiques que les décideurs politiques peuvent utiliser dans leurs décisions en matière de SST, notamment en ce qui concerne la participation des travailleurs, la gestion pratique de la SST et la gestion des risques psychosociaux.

L'enquête européenne des entreprises sur les risques nouveaux et émergents (ESENER) de l'EU-OSHA vise à étudier la manière dont les lieux de travail en Europe gèrent les risques pour la sécurité et la santé, afin d'éclairer les décideurs politiques et les chercheurs. Elle couvre les risques généraux et met notamment l'accent sur les risques psychosociaux tels que le stress ou le harcèlement. Elle s'intéresse également à la participation des travailleurs et aux éléments qui favorisent et entravent la gestion de la SST.

Le travail de terrain pour la troisième vague de l'enquête a été mené en 2019. Le questionnaire a été revu afin d'améliorer la qualité des résultats, tout en s'assurant cependant qu'ils restent pour l'essentiel comparables avec l'ESENER 2014. L'enquête a également inclus, pour la première fois, des questions

(¹⁶) <https://osha.europa.eu/fr/publications/managing-performance-enhancing-drugs-workplace-osh-perspective/view>

(¹⁷) <https://osha.europa.eu/en/oshnews/lisbon-addictions-conference-2019-use-cognitive-enhancers-workplace-and-implications>

visant à mieux comprendre l'incidence de la numérisation sur la SST et les différents mécanismes de désignation des représentants de la santé et de la sécurité.

Entre avril et août, des entretiens ont été menés dans plus de 45 000 établissements – de toutes tailles et de tous secteurs d'activité – dans 33 pays européens. Les résultats de la première analyse des résultats de l'ESENER 2019 ont été publiés (¹⁸).

Les conclusions, qui ont été présentées lors de divers événements organisés à travers l'Europe, seront officiellement communiquées en 2020 avec la publication d'un document d'orientation et le lancement d'un outil de visualisation en ligne des données permettant d'accéder aux résultats complets de l'enquête (<https://visualisation.osha.europa.eu/esener#/fr>). La publication d'autres études de suivi approfondies de l'ESENER 2019 est prévue pour 2022. La première de ces études, lancée en décembre 2019, est une étude qualitative sur la gestion des risques psychosociaux dans les micro et petites entreprises. De nouvelles visites sont prévues dans plusieurs des établissements ayant participé à l'enquête ESENER 2019, afin de mener au moins deux entretiens individuels avec un représentant du personnel d'encadrement et un représentant des travailleurs pour connaître leur démarche en matière de gestion des risques psychosociaux.

Vue d'ensemble en matière de SST: micro et petites entreprises (MPE) (réf. 2.3)

But de l'activité: Améliorer la compréhension de la gestion de la SST dans les MPE et des principaux déterminants, parmi les décideurs politiques, les chercheurs et les intermédiaires.

Cette importante vue d'ensemble de la SST a permis de recueillir des données utiles et de grande qualité sur la gestion de la SST dans les MPE. L'objectif était de soutenir la formulation de recommandations politiques fondées sur des données probantes, mais aussi le développement d'outils et de ressources pratiques encourageant les bonnes pratiques en matière de SST au sein des MPE, moteur essentiel de la croissance économique et de l'innovation dans l'UE.

L'aboutissement du projet s'est traduit par la publication de quatre rapports analytiques, d'un rapport décrivant plus de 40 exemples de bonnes pratiques et de 18 rapports par pays. Tous les résultats de ce projet sont consultables dans une rubrique dédiée du site web de l'EU-OSHA (¹⁹).

Le projet de recherche a été achevé en 2018, mais la promotion des conclusions et des résultats de l'étude auprès des publics cibles s'est poursuivie tout au long de l'année 2019. En octobre 2019, une conférence de haut niveau ciblant spécifiquement les secteurs de la construction, de l'agriculture et de la sylviculture s'est tenue à Bruxelles, afin de diffuser les conclusions du projet et de permettre l'échange, au niveau de l'UE, de bonnes pratiques entre partenaires sociaux, employeurs, décideurs politiques, chercheurs et experts désignés par les points focaux nationaux. Un rapport de synthèse de l'événement est consultable en ligne (²⁰).

Vue d'ensemble en matière de SST: maladies et invalidités liées au travail (réf. 2.4)

But de l'activité: Contribuer à l'élaboration de mesures et à l'établissement de priorités de recherche, et soutenir le développement de méthodes de suivi et de la sensibilisation aux maladies professionnelles en Europe.

(¹⁸) <https://osha.europa.eu/fr/publications/third-european-survey-enterprises-new-and-emerging-risks-esener-3/view>

(¹⁹) <https://osha.europa.eu/fr/themes/safety-and-health-micro-and-small-enterprises>

(²⁰) <https://osha.europa.eu/fr/tools-and-resources/seminars/improving-occupational-safety-and-health-micro-and-small-enterprises>

Les maladies liées au travail, qui sont responsables de près de 200 000 décès chaque année en Europe, sont préjudiciables non seulement pour la vie des travailleurs, mais aussi pour les entreprises, l'économie et la société en général. Aussi l'une des priorités de l'EU-OSHA est-elle de soutenir la prévention des maladies liées au travail, grâce à des activités de recherche et de sensibilisation et à la promotion d'une culture de prévention et de bien-être sur les lieux de travail européens. Le projet de l'EU-OSHA d'une vue d'ensemble à grande échelle sur les maladies liées au travail porte sur divers domaines de recherche, de politiques et de pratiques.

Les résultats des projets menés à bien, entre 2015 et 2018, dans le cadre de cette activité, ont été présentés lors de plusieurs manifestations nationales, dont la plupart ont été organisées en coopération avec des ministères, des associations d'hygiène et de médecine du travail, des institutions de santé publique et des partenaires sociaux. La promotion et la diffusion de ces résultats se poursuivront en 2020.

Systèmes d'alerte et de surveillance sentinelle

Les systèmes d'alerte et de surveillance sentinelle peuvent être utilisés pour détecter les maladies professionnelles émergentes. Les travaux de l'EU-OSHA sur le thème des «Approches d'alerte et de surveillance sentinelle pour l'identification de maladies liées au travail dans l'UE» s'attachent à explorer les ressorts de l'efficacité de ces systèmes et à appuyer l'élaboration de politiques dans ce domaine ainsi que la prévention sur le lieu de travail.

L'Agence a promu cinq articles d'experts sur différents systèmes d'alerte et de surveillance sentinelle⁽²¹⁾. Ces articles ont ensuite servi de base à l'élaboration d'un rapport approfondi sur le sujet⁽²²⁾, qui a également fait l'objet d'une publication.

La promotion des conclusions du projet s'est poursuivie tout au long de l'année dans le cadre d'événements organisés par des associations d'hygiène et de médecine du travail, des instituts nationaux de SST et des établissements de santé publique.

Exposition à des facteurs de risque de cancer au travail

Le cancer lié au travail, qui représente plus de 50 % de tous les décès liés au travail, est l'un des principaux enjeux de santé auxquels sont confrontés les employeurs partout en Europe.

Afin de contribuer à la détermination des facteurs qui exposent le plus les travailleurs au risque de développer un cancer, l'EU-OSHA envisage de réaliser une enquête assistée par ordinateur sur l'exposition des travailleurs aux facteurs de risque de cancer en Europe⁽²³⁾. Une étude de faisabilité⁽²⁴⁾ sur cette enquête a été menée en 2017 et, en 2019, le conseil d'administration de l'EU-OSHA a approuvé le démarrage prévu des travaux sur l'enquête en 2020, en l'incluant dans le programme de travail 2020 de l'Agence en tant qu'activité indépendante. Un groupe consultatif ad hoc, créé spécialement pour cette activité, se réunira au moins une fois par an à partir de 2020.

Afin de donner suite à une étude de faisabilité sur le sujet, des travaux préparatoires ont été menés pour choisir les pays où l'enquête serait réalisée et lancer les premières étapes de la préparation de la méthodologie et de l'adaptation du modèle australien d'origine au contexte européen.

L'enquête débutera comme une activité distincte dans le cadre du document de programmation 2020-2022 de l'EU-OSHA.

D'autres travaux préparatoires pour l'enquête ont également été menés en 2019. Lors d'une réunion en septembre, les experts ont discuté de la méthodologie, des facteurs de risque de cancer spécifiques à prendre en compte, des priorités de l'enquête ainsi que des difficultés qui pourraient être rencontrées.

⁽²¹⁾ https://osha.europa.eu/fr/publications/l_en/type_9?text=sentinel&sort_by=field_publication_date

⁽²²⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/alert-and-sentinel-approaches-identification-work-related-diseases-eu/view>

⁽²³⁾ <https://osha.europa.eu/fr/facts-and-figures/workers-exposure-survey-cancer-risk-factors-europe>

⁽²⁴⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/feasibility-study-development-computer-assisted-telephone-survey-estimate-workers/view>

Agents biologiques

Une exposition à des agents biologiques peut causer de nombreux problèmes de santé, notamment des maladies infectieuses, des cancers et des allergies. En 2019, l'EU-OSHA a publié et promu une revue des maladies professionnelles causées par des agents biologiques, qui comprenait les résultats d'une revue de la littérature, une enquête d'experts ainsi qu'une évaluation des systèmes nationaux de suivi (²⁵).

Les agents biologiques représentent une menace particulière pour les travailleurs dans certains types d'emplois ou de secteurs. Pour étudier ces risques, leurs effets sur la santé et les résultats de l'évaluation des mesures de prévention par des experts et des spécialistes du lieu de travail, l'EU-OSHA a commandé cinq articles d'experts qui ont tous été publiés en 2019: l'exposition des travailleurs de la santé (²⁶), les risques liés à la gestion des déchets et des eaux usées (²⁷), les professions liées aux animaux (²⁸), l'agriculture (²⁹) et les professions impliquant des déplacements et des contacts avec des voyageurs (³⁰). Le rapport final sur ce projet, prévu en 2019, sera publié en 2020.

Évaluations ex post des vues d'ensemble de la SST

Enfin, en 2019, les travaux ont commencé sur les évaluations ex post de trois vues d'ensemble réalisées en matière de SST: les maladies liées au travail, les coûts et les avantages de la SST et les micro et petites entreprises. Une partie de l'évaluation sera consacrée au format des activités liées aux vues d'ensemble de la SST. Pour plus de détails, voir la partie II (b) sur les évaluations externes.

Vue d'ensemble en matière de SST: coûts et avantages de la SST (réf. 2.5)

But de l'activité: Améliorer la compréhension par les décideurs politiques, les chercheurs et les intermédiaires de la valeur économique de la SST pour la société en termes de maladies et d'accidents professionnels évitables.

Il est important que les décideurs politiques, les entreprises, les chercheurs et les autres parties prenantes comprennent les incidences économiques d'une bonne SST et d'une mauvaise SST. L'EU-OSHA ambitionne de fournir des données politiques et de recherche fiables afin de démontrer les conséquences économiques d'une mauvaise SST (pour les travailleurs, les employeurs, l'économie et la société dans son ensemble) et de prouver que ces coûts peuvent être évités en investissant dans de bonnes pratiques de SST, permettant de prévenir les accidents et les maladies d'origine professionnelle.

Le rapport final de cette vue d'ensemble de la SST, *La valeur de la santé et de la sécurité au travail et les coûts sociaux des lésions et des maladies liées au travail* (³¹), a été publié en 2019 avec d'autres éléments livrables complémentaires.

En octobre, des experts de la SST ont discuté des conclusions lors d'une réunion à Bilbao, et un résumé de cet événement a été mis en ligne (³²). Les contractants et collaborateurs de l'EU-OSHA ont présenté les résultats de leur projet, et notamment une estimation nationale de l'Autriche qui a suivi la même méthode et qui est désormais comparable aux autres estimations nationales figurant dans le projet. À la

(²⁵) <https://osha.europa.eu/fr/publications/biological-agents-and-work-related-diseases-results-literature-review-expert-survey-and-view>

(²⁶) <https://osha.europa.eu/fr/publications/exposure-biological-agents-and-related-health-problems-healthcare-workers/view>

(²⁷) <https://osha.europa.eu/fr/publications/exposure-biological-agents-and-related-health-effects-waste-management-and-wastewater/view>

(²⁸) <https://osha.europa.eu/fr/publications/exposure-biological-agents-and-related-health-problems-animal-related-occupations/view>

(²⁹) <https://osha.europa.eu/fr/publications/exposure-biological-agents-and-related-health-problems-arable-farming/view>

(³⁰) <https://osha.europa.eu/fr/publications/biological-agents-and-associated-work-related-diseases-occupations-involve-travelling/view>

(³¹) <https://osha.europa.eu/fr/publications/value-occupational-safety-and-health-and-societal-costs-work-related-injuries-and-view>

(³²) <https://osha.europa.eu/fr/tools-and-resources/seminars/estimating-value-osh>

suite du projet et de l'atelier, plusieurs États membres envisagent aujourd'hui de procéder à des estimations de coûts similaires en 2020.

Lors de cette réunion, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation internationale du travail (OIT) ont présenté leurs estimations communes de la charge internationale liée aux maladies et blessures professionnelles. L'EU-OSHA prévoit de poursuivre sa collaboration avec l'OIT et l'OMS afin d'améliorer les estimations des coûts liés aux maladies et blessures professionnelles. Les résultats de ces travaux seront présentés lors du XXIIe Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail, qui se tiendra à Toronto, au Canada, en octobre 2020. Dans le cadre de l'évaluation des vues d'ensemble de la SST, cette activité sera soumise à une évaluation externe en 2020.

Vue d'ensemble de la SST: troubles musculo-squelettiques (TMS) liés au travail (réf. 2.7)

But de l'activité: Améliorer la compréhension parmi les décideurs politiques, les chercheurs et les intermédiaires concernant les actions les plus efficaces à leur disposition pour la prévention des TMS liés au travail et le retour à l'emploi des personnes souffrant de TMS.

Les troubles musculo-squelettiques (TMS), qui constituent le problème le plus fréquent en matière de santé au travail dans l'UE et la principale cause d'absence au travail pour raisons de santé, sont extrêmement préjudiciables pour le bien-être des travailleurs, les entreprises et l'économie. En 2018, l'EU-OSHA a lancé une vue d'ensemble de la SST sur les TMS dans le but de fournir une analyse complète de la prévalence, de la démographie, des causes et des coûts des TMS. Cette analyse vise également à identifier des politiques efficaces et des mesures pratiques pour la prévention des TMS. Les conclusions de cette vue d'ensemble de la SST viendront enrichir la campagne 2020-2022 «Pour un travail sain: allégez la charge!».

Pour mieux comprendre les facteurs de succès et les défis liés aux différentes approches en matière de prévention, plusieurs initiatives politiques nationales ont été examinées. Ce travail d'examen s'est traduit par la publication de 25 brèves études de cas d'initiatives politiques et de six études de cas nationales instructives (33).

Les travaux visant à étudier la prévalence et les coûts des TMS en Europe, qui ont permis de rassembler des données provenant de sources statistiques pertinentes et fiables au niveau de l'UE et au niveau national, ont été conclus en 2019. Le rapport final (34) a été publié en 2019 avec 10 rapports par pays (35).

De même, le premier d'une série de documents de réflexion s'intéressant aux secteurs qui présentent une prévalence élevée de TMS a été publié en décembre [La santé musculo-squelettique des coiffeurs (36)], et d'autres sont prévus en 2020.

Un projet visant à examiner les enjeux de SST liés au retour au travail et à l'exercice d'une activité avec un TMS chronique, notamment par rapport à la gestion de la douleur, a été achevé fin 2019. Deux articles liés au projet sur OSHwiki sont désormais en ligne: «La gestion des lombalgies et des douleurs lombaires» (37) et «Travailler avec des maladies rhumatismales et musculo-squelettiques (RMS)» (38).

(33) https://osha.europa.eu/fr/publications?text&sort_by=field_publication_date&tags%5Bmusculoskeletal_disorders%5D=musculoskeletal_disorders&languages%5Ben%5D=en&publication_type%5B8%5D=8

(34) <https://osha.europa.eu/en/publications/msds-facts-and-figures-overview-prevalence-costs-and-demographics-msds-europe/view>

(35) https://osha.europa.eu/fr/publications?text&sort_by=field_publication_date&tags%5Bmusculoskeletal_disorders%5D=musculoskeletal_disorders&languages%5Ben%5D=en&publication_type%5B4859%5D=4859&page=1

(36) <https://osha.europa.eu/fr/publications/musculoskeletal-health-hairdressers/view>

(37) https://oshwiki.eu/wiki/Managing_low_back_conditions_and_low_back_pain

(38) [https://oshwiki.eu/wiki/Working_with_rheumatic_and_musculoskeletal_diseases_\(RMDs\)](https://oshwiki.eu/wiki/Working_with_rheumatic_and_musculoskeletal_diseases_(RMDs))

Des ressources pour la sensibilisation et la formation ont également été publiées et promues en 2019: une boîte à outils en ligne Napo «Comprendre les TMS»⁽³⁹⁾ et des «Conseils pour engager des discussions sur les troubles musculo-squelettiques sur le lieu de travail»⁽⁴⁰⁾, une ressource qui vise à faciliter une communication efficace sur le lieu de travail ou pendant la formation.

En collaboration avec le Réseau européen pour l'éducation et la formation dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail (ENETOSH), l'EU-OSHA a organisé un atelier sur la santé musculo-squelettique chez les enfants et les jeunes travailleurs, à Bilbao, en mars 2019. Des résumés des différentes discussions sont disponibles en ligne⁽⁴¹⁾.

L'activité a fait l'objet de quelques modifications en ce qui concerne la présentation et la diffusion des résultats. En particulier, les travaux sur les TMS chroniques devraient être intégralement publiés au troisième trimestre 2020 en raison du retard pris dans le travail sur le terrain. La publication des éléments livrables du projet sur les «Politiques de SST sur les TMS» a également été reportée au premier trimestre 2020; elle s'accompagne d'un rapport supplémentaire élaboré à la lumière des nombreuses informations intéressantes collectées à ce sujet.

Système d'information européen sur la SST (réf. 2.9)

But de l'activité: Contribuer au défi de fournir des données de qualité, comparables et actualisées pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes en matière de SST. Cela passe par l'élaboration et la mise en place d'un système qui fournit une vue d'ensemble actualisée et complète des données de base d'indicateurs importants portant sur la situation en matière de SST en Europe.

En 2016, la DG Emploi a lancé le développement d'un système d'information de l'UE en matière de SST. Depuis 2019, l'EU-OSHA est chargée de la poursuite de la conception et du développement de ce système. Le but est de mettre au point un outil de visualisation des données convivial (le Baromètre de la SST), permettant de disposer d'informations fiables sur les indicateurs de SST et offrant un outil de contrôle permanent. À terme, cet outil sera complété par des rapports analytiques réguliers sur l'état de la SST dans l'UE.

En septembre 2019 a été développée une version d'essai de l'outil de visualisation des données, le «Baromètre de la SST». Cette version comporte 14 séries d'indicateurs, comme convenu avec les points de contact nationaux impliqués dans le développement de l'outil, et une méthodologie approfondie. Cette première version d'essai en ligne du Baromètre de la SST a été présentée et discutée au Luxembourg avec la DG Emploi, des groupes de travail du Comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu de travail (CCSS) et les points de contact nationaux. Les données et le contenu de l'outil, dont le lancement devrait intervenir au cours du premier semestre 2020, seront modifiés en fonction des retours d'information provenant de ces parties prenantes.

Vue d'ensemble en matière de SST: SST et numérisation (réf. 2.10)

But de l'activité: Apporter un éclairage sur les conséquences de la numérisation sur la santé et la sécurité des travailleurs, sur les défis qu'elle pose en matière de prévention, de politiques et de pratiques, ainsi que sur les possibilités qu'elle offre.

Une importante vue d'ensemble sur l'impact de la numérisation sur la SST sera lancée en 2020, et des travaux préparatoires ont été entrepris en 2019 pour définir la portée et le contenu des travaux. À partir des conclusions du projet prévisionnel de l'EU-OSHA sur la numérisation et la SST et des premières

⁽³⁹⁾ <https://www.napofilm.net/fr/learning-with-napo/napo-in-the-workplace>

⁽⁴⁰⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/conversation-starters-workplace-discussions-about-musculoskeletal-disorders/view>

⁽⁴¹⁾ <https://osha.europa.eu/en/tools-and-resources/seminars/give-musculoskeletal-health-children-and-young-workers>

discussions entre le personnel de l'EU-OSHA et l'OKAG, un certain nombre de domaines ont été identifiés en vue de mener des enquêtes plus approfondies.

En mai, l'EU-OSHA a discuté de sujets potentiels pour la vue d'ensemble de la SST lors d'une réunion à Bilbao avec des experts d'autres organisations de SST, des universitaires, des partenaires sociaux, Eurofound, le Centre commun de recherche, l'OIT et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les experts ont approuvé les thèmes proposés pour la vue d'ensemble de la SST et ont fourni des informations utiles sur les lacunes qui pourraient être comblées par cette vue d'ensemble, mais aussi sur la manière dont elle pourrait apporter une valeur ajoutée.

Les plans initiaux du projet ont été examinés lors de la réunion de novembre de l'OKAG, notamment ceux qui concernent la robotique avancée et l'automatisation des tâches physiques et cognitives, l'impact des modifications du contenu et de la conception des emplois sur la SST [l'accent étant mis en particulier sur la robotique collaborative intelligente (cobots)], les nouveaux systèmes de contrôle de la SST, la gestion des travailleurs par le biais de systèmes basés sur l'intelligence artificielle (IA) et l'impact sur la SST, ainsi qu'une description à jour et approfondie des politiques, stratégies et initiatives en matière de SST en lien avec le travail sur les plateformes en ligne. Les premiers projets devraient débuter à la mi-2020.

Vue d'ensemble de la SST: soutien à la conformité (réf. 2.11)

But de l'activité: Fournir des informations contribuant à la promotion d'un environnement ou d'un «contexte» qui encourage et aide les entreprises, en particulier les petites et les micro-entreprises, à remplir leurs obligations au titre des règlements en matière de SST.

La vue d'ensemble de la SST sur le soutien à la conformité vise à contribuer à la création d'une culture qui encourage et aide les entreprises, en particulier les MPE, à remplir leurs obligations au titre des règlements en matière de SST. C'est ce qui ressort des conclusions tirées de la vue d'ensemble de la SST sur les MPE, selon lesquelles des facteurs externes peuvent influer sur la conformité des entreprises avec leurs obligations en matière de SST.

La vue d'ensemble de la SST adoptera une approche globale qui permettra d'examiner les différentes manières de favoriser l'application de la législation relative à la SST. Elle examinera les différentes stratégies employées par les autorités chargées de faire appliquer la législation et analysera le recours aux services de prévention, les initiatives de communication d'informations sociales, les incitations aux entreprises ainsi que les initiatives en matière de chaîne d'approvisionnement. Elle vise ainsi à identifier les facteurs de succès et à sensibiliser aux bonnes pratiques dans ces domaines, tout en mettant l'accent sur les défis à relever.

L'approche de la vue d'ensemble de la SST a fait l'objet de discussions avec les parties prenantes lors d'une réunion d'experts en septembre. Sur la base des avis recueillis lors de cette réunion, un rapport d'examen global sera établi, qui contribuera à la mise en œuvre de nouvelles études approfondies en 2021.

Outils de gestion de la SST

Dans le cadre de cet objectif stratégique, l'EU-OSHA vise à offrir des outils pertinents destinés à gérer la santé et la sécurité dans les structures plus réduites, et à impliquer les intermédiaires dans le développement et la diffusion de ces outils.

Évaluation interactive des risques en ligne (OiRA) (réf. 3.1)

But de l'activité: Augmenter le nombre d'entreprises effectuant leur propre évaluation des risques, actualisée et de qualité.

Le projet OiRA fournit des outils d'évaluation des risques faciles à utiliser et permettant à toute organisation, en particulier les MPE, d'effectuer sa propre évaluation interne des risques. Les outils OiRA sont mis au point par des partenaires sociaux et/ou des autorités nationales ou avec leur participation (la communauté OiRA) et sont librement utilisables et consultables en ligne (⁴²).

Les partenaires de l'OiRA ont à nouveau été très actifs en 2019. Ainsi, 22 nouveaux outils ont été publiés en ligne, ce qui porte le total à 182, et plus de 80 nouveaux outils sont encore en cours de développement. Aujourd'hui, l'OiRA compte plus de 70 000 utilisateurs inscrits, et plus de 108 000 évaluations des risques ont été réalisées à l'aide de ces outils.

Deux outils d'éducation à l'échelle de l'UE, développés en coopération avec l'EFEE et la CES, ont été publiés en octobre 2019⁴³. Un outil au niveau de l'UE pour le secteur Horeca (hôtels, restaurants et restauration) a été publié en 2019. Officiellement lancé à la fin du mois de novembre, il a été développé par les partenaires sociaux Hotrec et EFFAT avec un financement de l'EU-OSHA (⁴⁴).

L'EU-OSHA a continué de soutenir le développement d'outils nationaux, avec la participation de six pays au régime d'aide aux outils nationaux (Croatie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Portugal et Slovénie). Trois de ces régimes d'aide au développement d'outils nationaux ont été finalisés en 2019 (Lituanie, Chypre et Islande) et les trois restants se poursuivront jusqu'en 2020.

Deux autres outils sectoriels ont été traduits en anglais et ajoutés à la bibliothèque OiRA, l'un pour les petits établissements de santé, traduit du letton, et l'autre pour la fabrication de matières plastiques, traduit du lituanien.

Les représentants de la communauté OiRA se sont réunis les 3 et 4 avril dans les locaux de l'INAIL, partenaire italien de l'OiRA, en présence des partenaires OiRA nationaux, des partenaires de l'IRAT et d'observateurs désignés par le conseil d'administration. Les résultats du retour d'information témoignent d'une très grande satisfaction à l'égard de l'événement.

En 2019, l'EU-OSHA a poursuivi le soutien promotionnel qu'elle apporte à ses partenaires à différents niveaux. Une infographie (⁴⁵) et une vidéo (⁴⁶) présentant l'OiRA en quatre étapes a été traduite dans les langues de tous les partenaires de l'OiRA.

Bien que cet outil soit principalement destiné aux micro et petites entreprises, une entreprise multinationale de construction automobile a mis au point et adapté, sur la base du logiciel de l'OiRA, un outil d'évaluation des risques sur le lieu de travail qui s'adresse spécifiquement aux entreprises (⁴⁷). Une étude de cas connexe a été publiée au début de l'année 2020, au lieu de 2019 comme cela était prévu initialement.

L'Agence soutient des projets de promotion de l'OiRA aux niveaux national et de l'UE. En 2019, les projets pilotes de promotion se sont concentrés sur l'outil pour le secteur de la coiffure croate et sur un outil destiné aux bureaux en Italie. Ces deux projets sont toujours en cours en 2020.

En outre, le site web de l'OiRA est régulièrement alimenté par des informations (au moins trois fois par mois), et l'EU-OSHA a inclus cinq actualités marquantes dans son plan général de promotion en 2019 (soit une de plus que prévu).

Enfin, l'Agence a encouragé la promotion de l'OiRA par l'intermédiaire de l'EEN (réseau Entreprise Europe), grâce à une communication accrue sur la coopération avec les partenaires de l'EEN et de l'OiRA et à l'organisation d'un séminaire OiRA à l'occasion de la conférence annuelle de l'EEN, qui s'est tenue à Helsinki en octobre.

(⁴²) <https://oiraproject.eu/fr/oira-tools>

(⁴³) <https://oiraproject.eu/en/highlights/towards-safer-working-environments-school-oira>

(⁴⁴) <https://oiraproject.eu/en/news/eu-tool-launch-oira-hotels-and-restaurants>

(⁴⁵) <https://osha.europa.eu/en/tools-and-publications/infographics/risk-assessment-oira-four-steps>

(⁴⁶) <https://www.youtube.com/watch?v=eJqcCP-ve3o>

(⁴⁷) <https://oiraproject.eu/en/news/oira-global-car-manufacturer-exploits-versatility-workplace-risk-assessment-tool>

Plusieurs modifications et améliorations techniques ont été apportées en 2019, et l'équipe OiRA s'est attachée à répondre aux demandes des partenaires afin de garantir une meilleure facilité d'utilisation et d'adapter le logiciel à diverses exigences nationales. Les partenaires de l'OiRA, qui sont régulièrement sollicités et sont tenus informés de ces changements, ont été consultés en 2019 lors de la réunion de la communauté OiRA qui s'est tenue en avril, à Rome, et dans des informations techniques supplémentaires transmises en juillet 2019.

Sensibiliser le public

Dans le cadre de cet objectif stratégique, l'EU-OSHA vise à faire passer le message relatif à la sécurité et à la santé au travail auprès des multiples bénéficiaires en menant des actions de sensibilisation au sujet des risques et de leur prévention, avec l'aide des intermédiaires de l'Agence.

Campagne «Lieux de travail sains» 2018-2019: Lieux de travail sains - Maîtriser l'usage des substances dangereuses (réf. 4.5)

But de l'activité: Sensibiliser aux substances dangereuses sur le lieu de travail ainsi qu'aux risques qu'elles posent, et créer une culture de prévention.

Partenariat

Le partenariat étroit avec les points focaux nationaux, les partenaires officiels, les partenaires médiatiques et autres soutiens de la campagne est essentiel pour assurer le succès des campagnes «Lieux de travail sains».

Grâce à l'outil d'aide aux points focaux (FAST), les points focaux nationaux ont organisé plus de 330 activités de campagne au cours de la campagne 2018-2019, soit une augmentation de plus de 30 % par rapport à la campagne précédente. En outre, les points focaux ont tenu 17 conférences de presse, publié 46 communiqués de presse et organisé 6 visites tripartites et 12 sessions de formation aux médias.

La campagne a attiré 90 partenaires officiels et 35 partenaires médiatiques. Ces partenaires ont contribué à faire passer les messages de la campagne au niveau du lieu de travail. Les partenaires officiels de la campagne ont ainsi organisé plus de 250 activités, et les partenaires médiatiques ont publié plus de 1 800 articles sur les réseaux sociaux, en ligne et sur papier, pendant toute la durée de la campagne. L'année 2019 a marqué le dixième anniversaire du partenariat de campagnes. Pour rendre hommage aux accomplissements et aux contributions des partenaires, une cérémonie spéciale s'est tenue à Bruxelles, en mars, dans le cadre de l'événement de promotion des bonnes pratiques «Échange de bonnes pratiques en matière de santé et de sécurité au travail (SST)» (48).

L'EU-OSHA a également collaboré étroitement avec l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) au cours de la campagne 2018-2019. La tenue de plusieurs réunions en 2019 a permis de renforcer cette collaboration, et l'EU-OSHA a fait la promotion de la campagne auprès des principaux réseaux et publics de l'ECHA, tout en poursuivant ses efforts pour garantir l'intégration des informations sur la campagne dans les orientations et le site web de l'ECHA. Plusieurs actions de co-promotion via des sites web et des canaux de réseaux sociaux ont également été menées. Des représentants de l'ECHA ont visité l'EU-OSHA à Bilbao en octobre 2019, et l'ECHA a participé à des sessions lors du sommet «Lieux de travail sains», qui s'est déroulé à Bilbao en novembre 2019.

(48) <https://osha.europa.eu/fr/tools-and-resources/seminars/exchange-good-practices-osh-healthy-workplaces-campaign-partner-event>

Supports de campagne, publications, outils et promotion en ligne

Parmi les principaux produits développés dans le cadre de la campagne figurait une importante base de données d'outils et de ressources. Disponible sur le site web de la campagne⁽⁴⁹⁾, cette base de données a été étendue en 2019 afin d'y inclure plus de 950 entrées, notamment des outils et des ressources provenant de tous les États membres de l'UE. Sept versions nationales de l'outil électronique sur les substances dangereuses⁽⁵⁰⁾ ont été développées, à savoir pour l'Autriche, l'Estonie, l'Islande, la Norvège, le Portugal, la Roumanie et la Slovénie.

Quatre fiches d'information sur la campagne (disponibles en plusieurs langues) ont été élaborées et ont fait l'objet d'une promotion: (1) «Outils pratiques et orientations sur les substances dangereuses sur les lieux de travail»⁽⁵¹⁾; (2) «Nanomatériaux manufacturés sur le lieu de travail»⁽⁵²⁾; (3) «Substances cancérogènes au travail»⁽⁵³⁾; et (4) «Travailleurs vulnérables et substances dangereuses»⁽⁵⁴⁾. En outre, une plaquette contenant des études de cas avec des exemples innovants de bonnes pratiques dans le domaine de la manipulation et de la gestion des substances dangereuses a été publiée dans le cadre des Prix des bonnes pratiques «Lieux de travail sains».

Les points focaux ont distribué plus de 700 000 documents et 300 000 articles promotionnels.

Enfin, l'Agence a collaboré avec divers instituts de formation afin de promouvoir l'utilisation de supports de formation nouvellement développés concernant le remplacement des substances dangereuses sur les lieux de travail.

Plus de 25 articles de presse ont été publiés en anglais sur le site web de la campagne «Lieux de travail sains». Fin 2019, 15 actualités et 2 communiqués de presse multilingues avaient été publiés sur le site web institutionnel et le site de la campagne et distribués aux contacts médias pertinents.

À la fin de l'année 2019, on dénombrait plus de 700 articles en ligne et plus de 5 000 publications avec le hashtag #EUhealthyworkplaces sur les réseaux sociaux. En outre, en 2019, le nombre de visites sur le site web de la campagne «Lieux de travail sains» 2018-2019 était supérieur de 12 % au nombre de visites enregistrées en 2018. Le nombre total de visites sur le site pendant les deux années de la campagne (2018-2019) était supérieur de 56 % au nombre de visites effectuées dans le cadre de la précédente campagne de 2016-2017.

Semaine européenne pour la sécurité et la santé au travail

L'édition 2019 de la Semaine européenne s'est tenue du 21 au 25 octobre⁽⁵⁵⁾. Les points focaux nationaux, les partenaires officiels de la campagne, les partenaires médiatiques de la campagne et d'autres soutiens ont organisé des centaines d'événements en marge de la campagne «Lieux de travail sains — Maîtriser l'usage des substances dangereuses» à travers l'Europe, avec des projections de films, des événements sur les réseaux sociaux, des concours, des conférences, des expositions et des sessions de formation. Avec sa page Facebook dédiée, la Semaine a fait l'objet d'une large couverture médiatique, générant plus de 1 400 posts sur les réseaux sociaux et 140 retombées dans la presse en ligne.

⁽⁴⁹⁾ <https://healthy-workplaces.eu>

⁽⁵⁰⁾ <https://equides.osha.europa.eu/dangerous-substances/>

⁽⁵¹⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/info-sheet-practical-tools-and-guidance-dangerous-substances-workplaces/view>

⁽⁵²⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/info-sheet-manufactured-nanomaterials-workplace/view>

⁽⁵³⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/infosheet-carcinogens-work/view>

⁽⁵⁴⁾ <https://osha.europa.eu/fr/publications/info-sheet-vulnerable-workers-and-dangerous-substances/view>

⁽⁵⁵⁾ <https://healthy-workplaces.eu/en/media-centre/news/connecting-people-during-european-week-protect-workers-dangerous-substances>

Feuille de route relative aux substances cancérigènes

La feuille de route relative aux substances cancérigènes est une initiative de la présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne de 2016, qui regroupe six partenaires: le ministère fédéral autrichien du travail, des affaires sociales et de la protection des consommateurs, BusinessEurope, l'EU-OSHA, la Commission européenne, la Confédération européenne des syndicats (CES) et le ministère néerlandais des affaires sociales et de l'emploi. En 2019, l'Agence a poursuivi ses efforts pour soutenir activement cette initiative, qui a fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la campagne «Lieux de travail sains — Maîtriser l'usage des substances dangereuses».

L'EU-OSHA a participé à la conférence de la présidence finlandaise intitulée «Travailler ensemble pour éliminer le cancer professionnel», qui s'est tenue à Helsinki en novembre 2019⁽⁵⁶⁾, et Christa Sedlatschek, directrice exécutive, a prononcé un discours mettant en avant les travaux de l'Agence liés à la feuille de route. À l'occasion de cet événement, plusieurs organisations ont signé une nouvelle convention, réaffirmant leur engagement continu à travailler ensemble pour prévenir le cancer lié au travail⁽⁵⁷⁾. La participation de l'EU-OSHA à la feuille de route s'inscrit en droite ligne de cette campagne, et l'Agence s'engage à continuer à la soutenir activement lorsqu'elle sera portée par les futures présidences de l'UE.

Sommet «Lieux de travail sains» et Prix des bonnes pratiques

Le Sommet «Lieux de travail sains» s'est tenu les 12 et 13 novembre à Bilbao. Plus de 250 experts en SST, décideurs politiques et partenaires de campagne se sont joints à l'EU-OSHA pour marquer la fin de ces deux années de campagne très réussie et pour échanger des bonnes pratiques en matière de gestion des substances dangereuses.

La remise des Prix des bonnes pratiques «Lieux de travail sains» a été un moment fort de l'année. Au cours de la cérémonie, les organisations lauréates et finalistes ont été reconnues pour leurs approches innovantes et efficaces dans le domaine de la gestion des substances dangereuses.

L'événement a fait l'objet d'une intense promotion et d'une large couverture en ligne et sur les réseaux sociaux, et les partenaires médiatiques participant au sommet ont pu bénéficier d'un programme spécialement conçu pour eux. La cérémonie avait un hashtag dédié (#EUOSHAsummit), et des enregistrements et des présentations ont été mis en ligne sur le site web de l'EU-OSHA⁽⁵⁸⁾. De courtes vidéos de discours liminaires peuvent également être visualisées sur la chaîne YouTube de l'EU-OSHA.

Campagne «Lieux de travail sains» 2020-2022: Pour un travail sain: allégez la charge! (réf. 4.6)

But de l'activité: Contribuer à une meilleure gestion des TMS au sein des entreprises et des organisations européennes.

La prochaine campagne, dont le lancement est prévu en octobre 2020, sera centrée sur la prévention des TMS liés au travail. Elle permettra de sensibiliser le public à cette question et fournira une base de connaissances sur les moyens permettant de gérer efficacement les TMS sur le lieu de travail, avec des informations sur le cadre juridique et politique existant, des solutions en matière de bonnes pratiques, des outils et des documents d'orientation. La campagne mettra l'accent sur la mise en place d'une culture de prévention, sur la protection des groupes vulnérables et la lutte contre les risques émergents, ainsi que sur les questions d'égalité entre les hommes et les femmes. Après la décision du conseil d'administration de

⁽⁵⁶⁾ <https://healthy-workplaces.eu/en/media-centre/news/eliminating-work-related-cancer-experts-finnish-eu-presidency-conference>

⁽⁵⁷⁾ <https://healthy-workplaces.eu/en/media-centre/news/exposure-carcinogens-1>

⁽⁵⁸⁾ <https://osha.europa.eu/fr/tools-and-resources/seminars/healthy-workplaces-summit-2019>

passer à un cycle de campagnes de trois ans, c'est la première campagne qui s'étalera sur une durée complète de 24 mois.

Les travaux préparatoires ont battu leur plein tout au long de l'année 2019. Le guide de la campagne, l'affiche, la brochure, le matériel d'exposition, la bannière en ligne et le dépliant sur les Prix des bonnes pratiques étaient prêts dès la fin de l'année.

Le développement du site web de la campagne a commencé en 2018 et s'est accéléré en 2019, ce qui permettra de mettre en ligne le site web préliminaire dès le mois d'avril 2020.

Des travaux ont également été lancés en vue d'établir des collaborations avec des partenaires potentiels de la campagne au niveau de l'UE, mais aussi de recenser des opportunités d'échanges d'informations et d'activités conjointes. Parmi les organisations contactées à ce jour figurent la Ligue européenne contre le rhumatisme (EULAR) et des partenaires sociaux de l'UE dans les secteurs de la santé et de la coiffure. L'EU-OSHA envisage également de collaborer étroitement avec le CHRIT, dans le cadre de sa prochaine campagne sur les TMS, l'Association européenne des instituts de formation professionnelle (EVBB) et le Forum européen de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EfVET).

À la fin de l'année, l'Agence avait reçu des demandes de soutien FAST de 28 des 30 pays éligibles.

Campagne 2022-2023/24 «Lieux de travail sains» (réf. 4.9)

Début 2019, le conseil d'administration a arrêté le thème de la prochaine campagne «Lieux de travail sains» prévue pour 2022.

La campagne s'appuiera sur les conclusions de la vue d'ensemble SST sur la numérisation (cf. activité 2.10) lancée en 2020, qu'elle contribuera à promouvoir. Comme lors des précédentes campagnes sur les lieux de travail sains, les actions menées viseront à fournir des informations récentes et à offrir des possibilités de mise en réseau et d'échange de bonnes pratiques sur le thème choisi.

Actions de sensibilisation et communication (réf. 4.7)

But de l'activité: Communiquer et sensibiliser sur la SST, l'Agence et ses projets, produits et services, non seulement au sein de la communauté de la SST, mais aussi parmi les citoyens de l'UE et auprès du grand public.

25e anniversaire de l'EU-OSHA

L'Agence a fêté son 25e anniversaire en 2019, et des actions consacrées à la célébration et à la promotion de cet événement ont été menées tout au long de l'année.

Le timbre commémorant l'anniversaire de l'Agence a été affiché sur la page d'accueil de l'institution, et une bannière et une rubrique spéciale ont été créées sur le site et traduites dans plus de 20 langues. Onze articles spéciaux dédiés à divers sujets ont été publiés et activement promus sur l'internet et par le biais de posts sur les réseaux sociaux⁽⁵⁹⁾. Un quiz en ligne a également été publié pour marquer l'anniversaire de l'Agence⁽⁶⁰⁾.

En juin, une manifestation spéciale s'est tenue à Bilbao⁽⁶¹⁾ dans le cadre d'une semaine de réunions de mise en réseau SST. Cet événement, qui a attiré des représentants de haut niveau de l'UE et des États membres, a été bien accueilli par les parties prenantes. Une vidéo des moments marquants de l'événement

⁽⁵⁹⁾ <https://osha.europa.eu/fr/about-eu-osha/eu-osha-1994-2019/our-story>

⁽⁶⁰⁾ <https://osha.europa.eu/en/about-eu-osha/eu-osha-1994-2019/25th-anniversary-quiz>

⁽⁶¹⁾ <https://osha.europa.eu/en/tools-and-resources/seminars/eu-osha-25th-anniversary>

et des vidéos d'entretiens avec les parties prenantes et le personnel de l'Agence sont disponibles sur la chaîne YouTube de l'EU-OSHA⁽⁶²⁾, et un résumé de l'événement a été mis en ligne⁽⁶³⁾.

Prix du film «Lieux de travail sains»

L'EU-OSHA, en collaboration avec le Festival international du documentaire et du film d'animation de Leipzig, a récompensé une fois de plus les films innovants qui mettent en lumière les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs. Le lauréat de l'édition 2019, *Bird Island*, des réalisateurs suisses Sergio da Costa et Maya Kosa⁽⁶⁴⁾, aborde la question de la réhabilitation à travers l'histoire d'un jeune homme qui reprend le travail après une longue maladie.

En 2019, le film lauréat de l'édition 2018, *Marina*, a été sous-titré en six langues à la demande des points focaux nationaux.

À partir de 2020, et après dix années de collaboration fructueuse avec DOK Leipzig, le prix du film «Lieux de travail sains» sera décerné dans le cadre du festival du film documentaire de Lisbonne⁽⁶⁵⁾.

Napo – la sécurité avec le sourire

Napo présente une série de films sans paroles qui adoptent une démarche humoristique pour sensibiliser les spectateurs aux enjeux les plus importants de la SST. Le dernier film, *Napo in ... work at height*⁽⁶⁶⁾, a été achevé en novembre pour une sortie prévue en 2020.

Le consortium Napo, qui est à l'origine des films, a également approuvé une stratégie plus coordonnée pour la promotion de ses films sur les réseaux sociaux, avec une mise en œuvre prévue dès le début de l'année 2020. Le consortium a également décidé de développer des scènes de film supplémentaires afin de soutenir la prochaine campagne «Pour un travail sain: allégez la charge!».

Le site web Napo, géré par l'Agence, a subi plusieurs modifications en 2019, et une nouvelle rubrique («Napo sur le lieu de travail — Comprendre les TMS») a été conçue et a fait l'objet d'une promotion active.

Événements

En 2019, des représentants de l'Agence ont participé activement à plus de 140 événements dans toute l'Europe. Un stand d'information a été aménagé lors de la conférence de haut niveau «L'avenir du travail: Aujourd'hui. Demain. Pour tous», qui s'est tenue en avril à Bruxelles. En mai, l'EU-OSHA a participé à la Journée portes ouvertes des institutions de l'UE, à la Journée de l'Europe à Bilbao ainsi qu'à un congrès de la CES à Vienne. En novembre, l'EU-OSHA a fait la promotion de ses activités phares à l'occasion du salon A+A de Düsseldorf.

Service de presse

Le service de presse de l'EU-OSHA a publié 18 reportages (la plupart dans 25 langues) qui ont été distribués à plus de 2 900 contacts médias. Il a répondu à 50 demandes d'information émanant de médias, a produit près de 20 articles et a accordé huit entretiens à des magazines. Vingt-six nouveaux contacts médias ont été ajoutés à la liste de diffusion de l'EU-OSHA. En 2019, plus de 2 000 articles en ligne et 9 500 posts sur les réseaux sociaux ont été publiés. Onze éditions de l'OSHmail ont été publiées.

Site web et médias sociaux

Fin 2019, plus de 120 articles d'actualité et 70 vidéos multilingues faisant la promotion des activités de l'Agence avaient été publiés sur le site web institutionnel. Plus de 570 posts de réseaux sociaux ont été

⁽⁶²⁾ https://www.youtube.com/watch?v=3GJOIUOTOVc&list=PLEirXAjXKFF_xjWjAqv1Cml71rnqJXYF

⁽⁶³⁾ <https://osha.europa.eu/fr/about-eu-osha/eu-osha-1994-2019/our-story/celebrating-25-years-eu-osha-our-network>

⁽⁶⁴⁾ <https://osha.europa.eu/fr/healthy-workplaces-campaigns/hw-film-award/award-winner-2019>

⁽⁶⁵⁾ <https://osha.europa.eu/fr/healthy-workplaces-campaigns/awards/hw-film-award>

⁽⁶⁶⁾ <https://www.napofilm.net/en/napos-films/napo-clean-sweep/work-height>

publiés sur Twitter, LinkedIn et Facebook, attirant de nombreux retweets et «j'aime» de la part des parties prenantes, des partenaires, etc.

En 2019, le site web institutionnel a reçu plus de 1,6 million de visites, ce qui représente une augmentation de 11 % par rapport à la même période en 2018. La campagne «Lieux de travail sains» et les sites web de l'OIRA et de Napo ont également connu une hausse du nombre de visiteurs de 12 %, 32 % et 18 % respectivement. Le site web institutionnel a été légèrement remanié en 2019 afin d'accroître la visibilité de la rubrique des publications et de permettre des recherches plus rapides et plus faciles.

Parmi les nouveaux développements, on peut citer un [nouveau site web et outil de visualisation des données pour ESENER](#) et un outil de visualisation des données (le Baromètre de la SST), qui étaient quasiment achevés à la fin de l'année. Le développement d'un nouveau site web de la campagne a, lui aussi, bien avancé.

Activités de publication

Au total, neuf rapports d'information et résumés, dix rapports pays, deux fiches d'information, 35 études de cas, dix documents de réflexion, cinq rapports d'entreprise et un éventail de supports de campagne, de ressources de formation et de matériel audiovisuel ont été publiés en 2019.

FAST (outil d'aide aux points focaux) – sensibilisation

Vingt-sept points focaux nationaux ont demandé à bénéficier du soutien de FAST pour l'année 2019 dans la catégorie «Sensibilisation». À la fin de l'année, un total de 156 événements et actions médiatiques/promotionnelles avaient été réalisés, dont 37 activités du réseau Entreprise Europe, 28 projections et débats cinématographiques, 27 activités liées à l'OIRA et 23 activités ciblant les MPE, 16 boîtes à outils pour enseignants Napo, 10 activités prévisionnelles, 7 activités liées aux maladies professionnelles, 6 coûts et bénéfices de la SST, 1 TMS et 1 activité pour le 25^e anniversaire de l'EU-OSHA.

Multilinguisme (réf. 4.8)

But de l'activité: Fournir un accès aux documents de l'Agence dans les langues utilisées par les intermédiaires et bénéficiaires visés, en tenant compte des besoins et priorités des points focaux nationaux.

L'Agence aspire à fournir des traductions de qualité de ses produits à partir des évaluations des besoins et des coûts des États membres, et elle a mis en œuvre la plupart des travaux de traduction prévus en 2019.

Les points focaux nationaux jouent un rôle essentiel dans l'identification des produits à traduire. Tous les produits sélectionnés pour être traduits dans le cadre de l'offre de portefeuille de 2019 ont été achevés, vérifiés par les points focaux et téléchargés sur le site web de l'EU-OSHA. L'Agence a lancé l'offre de portefeuille de 2020 en septembre, et les points focaux ont sélectionné, en collaboration avec les partenaires sociaux, les produits à traduire à partir d'une liste de plus de 30 produits. Pour la première fois cette année, toutes les études de cas liées aux Prix des bonnes pratiques ont été systématiquement traduites dans la langue de l'organisation lauréate ou récompensée.

De même, en 2019, les points focaux ont parachevé le contrôle des adaptations linguistiques du dictionnaire des synonymes actualisé de la SST, et l'Agence a élaboré un court lexique multilingue des termes pour la prochaine campagne sur les TMS, qui servira de document de référence pour les traducteurs. L'EU-OSHA a également collaboré étroitement avec le Centre de traduction des organes de l'Union européenne dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau module destiné à faciliter la traduction directe du contenu du site web.

Mise en réseau des connaissances

Dans le cadre de cet objectif stratégique, l'EU-OSHA entend soutenir la communauté de la SST grâce à de nouveaux outils afin de promouvoir et de faciliter la production et la gestion d'un ensemble de connaissances de grande qualité.

Actions de mise en réseau des connaissances (réf. 5.3)

But de l'activité: Fournir des ressources basées sur l'information et offrir une tribune facilitant l'échange d'informations sur la recherche, les politiques et les pratiques en matière de SST.

L'EU-OSHA vise à soutenir la communauté de la SST en rassemblant et en diffusant des informations, en encourageant la collaboration en matière de recherche et l'échange de connaissances, en maintenant l'encyclopédie en ligne OSHwiki sur la SST et en développant et en renforçant la sensibilisation aux outils électroniques.

En 2019, les actions de mise en réseau des connaissances ont inclus un travail de mise à jour d'un rapport sur les stratégies nationales en matière de SST et une mise à jour de la rubrique relative à la législation du site web institutionnel, une évaluation des besoins de l'OSHwiki, la tenue d'une réunion sur l'intégration des outils électroniques de SST dans les politiques et les pratiques⁽⁶⁷⁾, et, enfin, la participation aux réunions de la Coalition mondiale pour la SST.

L'EU-OSHA a également fourni un soutien ad hoc à la Commission européenne en participant à des consultations sur les limites d'exposition professionnelle (LEP) et en incluant les substances toxiques pour la reproduction dans la directive sur les agents cancérogènes et mutagènes. Une nouvelle initiative visant à encourager l'échange d'experts entre les États membres facilité par l'EU-OSHA a été lancée, mais sa mise en œuvre a été reportée à 2020 à cause de problèmes d'organisation.

Une réunion de coordination de la recherche prévue en 2019 a été annulée en raison de chevauchements avec d'autres événements qui devaient se tenir autour de la même date (réunion Perosh et conférence de la présidence de l'UE à Helsinki). L'EU-OSHA a néanmoins contribué à ces événements importants.

Mise en réseau

Dans le cadre de cet objectif stratégique, l'EU-OSHA vise à développer et à mettre en œuvre des activités de mise en réseau pour s'assurer que l'action de l'Agence réponde aux besoins de ses principales parties prenantes, à promouvoir le tripartisme au niveau européen et au niveau des États membres, et à permettre aux réseaux de participer activement aux activités de l'Agence.

Mise en réseau stratégique et opérationnelle

But de l'activité: mettre en place des structures de gouvernance efficaces pour veiller à ce que les orientations stratégiques et les travaux de l'Agence correspondent aux priorités politiques européennes et aux priorités des parties prenantes de l'Agence; renforcer les structures de mise en œuvre efficaces, de telle sorte que les parties prenantes (intermédiaires en particulier) puissent soutenir activement les travaux de l'Agence et y participer.

⁽⁶⁷⁾ <https://osha.europa.eu/en/oshnews/osh-e-tools-policy-context>

Gouvernance

Le conseil de direction et le bureau de l'EU-OSHA se sont réunis pour la dernière fois en janvier 2019. Depuis le 20 février, à la suite de l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement fondateur, ces deux organes directeurs sont remplacés par le conseil d'administration et le comité exécutif.

Lors de sa réunion de janvier, le conseil de direction a approuvé le projet de document de programmation pour la période 2020-2022; il a également décidé que le thème de la campagne «Lieux de travail sains» débutant en 2023 serait la numérisation et que l'Agence lancerait une nouvelle enquête sur l'exposition des travailleurs aux facteurs de risque de cancer en 2020. L'EU-OSHA organise généralement un séminaire vers les mêmes dates que le premier conseil de direction/conseil d'administration de l'année. Toutefois, le séminaire n'a pas eu lieu en 2019 car jugé non nécessaire.

Lors de sa réunion de juin, le conseil d'administration s'est concentré sur l'analyse et l'évaluation du rapport d'activité annuel consolidé 2018; il a émis un avis sur les comptes de 2018 et a entamé des discussions sur le suivi des conclusions du document de travail des services de la Commission européenne sur l'évaluation de l'EU-OSHA et des trois autres agences relevant de la DG Emploi (Eurofound, Cedefop et Fondation européenne pour la formation).

En novembre, le comité exécutif a préparé un certain nombre d'éléments à soumettre à l'examen du conseil d'administration, notamment le document final de programmation pour la période 2020-2022, le règlement intérieur du conseil d'administration et du comité exécutif, un plan d'action pour assurer le suivi de l'évaluation susmentionnée et la politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts. Le comité exécutif a également réexaminé le cadre final de suivi et d'évaluation du cycle étendu de la campagne «Lieux de travail sains» et a été informé de l'entrée en vigueur, en décembre 2019, d'un nouvel accord avec la Commission sur l'instrument d'aide de préadhésion (IAP).

Groupes consultatifs

Le groupe consultatif sur la connaissance de la STT (OKAG) s'est réuni à deux reprises en avril et en novembre 2019. Les principaux projets examinés comprenaient l'ESENER 2019, le Baromètre de la SST, la numérisation, le soutien à la conformité et la campagne 2020-2022 sur les TMS.

La première réunion du groupe consultatif sur les outils et la sensibilisation (TARAG) de l'année s'est tenue à Bilbao, en février, et la seconde a eu lieu du 30 septembre au 1^{er} octobre. La mise en place d'un cadre pour le suivi et l'évaluation du cycle de campagnes a été au cœur des discussions de la seconde réunion.

Mise en réseau européenne

L'EU-OSHA a poursuivi sa relation étroite avec la Commission européenne, le Parlement européen, le CESE et les partenaires sociaux européens en 2019.

L'Agence a joué un rôle très actif dans la présentation, à Bruxelles, de ses travaux aux principales parties prenantes, y compris les partenaires sociaux européens, les comités de dialogue social sectoriel et les partenaires officiels de la campagne. Elle a parlé de ses conclusions sur l'incidence des facteurs de risque psychosociaux en marge d'un événement portant sur le dialogue social dans le secteur de l'éducation, et a présenté ses travaux sur le vieillissement à deux reprises au CESE.

L'Agence a également participé à la modération de la conférence de la présidence finlandaise sur le cancer professionnel en novembre et à la promotion de la feuille de route relative aux substances cancérogènes, et elle a assuré la liaison avec le réseau des agences de l'UE dans le cadre de sa réunion d'octobre à Stockholm. Elle était représentée lors d'un congrès de la CES à Vienne et a continué à travailler en étroite collaboration avec le CHRIT, en soutenant ses campagnes sur les travailleurs intérimaires et la prévention des TMS, en participant activement aux journées thématiques du CHRIT et en s'impliquant dans les comités spécialisés tels que CHEMEX et MACHEX.

L'Agence s'est également attachée à nouer des liens durables et de qualité avec des membres du Parlement européen récemment élus en 2019, en assistant aux réunions des commissions concernées. En septembre, à l'invitation du président de la commission de l'emploi et des affaires sociales, la directrice exécutive de l'EU-OSHA a présenté les travaux de l'Agence aux membres de la commission et les échanges fructueux qui s'en sont suivis font l'objet d'un suivi.

Constitution de réseaux opérationnels

Les points focaux nationaux restent au cœur des activités de l'EU-OSHA dans les États membres. Trois réunions de points focaux ont eu lieu à Bilbao en février, en juin et en novembre 2019. Parmi les thèmes abordés figuraient la manière dont les points focaux dialoguent avec leurs réseaux tripartites nationaux, le plan de travail 2020 et le nouveau programme FAST.

La directrice exécutive a visité des points focaux nationaux en Finlande, en Grèce, en Norvège et en Slovénie, et l'Agence a également accueilli des visiteurs à son siège de Bilbao tout au long de l'année. Parmi ces visiteurs, des travailleurs du secteur européen de la santé et de l'aide sociale, des professionnels de la SST de Macédoine du Nord, des représentants d'un syndicat suédois, d'une caisse d'assurance sociale brésilienne, d'une université autrichienne et de l'Association des employeurs danois et des élèves d'une école locale à l'occasion de la Journée de l'Europe.

L'Agence a continué à promouvoir la coopération entre le réseau Entreprise Europe (EEN) (de la direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME) et son propre réseau national de points focaux dans le cadre du projet de partenariat de communication (PPC). Le groupe de travail sur le partenariat de communication (GTPC) a approuvé le plan de travail 2019 pour les ambassadeurs et les points focaux SST de l'EEN, avec, cette année, un plan d'action pour la promotion de l'OIRA.

Une réunion des ambassadeurs SST de l'EEN s'est tenue à Bilbao en juin, et l'EU-OSHA a participé à la conférence annuelle de l'EEN organisée à Helsinki en octobre. Lors de cette conférence, le lauréat de l'édition 2018/2019 du Prix de la promotion de la SST de l'EU-OSHA/de l'EEN a été annoncé.

En 2019, l'Agence a également engagé une nouvelle initiative de mise en réseau, l'OSHVET, en collaboration avec l'Association européenne des instituts de formation professionnelle (EVBB) et le Forum européen de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EfVET), afin de sensibiliser le public à l'importance de la SST dans l'enseignement professionnel.

L'EU-OSHA a continué d'entretenir des contacts avec des partenaires internationaux tels que l'OIT et l'OMS. En particulier, l'EU-OSHA est un partenaire fondateur de la coalition mondiale pour la sécurité et la santé au travail et est chargée du groupe de travail sur «la sécurité et la santé au travail et l'avenir du travail décent». En outre, l'Agence a collaboré avec l'Association internationale de sécurité sociale (ISSA), en particulier dans le cadre de la manifestation organisée à l'occasion du congrès A+A en Allemagne.

Activités menées dans le cadre de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP)

Le contrat existant de 24 mois entre la DG NEAR et l'Agence a pris fin en novembre 2019. Un nouveau contrat a été signé en décembre 2019, permettant à l'Agence de poursuivre ses travaux de longue date avec les bénéficiaires jusqu'en novembre 2022.

L'EU-OSHA a soutenu une initiative de la DG Emploi en Albanie visant à renforcer la collaboration entre les inspections du travail des pays des Balkans occidentaux.

Gestion institutionnelle

Pour plus d'informations sur la gestion et le contrôle, la programmation, le suivi et l'évaluation, voir les sections pertinentes de la partie II, la partie III a) et la partie III b).

Soutien administratif

Pour la gestion financière et les ressources humaines, voir la partie II - 2.3 et 2.4.

Technologies de l'information et de la communication

L'EU-OSHA a mis en œuvre la feuille de route en matière de TIC pour 2019 et a mené les actions suivantes:

- Un nouvel outil interne de classification des informations pour les courriels et les documents a été mis au point et sera mis en œuvre au premier trimestre 2020.
- Il a été procédé à la sélection d'un nouvel outil de communication collaborative, le «MS Teams». Le déploiement de cet outil a été testé.
- Une analyse d'impact a été lancée en vue de l'utilisation de Microsoft 365.
- L'EU-OSHA a commencé à mettre en œuvre un processus de rétablissement après sinistre en collaboration avec l'EUIPO.
- L'EU-OSHA a continué à remplacer les PC par des ordinateurs portables.

En outre, la section TIC a apporté un soutien à diverses actions menées par l'Agence dans différents domaines, notamment en ce qui concerne les ressources humaines, la gestion des documents et les activités opérationnelles.

Gestion des documents

Le système de gestion des documents de la Commission européenne (ARES) a été officiellement lancé à l'EU-OSHA en mai 2019. Des sessions de sensibilisation sur la gestion des documents et la formation sur ARES ont été organisées à l'intention de l'ensemble du personnel, lequel a également reçu plusieurs supports de formation, dont des guides par étapes, des cartes à démarrage rapide ou encore un soutien continu en direct pour les utilisateurs. Un certain nombre de procédures internes dans ARES, visant à fournir des flux de travail réguliers et utiles au personnel, ont d'ores et déjà été mises en place. Une version actualisée de la politique de gestion des documents (DMP) est en cours de finalisation, afin de remplacer la DMP actuellement en vigueur dont la publication remonte à mai 2009. La nouvelle DMP prévoit la protection des informations sensibles non classifiées (SNC) au sein de l'Agence, conformément à la décision (UE, Euratom) 2015/443 de la Commission.

Partie II a) Gestion

2.1 Conseil d'administration

L'EU-OSHA n'a relevé aucun risque critique pour 2019. De la même manière, aucun risque significatif ou problème de contrôle devant faire l'objet d'un rapport au conseil d'administration au cours de l'année n'est apparu durant la phase de mise en œuvre.⁶⁸

À la suite de l'entrée en vigueur du nouveau règlement fondateur (voir section suivante), le conseil d'administration a adopté une décision visant à déléguer les compétences pertinentes relevant de l'autorité investie du pouvoir de nomination à la directrice exécutive, tout en définissant les conditions dans lesquelles cette délégation peut être suspendue.

Comme exigé, lors des réunions du conseil d'administration et du comité exécutif, la directrice exécutive a fait rapport sur les progrès réalisés en vue de la réalisation des objectifs et sur l'obtention des résultats prévus, y compris sur les écarts par rapport aux plans, les résultats des évaluations, l'issue et le suivi des audits internes et externes effectués au sein de l'EU-OSHA, ainsi que sur la décision de décharge du Parlement européen.

Pour les détails relatifs aux travaux du conseil d'administration en 2019, voir partie I - 6.1. Mise en réseau stratégique – Conseil d'administration et comité exécutif. La liste des membres du conseil d'administration au 31 décembre 2019, ainsi que la liste des décisions adoptées en 2019, sont respectivement disponibles aux annexes VI et VII.

2.2 Principales évolutions

Le nouveau règlement fondateur

Le nouveau règlement fondateur de l'EU-OSHA est entré en vigueur en février 2019. Cette nouvelle réglementation a eu pour principale conséquence que les modalités de gouvernance de l'EU-OSHA ont été rationalisées suivant les principes fixés en 2012 par le Parlement européen, le Conseil et la Commission dans la [déclaration conjointe et l'approche commune](#).

Les changements les plus importants ont été le remplacement du conseil de direction et du bureau par le conseil d'administration et le comité exécutif. De même, les travaux de l'Agence ont été plus étroitement associés au Parlement européen grâce à la participation au sein du conseil d'administration d'un expert désigné par la commission EMPL du PE. Parmi les autres changements importants instaurés par le nouveau règlement fondateur, on peut citer la réglementation des conflits d'intérêts, la délégation de vote des membres du conseil d'administration et un contrôle renforcé du comité exécutif et du conseil d'administration en ce qui concerne les audits et les évaluations.

Le conseil d'administration a adopté un certain nombre de décisions visant à garantir une mise en œuvre effective et efficace du nouveau règlement fondateur. Une étape clé a été franchie en janvier 2020 avec l'adoption du nouveau règlement intérieur du conseil d'administration et du comité exécutif.

Le nouveau règlement financier

À la suite de l'entrée en vigueur du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 et du règlement délégué de la Commission (UE) 2019/715 du 18 décembre 2018 relatif au règlement financier-cadre, le conseil d'administration a adopté, le 27 septembre 2019, un nouveau règlement financier pour l'EU-OSHA.

Accord sur la direction stratégique à long terme

Au début de l'année 2019, un accord final a été trouvé sur le programme stratégique pluriannuel 2018-2023 (PSP) de l'EU-OSHA. Le PSP est une version actualisée du PSP 2014-2020. Il repose sur une

(⁶⁸) Terminologie du nouveau règlement fondateur

évaluation du PSP 2014-2020 et tient compte du nouveau règlement fondateur. Avec la mise à jour du PSP, il existe désormais un accord entre les principales parties prenantes sur l'orientation stratégique de l'EU-OSHA jusqu'en 2023.

Document de travail des services de la Commission européenne sur l'évaluation de l'EU-OSHA, d'Eurofound, du Cedefop et de l'ETF

En avril 2019, la Commission européenne a publié un document de travail de ses services exposant le point de vue de la Commission sur le suivi adéquat de l'évaluation des quatre agences spécialisées dans le domaine de l'emploi et des affaires sociales. L'évaluation et le document de travail des services de la Commission aboutissent à des conclusions très positives sur les travaux de l'EU-OSHA. Pour plus d'informations sur le suivi, voir la partie II b).

Préparation du nouveau cadre financier pluriannuel

En 2019, l'EU-OSHA a entamé des discussions avec son comité exécutif et son conseil d'administration sur la manière de s'adapter aux différents scénarios concernant la situation des ressources dans un nouveau cadre financier pluriannuel. Les discussions sont toujours en cours, mais des progrès satisfaisants ont été accomplis en ce qui concerne la compréhension des positions des différentes parties prenantes. Pour l'EU-OSHA, il est essentiel d'associer ses parties prenantes à ce type de discussions afin de garantir la pertinence de son analyse et d'avoir un impact plus important.

2.3 Gestion budgétaire et financière

Informations transmises dans le rapport sur la gestion budgétaire et financière et les résultats des contrôles

Pour 2019, les sources de recettes étaient les suivantes (en 000 EUR, soit 1 EUR égal à 1 000 EUR):

- un revenu provenant du budget de l'Union européenne de 15 315 EUR,
- un montant total de 100 EUR alloué par les autorités espagnoles et locales,
- 172 EUR de recettes diverses,
- et 62 EUR de recettes provenant d'opérations de change.

Le budget affecté **au titre 1 (dépenses de personnel)** a été exécuté à concurrence de 100 % durant l'exercice 2019. La plupart des crédits reportés à l'exercice suivant sont dus à des paiements en attente destinés aux contractants qui ont fourni des services provisoires et des services de formation pour le personnel de l'EU-OSHA.

Dépenses	Budget	Montant engagé
Personnel	6 360	6 353
Bâtiment et infrastructure	1 400	1 337
Activités opérationnelles	7 979	7 710
Total	15 739	15 400

Le budget affecté **au titre 2 (bâtiments et équipements)** a été exécuté à hauteur de 95 %. La longue durée de certains contrats attribués durant l'exercice 2019 a entraîné un taux d'exécution des paiements de 78 % et un report de 24 % des crédits au prochain exercice.

Le budget affecté au **titre 3 (dépenses opérationnelles)** a été exécuté à hauteur de 97 %. La nature pluriannuelle de plusieurs grands projets et la complexité des procédures d'appel d'offres ont conduit à un taux de mise en œuvre des crédits de paiement de 73 %, d'où la nécessité de reporter 38 % de ces fonds à l'exercice suivant.

En ce qui concerne les crédits reportés de l'exercice précédent, le taux d'exécution général est de 98 %. En raison des paiements effectués dans les délais conformément aux règles financières, aucun intérêt de retard n'était dû en 2019.

Des statistiques générales sur la gestion financière sont disponibles à l'annexe II.

Durant l'exercice 2019, neuf virements budgétaires ont été effectués, afin de réaffecter des ressources provenant de domaines soumis à des économies budgétaires à des domaines où les ressources étaient insuffisantes. Cette réaffectation permettra d'atteindre les objectifs de l'exercice. Des détails figurent à l'annexe II b).

À la fin de l'année 2019, le conseil d'administration de l'EU-OSHA a adopté le budget rectificatif 1, qui comprenait principalement:

- l'anticipation de la signature de la nouvelle convention de contribution entre l'EU-OSHA et la Commission européenne pour la participation des pays des Balkans occidentaux et de la Turquie au réseau et aux activités de l'Agence via le programme d'action plurinational (2018) résultant de la décision d'exécution C(2018) 5074 de la Commission du 31 juillet 2018. La contribution a été fixée à 400 EUR pour une période de 3 ans;
- l'inclusion des virements de crédits TR/01/19, TR/02/19, TR/03/19, TR/04/19, TR/05/19 et TR/06/19.

Pendant l'exercice 2019, un montant total de **8 387 EUR** a été sous-traité. Sur ce montant global, 325 EUR ont été attribués au travers de 35 procédures négociées, 669 EUR au travers de 54 contrats interinstitutionnels, 1 089 EUR au travers de 13 contrats de niveau de service (SLA), et 6 304 EUR correspondent à 134 contrats spécifiques ou bons de commande au titre de contrats-cadres. Des informations détaillées sur les SLA actifs en 2019 figurent à l'annexe VI, point a).

Le tableau suivant présente les informations relatives à la procédure de passation de marchés pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019:

Typologie des procédures de passation				
Type de procédure	Montant	%	Nombre de processus	%
Procédure négociée	325	3,88	35	14,83
Contrats spécifiques au titre du contrat-cadre	6 304	75,16	134	56,78
Procédures interinstitutionnelles	669	7,98	54	22,88
Accords de niveau de service (ANS)	1 089	12,98	13	5,51
Total	8 387	100,00 %	236	100,00 %

Conventions de contribution

En 2019, l'Agence comptait **deux conventions de contribution** sur des mesures préparatoires à la participation au réseau de l'EU-OSHA des pays des Balkans occidentaux et de la Turquie. Le projet IAP II 2017 (290 EUR pour la période 2017-2019) a pris fin en décembre 2019, avec un taux d'exécution de 99,1 %. L'accord pour le projet IAP II 2019 a été signé et a débuté en décembre 2019 pour une période de 3 ans et un montant total de 400 EUR. Des détails figurent à l'annexe VI b).

Efficacité et efficience du contrôle

Au niveau de la gestion, l'Agence peut s'appuyer sur un ensemble de processus qui permettent de surveiller ses performances et le respect des procédures et plans établis.

Les contrôles constituent essentiellement une exigence réglementaire et devraient être attentivement analysés avant d'être réduits à des fins d'efficacité. Toutefois, dans la mesure du possible, l'EU-OSHA applique une approche basée sur les risques à l'égard des contrôles. Plus un domaine est perçu comme risqué sur la base de preuves documentaires et d'une évaluation, plus le nombre de contrôles et de mesures d'atténuation mis en place est élevé.

Les processus de contrôle de l'EU-OSHA sont les suivants:

- processus de contrôle interne,
- processus financiers et de passation de marchés publics,
- processus de qualité,
- processus de prévention de la fraude et des conflits d'intérêts.

Processus de contrôle interne

Le coordinateur du contrôle interne, avec l'aide du responsable du contrôle interne, est chargé de coordonner et de superviser la mise en œuvre des processus de contrôle interne. Le contrôle interne joue également un rôle essentiel dans plusieurs procédures du domaine financier.

Une procédure de non-conformité a remplacé la procédure d'exception qui était auparavant appliquée. La nouvelle procédure a été testée en 2015 et est devenue pleinement opérationnelle dès 2016. Cette nouvelle procédure permet d'enregistrer non seulement les exceptions ex ante, mais aussi les cas de non-conformité ex post (événements ex post). Cela contribue à améliorer les procédures existantes et à détecter les faiblesses du contrôle interne en amont. Les cas de non-conformité constatés en 2019 et au cours des années précédentes font état d'une diminution constante par rapport aux années précédentes et n'ont pas révélé de faiblesses significatives au niveau des contrôles existants.

D'autres processus de contrôle interne pertinents sont prévus dans le cadre de contrôle interne nouvellement établi (CCI - 2019) et dans la gestion des risques, laquelle fait également partie du nouveau CCI.

Un compte-rendu détaillé des processus de contrôle interne pour 2019 est disponible aux sections 3.1 et 3.2. Parmi les autres processus de contrôle figurent la procédure relative aux fonctions sensibles (en cours de mise à jour), la politique et la procédure de continuité des activités, la politique de sécurité informatique, la politique de gouvernance de l'information, la stratégie et le plan d'action antifraude, ainsi que les flux opérationnels et financiers.

Processus financiers et de passation de marchés publics

L'EU-OSHA dispose d'un règlement financier fondé sur le règlement délégué de la Commission portant règlement financier-cadre des organismes visés à l'article 70 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, dont elle ne s'écarte pas, sauf lorsque ses besoins spécifiques l'exigent et avec l'accord préalable de la Commission. Le règlement financier de l'Agence et le règlement d'exécution connexe constituent la base juridique qui sous-tend chaque opération financière réalisée par l'Agence.

L'EU-OSHA a instauré des processus financiers visant à assurer une gestion adéquate des risques liés à la légalité et la régularité des opérations, conformément au principe de bonne gestion financière. Ces processus tiennent compte de la nature pluriannuelle des activités ainsi que du type de transactions. L'EU-OSHA peut s'appuyer sur une procédure d'établissement de rapports financiers et budgétaires, qui permet un suivi étroit de l'utilisation du budget. En 2016, afin de continuer à harmoniser les modalités de travail de l'EU-OSHA avec la gestion fondée sur les activités, la structure budgétaire est passée d'un mode traditionnel basé sur les unités à un mode basé sur les activités. En conséquence, à partir de 2018 et tout au long de l'année 2019, l'établissement de rapports financiers et budgétaires a permis un suivi consolidé du budget par rapport aux activités.

Depuis 2012, l'Agence fonctionne dans le cadre d'une politique claire et formalisée concernant les délégations, les circuits et les acteurs financiers, ce qui se reflète dans la structure organisationnelle. Les tâches et responsabilités sont affectées conformément aux délégations financières et selon le principe de séparation des attributions entre l'ordonnateur et le comptable. Des listes de contrôle claires et concises dans un cahier des charges sont à la base de chaque opération financière et fournissent une piste d'audit des actions réalisées par chaque acteur concerné. Des listes de contrôle financier sont créées et font l'objet d'une révision si nécessaire. Afin de garantir l'harmonisation et l'alignement sur les risques et les besoins réels, un groupe de travail financier a été établi et continue de se réunir régulièrement.

Tandis qu'une vérification *ex ante* couvre la grande majorité des transactions financières, à compter de 2017 et à la suite d'une évaluation exhaustive des risques, un flux financier en deux étapes a été introduit pour les transactions inférieures à 2 000 EUR. Comme prévu dans le règlement financier, et à titre de source d'assurance supplémentaire, l'EU-OSHA a établi une procédure de contrôle *ex post* dans l'objectif d'effectuer un recouplement annuel d'un échantillon de transactions.

En ce qui concerne les processus de passation de marchés publics, l'Agence peut s'appuyer sur une procédure complète qui fait référence au vade-mecum de la Commission européenne. Un groupe de travail chargé de la passation de marchés publics continue à garantir l'harmonisation au sein de l'Agence. Toutes les procédures de passation de marchés publics menées au sein de l'EU-OSHA sont soumises à des mesures de supervision et à des contrôles d'atténuation, depuis la conception jusqu'à la clôture. Ces derniers couvrent tant les processus officiels de lancement et d'évaluation que les déclarations d'absence de conflits d'intérêts par les membres des comités concernés, l'évaluation des critères d'exclusion, de sélection et d'attribution documentés par écrit.

Dès la fin 2018 et tout au long de l'année 2019, l'Agence a procédé à une implantation sans heurts de la passation électronique de marchés publics dans ses opérations, garantissant ainsi l'efficacité et la solidité de ses procédures. Au cours de l'année 2019, aucune plainte n'a été reçue ni soumise au médiateur par des soumissionnaires non retenus. En outre, aucune procédure n'a été engagée par un contractant devant la Cour de justice à l'encontre de l'Agence. Tout au long de l'année, l'Agence a par ailleurs revu et mis à jour ses orientations en matière de passation de marchés, en plus de la mise en œuvre du système électronique de passation de marchés publics pour la gestion des offres et des contrats.

Processus de qualité

L'EU-OSHA a adopté une approche de gestion basée sur les activités pour la première fois en 2014 dans le but d'améliorer l'efficience et l'efficacité de la gestion interne, de la planification et de l'utilisation des ressources. Une équipe qualité est depuis chargée de coordonner les principaux processus afin de garantir la mise en œuvre efficace de l'approche.

L'objectif est double: d'une part, garantir que l'Agence travaille dans les limites de son mandat et en suivant les indications du conseil d'administration et conformément aux objectifs de performance fixés et, d'autre part, garantir que les activités atteignent les buts souhaités. Ces processus de qualité ont pour but de soutenir la déclaration d'assurance de l'ordonnateur concernant l'utilisation des ressources pour les finalités prévues; ils constituent l'épine dorsale du cadre de suivi des performances de l'EU-OSHA.

Le cadre de suivi des performances de l'Agence se compose de plusieurs éléments complémentaires en ce qu'ils traitent de dimensions différentes, mais d'importance égale.

L'une de ces dimensions consiste à faire en sorte que l'utilisation des ressources soit conforme aux principes de bonne gouvernance, à la mission de l'Agence et aux indications du conseil d'administration. Afin d'y veiller, l'Agence a mis au point des processus internes pour planifier son travail conformément aux exigences des règlements fondateur et financier et pour assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du programme de travail et de l'exécution du budget, ainsi que des systèmes de surveillance adéquats. Le résultat consolidé de cet exercice de suivi régulier est transmis au conseil d'administration/comité exécutif trois fois par an dans le rapport d'avancement, et lorsque des rapports supplémentaires s'avèrent nécessaires.

En 2014, l'EU-OCHA a adopté une approche de gestion basée sur les activités dans le but d'améliorer l'efficience et l'efficacité de la gestion interne, de la planification et de l'utilisation des ressources. Afin d'appuyer la planification et la surveillance des activités tout en veillant à répondre à l'exigence de qualité des données, un nouvel outil informatique conçu pour la gestion de l'information a été progressivement déployé depuis 2016 et est devenu pleinement opérationnel dans la seconde moitié de l'année 2018. Les activités opérationnelles peuvent ainsi être programmées, surveillées et gérées grâce à cet outil.

Lorsqu'il est nécessaire d'apporter des modifications substantielles au programme de travail et au budget, il est fait appel au conseil d'administration. En 2019, le conseil d'administration a adopté une décision visant à déléguer l'adoption de modifications non substantielles à la directrice exécutive. Cette décision comporte une définition des modifications non substantielles et prévoit l'obligation d'informer régulièrement le conseil d'administration de ces modifications. Le conseil d'administration reçoit également des informations régulières concernant les audits internes et externes et la mise en œuvre des plans d'action. Le rapport d'activité donne un aperçu complet pour une année donnée. Il est envoyé aux institutions, accompagné d'une analyse et d'une évaluation du conseil d'administration, et constitue un document clé dans le cadre du processus de décharge pour l'année en question.

Les critères de réussite relatifs au travail de l'Agence sont définis dans la logique d'intervention qui sous-tend le programme stratégique pluriannuel. En conséquence, une autre dimension importante consiste à évaluer dans quelle mesure les travaux de l'Agence ont permis d'atteindre les résultats escomptés, et à évaluer la nécessité de futures améliorations/modifications. À cette fin, l'Agence effectue des évaluations globales régulières ainsi que des évaluations spécifiques de ses activités, en fonction des besoins et conformément aux exigences réglementaires. Elle les mène sur la base d'un plan pluriannuel et conformément à la procédure et à la politique d'évaluation, qui définissent les critères par rapport auxquels les activités doivent être évaluées. La politique et les procédures d'évaluation de l'Agence sont fondées sur les lignes directrices de la Commission européenne pour une meilleure réglementation⁶⁹. Le conseil d'administration est tenu au courant de tous les résultats d'évaluation les plus importants et de toutes les recommandations principales et est régulièrement informé du suivi assuré par l'Agence.

Des indicateurs de performance globaux portant sur la mission, la vision et les objectifs stratégiques sont définis, ainsi que des indicateurs spécifiques aux différentes activités, toujours en s'appuyant sur la logique d'intervention. Le conseil d'administration a par ailleurs défini et adopté des objectifs et des moyens ambitieux, et a fixé une fréquence importante d'utilisation de ces moyens. La finalité première des indicateurs est d'évaluer la progression de l'Agence vers la réalisation des objectifs fixés. Les indicateurs sont utilisés à des fins de responsabilisation et d'apprentissage. Un rapport présentant les données relatives aux indicateurs pour l'année précédente est inclus dans le rapport d'activité annuel consolidé (à des fins de responsabilisation) ainsi que dans le document de programmation (à titre de référence).

Il est vital de garantir que les résultats escomptés aux niveaux stratégique et opérationnel correspondent bien aux effets obtenus durant la réalisation des activités. À cet effet, le cadre des indicateurs de

⁽⁶⁹⁾ https://ec.europa.eu/info/law/law-making-process/planning-and-proposing-law/better-regulation-why-and-how/better-regulation-guidelines-and-toolbox/better-regulation-toolbox_fr

performance a fait l'objet d'une refonte en 2018 afin de garantir que les bonnes dimensions des effets provoqués par le travail de l'Agence sont prises en compte, lesquels sont largement qualitatifs.

L'Agence a formulé le nouveau cadre en tenant compte de la nécessité de veiller à la qualité des données, à la fois en collectant un volume considérable de retours d'informations avisés et en diminuant la charge administrative quant à la collecte de données. La communication est également un facteur clé, comme l'a fait remarquer le Parlement dans son rapport transversal sur la décharge vis-à-vis des agences. Selon cette observation, il est nécessaire que les parties prenantes et le public puissent accéder aux informations en matière de performances et que celles-ci soient intelligibles⁷⁰. Les indicateurs ont dès lors été formulés de façon à répondre à cette exigence. Le conseil d'administration de l'Agence a adopté le cadre en l'intégrant au document de programmation 2019-2021, et le premier rapport portant sur ces nouveaux indicateurs figure à l'annexe I.

L'Agence est un membre actif du réseau interagences de développement des performances et participe aux initiatives et aux opérations interagences dans le domaine de la gestion de la performance, ou en est à tout le moins bien informée.

Processus de prévention de la fraude et des conflits d'intérêts

À la fin de l'année 2014, le conseil de direction a adopté une **stratégie antifraude** sur la base des lignes directrices publiées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) pour les agences de l'UE.

L'objectif général de cette stratégie est d'améliorer la prévention et la détection de la fraude, ainsi que les conditions d'enquête, et d'atteindre un niveau adéquat d'indemnisation et de dissuasion, avec des sanctions proportionnées et dissuasives et un respect des procédures. Elle est disponible sur le site web de l'Agence.

La stratégie couvrait initialement une période de trois ans (2015-2017). L'exécution de la stratégie a fait l'objet d'une évaluation en 2018. Sur cette base, et à la suite d'une nouvelle évaluation des risques axée sur la fraude, une stratégie révisée et un plan d'action ont été préparés⁷¹, couvrant trois années supplémentaires (2019-2021).

En ce qui concerne la **prévention et la gestion des conflits d'intérêts**, l'Agence disposait depuis 2014 d'une politique portant principalement sur les membres du conseil d'administration. Les nouveaux règlements fondateur et financier introduits en 2019 comportaient des exigences supplémentaires qui ont conduit à l'adoption, en juin 2019, d'une nouvelle politique qui a été légèrement révisée en janvier 2020 par le conseil d'administration. Si l'objectif principal de la politique n'a pas changé, à savoir garantir l'intégrité du processus décisionnel en définissant des critères clairs en matière de transparence et d'éthique, les membres du conseil d'administration sont désormais invités à fournir une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ainsi qu'une déclaration d'intérêts. Ces deux documents devraient être mis à disposition sur le site web de l'EU-OSHA. Au sein du conseil d'administration, la responsabilité de la mise en œuvre de la politique incombe au président du conseil d'administration, assisté par les trois vice-présidents (organe compétent). En outre, la portée a également été élargie puisque la politique comporte désormais des dispositions relatives aux experts nationaux détachés (END) et aux autres membres du personnel qui ne sont pas employés par l'EU-OSHA, comme prévu dans le règlement fondateur.

L'Agence a procédé à une évaluation des risques de conflits d'intérêts pour les membres du conseil d'administration en rapport avec la mission et les tâches de l'Agence. Les résultats ont été communiqués au conseil d'administration avant l'adoption de la politique. L'évaluation des risques a conclu que le niveau de risque était globalement faible, notamment en raison du rôle et du mandat de l'EU-OSHA, qui n'incluent pas la réglementation ou l'inspection. La structure de gouvernance de l'Agence (conseil d'administration et comité exécutif tripartite) représente également un mécanisme solide garantissant l'équilibre et le contrôle.

⁷⁰ Résolution du Parlement européen du 28 avril 2016 concernant la décharge sur l'exécution du budget des agences de l'Union européenne pour l'exercice 2014: Performance, gestion financière et contrôle [2015/2205 (DEC)], , point 31

⁷¹ Adoptés par le conseil de direction en janvier 2019.

Pour de plus amples informations sur les modalités de mise en œuvre de ces processus, voir partie III, point 3.1.

2.4 Délégation et subdélégation des pouvoirs d'exécution budgétaire au personnel de l'EU-OSHA

La délégation des pouvoirs d'exécution budgétaire est régie par une charte des missions et responsabilités adoptée par la directrice exécutive, sur la base des dispositions pertinentes du règlement financier. Les délégations sont accordées pour une durée indéterminée.

AOD	Lignes budgétaires
Andrea Baldan, chef de l'unité «Centre de ressources et de services»	tous les titres, tous les «Hors Budget» et autres opérations (revenus, opérations de crédit)
Andrew Smith, chef de l'unité «Communication et promotion»	tous les titres, tous les «Hors Budget» et autres opérations (revenus, opérations de crédit)
William Cockburn, chef de l'unité «Prévention et recherche»	tous les titres, tous les «Hors Budget» et autres opérations (revenus, opérations de crédit)
Jesper Bejer, gestionnaire de réseau	BL 3060, 3100 et «Hors Budget»

L'ordonnateur délégué rend compte régulièrement à la directrice exécutive de la mise en œuvre des programmes, des opérations ou des mesures pour lesquels il a reçu délégation de pouvoirs.

Les résultats obtenus par les ordonnateurs délégués sont régulièrement évalués à la lumière des risques inhérents à leurs activités, des ressources qui leur sont allouées ainsi que du respect des systèmes et procédures de contrôle interne définis par la directrice exécutive pour la réalisation de leurs objectifs. Aucune faiblesse n'a été identifiée.

Les délégations ne sont pas limitées dans le temps grâce à la stabilité du personnel chargé de la gestion du rôle et des fonctions des ordonnateurs délégués.

Déclarations d'assurance des ordonnateurs délégués

Déclaration du chef du Centre de ressources et de services

Je soussigné, Andrea Baldan

En ma qualité de chef du Centre de ressources et de services et d'ordonnateur délégué en ce qui concerne les engagements juridiques et budgétaires et les paiements (tous les titres, tous les «Hors Budget») et les autres opérations (revenus, opérations de crédit),

déclare que les informations contenues dans le présent rapport donnent une image fidèle de la situation.

affirme avoir l'assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément aux principes de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place apportent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

confirme n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'Agence.

Bilbao, le 19 mai 2020

(signé)

Andrea Baldan

Déclaration du chef de l'unité «Communication et promotion»

Je soussigné, Andrew Smith,

En ma qualité de chef de l'unité «Communication et promotion» et d'ordonnateur délégué en ce qui concerne les engagements juridiques et budgétaires et les paiements (tous les titres, tous les «Hors Budget») et les autres opérations (revenus, opérations de crédit),

déclare que les informations contenues dans le présent rapport donnent une image fidèle de la situation.

affirme avoir l'assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément aux principes de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place apportent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

confirme n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'Agence.

Bilbao, le 25 mai 2020

(signé)

Andrew Smith

Déclaration du chef de l'unité «Prévention et recherche»

Je soussigné, William Cockburn,

En ma qualité de chef de l'unité «Prévention et recherche» et d'ordonnateur délégué en ce qui concerne les engagements juridiques et budgétaires et les paiements (tous les titres, tous les «Hors Budget») et les autres opérations (revenus, opérations de crédit),

déclare que les informations contenues dans le présent rapport donnent une image fidèle de la situation.

affirme avoir l'assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément aux principes de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place apportent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

confirme n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'Agence.

Bilbao, le 25 mai 2020

(signé)

William Cockburn

Déclaration relative aux engagements juridiques et budgétaires et aux paiements au titre de la ligne budgétaire 3060, 3100 et «Hors Budget»

Je soussigné, Jesper Bejer,

En ma qualité de gestionnaire de réseau et d'ordonnateur délégué en ce qui concerne les engagements juridiques et budgétaires et les paiements relatifs à la ligne budgétaire 3060, 3100 et «Hors Budget»,

déclare que les informations contenues dans le présent rapport donnent une image fidèle de la situation.

affirme avoir l'assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément aux principes de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place apportent les garanties nécessaires quant à la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.

confirme n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'Agence.

Bilbao, le 25 mai 2020

(signé)

Jesper Bejer

2.5 La gestion des ressources humaines

Modalités d'application du statut des fonctionnaires

Tout au long de l'année 2019, l'EU-OSHA a continué de veiller à la mise en œuvre effective et en temps utile des *réglementations en matière de ressources humaines* et à l'*adaptation des modèles, processus et procédures*, conformément à la mission et aux objectifs de l'Agence, ainsi qu'au statut des fonctionnaires (article 110 du statut).

Plusieurs modalités d'application ont été adoptées en 2019, à savoir: La décision de l'EU-OSHA relative aux activités extérieures et aux mandats ainsi qu'aux activités professionnelles après la cessation de fonctions, la décision de l'EU-OSHA relative aux types de postes et aux titres de poste, ainsi que la décision de l'EU-OSHA relative aux dispositions générales d'exécution de l'article 79, paragraphe 2, du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, régissant les conditions d'emploi des agents contractuels engagés conformément à l'article 3 bis dudit règlement.

L'EU-OSHA est un employeur qui promeut l'égalité des chances. Elle s'engage fermement à promouvoir l'égalité, la diversité et des comportements respectueux dans le cadre de sa culture du lieu de travail.

Recrutement et dotation en effectifs

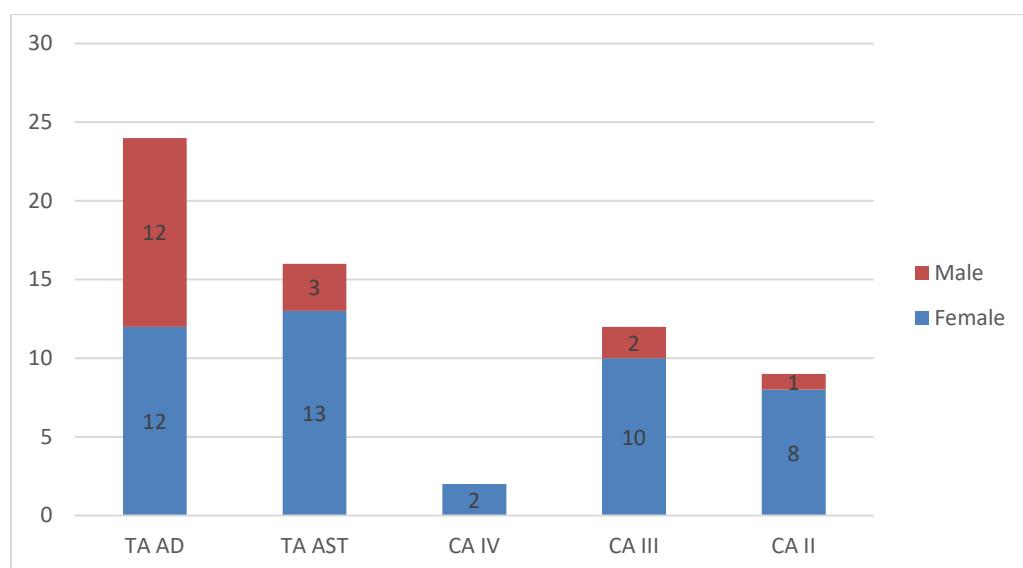
En 2019, deux procédures de recrutement ont été clôturées en réponse à des changements de personnel et conformément au document de programmation actuel.

La fonction de comptable a été externalisée à la DG BUDG de la CE à compter du 1^{er} juillet 2019.

Au 31 décembre 2019, l'EU-OSHA comptait un effectif de **63 personnes venant de 15 États membres**.

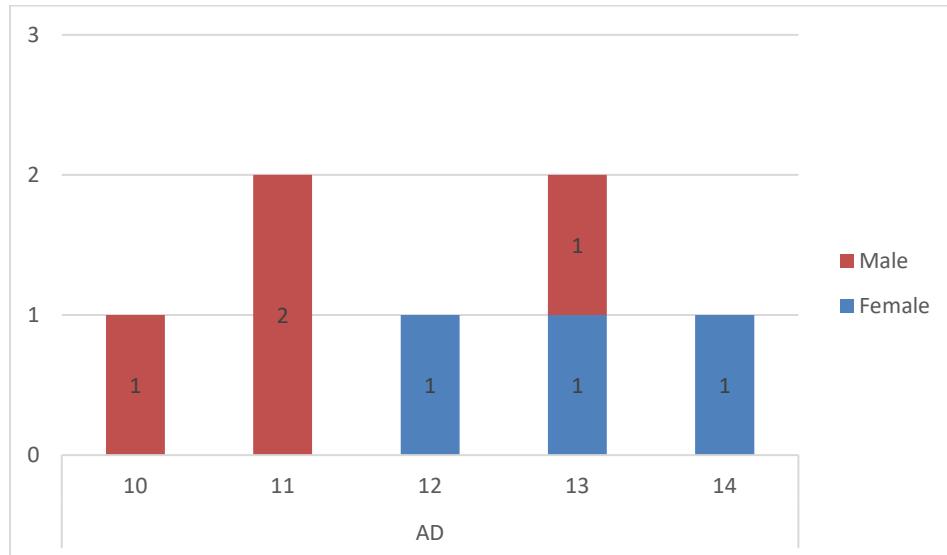
Les tableaux ci-après illustrent la ventilation du personnel par type de contrat, par groupe de fonction et par sexe au **31 décembre 2019**.

Répartition du personnel de l'EU-OSHA par sexe au 31 décembre 2019:



Remarque: AT: agent temporaire; AD: administrateur; AST: assistant; AC: agent contractuel; M: masculin; F: féminin

Positions de rang élevé (AD10 à AD14) par sexe au 31 décembre 2019:



Remarque: Remarque: AD: administrateur;

L'EU-OSHA poursuit ses engagements en faveur du personnel et du développement de leurs compétences et aptitudes. Le plan d'apprentissage et de développement pour 2018 a été approuvé début 2019 et appliqué avec succès tout au long de l'année.

Plusieurs processus ont été revus afin de moderniser le lieu de travail, de simplifier les procédures et de gagner en efficacité, avec le lancement, notamment, d'un nouveau formulaire de demande de formation en ligne dans le cadre des efforts déployés par l'Agence pour renoncer au papier et automatiser ses flux de travail.

Changements dans le tableau des effectifs

Pas de changements dans le tableau des effectifs en 2019.

Résultats de l'examen analytique

En ce qui concerne l'examen analytique, l'EU-OSHA applique la méthodologie convenue par toutes les agences de l'Union. En 2019, l'Agence comptait 67,7 % d'effectifs opérationnels, 18,3 % d'effectifs administratifs et 13,9 % d'effectifs neutres.

L'organigramme de l'Agence est disponible à l'annexe III. Les détails relatifs au tableau des effectifs 2019 et les résultats de l'examen comparés à ceux des années précédentes sont disponibles à l'annexe IV.

2.6 Stratégie relative aux gains d'efficacité

Au cours de l'année 2019, l'Agence a mis au point une stratégie de consolidation de sa fonction de financement et de passation de marchés, dans le but d'optimiser l'utilisation des ressources, d'harmoniser les processus, de mieux définir les rôles et les responsabilités et, à terme, de réaliser des gains d'efficacité. La stratégie de consolidation a permis à l'Agence d'identifier le meilleur modèle opérationnel en matière de finance et de passation de marchés publics, modèle qui sera mis en œuvre dans le courant de l'année 2020.

En s'appuyant sur la mise en place de la gestion par activités en 2014, l'EU-OSHA surveille de près la répartition des ressources en tâches horizontales ou opérationnelles. Cette répartition repose sur l'enregistrement du temps de travail consacré par le personnel aux différentes tâches prévues par le programme de travail annuel. Plusieurs actions ont été mises en œuvre au fil des années afin de transférer les ressources des activités horizontales vers les activités opérationnelles. Ces actions se sont poursuivies pendant l'année 2019, au cours de laquelle la fonction comptable a été externalisée, libérant ainsi un poste pour d'autres tâches opérationnelles.

Plusieurs revues internes ont été menées dans le cadre de la fonction administrative, afin de mieux cartographier l'utilisation des ressources à l'aide de processus (analyse des ETP) et de recenser les tâches et les activités intenses en ressources, de façon à les simplifier ou à les automatiser.

La mise en œuvre d'ARES, au premier semestre 2019, a également permis de renforcer la simplification, l'automatisation des processus et la poursuite de la dématérialisation de l'Agence.

2.7 Évaluation des résultats de l'audit durant l'année de référence

L'EU-OSHA fait l'objet de deux audits indépendants: un audit interne mené par le service d'audit interne (SAI) de la Commission européenne et un audit externe mené par la Cour des comptes européenne (CCE).

L'audit des comptes est réalisé par un cabinet d'audit privé, engagé par l'Agence par le biais d'un contrat-cadre conclu par la Commission européenne.

Des informations relatives à l'évaluation et au suivi des évaluations sont fournies dans la partie II, point b).

2.7.1. Service d'audit interne (SAI)

Le SAI soumet régulièrement l'EU-OSHA à des audits afin de veiller à ce que l'Agence s'efforce toujours de maintenir et d'améliorer le niveau de contrôle et de gestion internes.

Le SAI procède à un audit de l'EU-OSHA sur la base d'un plan stratégique d'audit interne pluriannuel (SIAP). En 2019, le SAI a entamé une évaluation complète des risques au sein de l'EU-OSHA, dont les résultats sont attendus en 2020 et qui servira de base à un nouveau SIAP.

De plus amples détails sur le statut des recommandations sont disponibles à la section 2.8.

2.7.2. Cour des comptes européenne (CCE)

La procédure portant sur les comptes 2018 a été menée à terme sans heurt en 2019. Les comptes provisoires 2019 ont été vérifiés en mars 2020. Un premier rapport a été envoyé par la société d'audit externe, informant la CCE que les comptes de l'EU-OSHA étaient considérés comme fiables.

La CCE tiendra compte de ses propres conclusions et des résultats de l'audit mené par la société d'audit externe pour rédiger son rapport sur l'EU-OSHA au titre de l'année de référence. À la date de préparation du présent rapport, l'Agence n'avait pas encore reçu le rapport final de la CCE portant sur les comptes 2019. Il est néanmoins prévu que l'avis de la CCE concernant la régularité et la sincérité des comptes, ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, donne lieu à une déclaration d'assurance, comme cela a été le cas jusqu'à présent. Toute observation sera appliquée dans le contexte des efforts continus actuellement déployés pour procéder à des améliorations supplémentaires.

2.8 (a) Suivi des recommandations et des plans d'action concernant les audits

Dans le cadre de l'audit intitulé «Planification, budgétisation, suivi des activités et rapports», l'EU-OSHA a reçu le rapport d'audit final du SAI qui comportait quatre recommandations dont aucune n'était «critique» ou «très importante».

Le plan d'action visant à mettre en œuvre les recommandations dans le courant de l'année 2020, tel qu'il a été accepté par le SAI et le conseil d'administration de l'EU-OSHA, est en cours d'exécution.

Une observation reste ouverte par rapport aux précédents audits de la Cour des comptes.

2.8 (b) Suivi des recommandations à la suite des enquêtes de l'OLAF

Au cours de l'année 2019, aucun dossier n'a été transmis à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et aucune action n'était en attente de mise en œuvre à la suite des conclusions et des recommandations des enquêtes de l'OLAF concernant l'EU-OSHA.

2.9 Suivi des observations de l'autorité de décharge

La décision de décharge portant sur 2017 a été adoptée durant la séance plénière du Parlement européen du 26 mars 2019. Par cette décision, le Parlement accordait la décharge à la directrice exécutive de l'Agence sur l'exécution du budget pour l'exercice 2017 et approuvait la clôture des comptes pour 2017.

La présente section comprend des observations et des commentaires du Parlement sur l'exécution du budget 2017 qui nécessitent des actions de suivi de la part de l'Agence, ainsi que les détails de la mesure prise et son statut.

Numéro de l'observation	Observation de l'autorité de décharge	Réaction et mesures prises par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	Statut/référence
1 Gestion budgétaire et financière	Constate que les efforts de suivi budgétaire au cours de l'exercice 2017 ont abouti à un taux d'exécution budgétaire de 96,03 %, soit une légère baisse de 0,28 % par rapport à 2016; note avec préoccupation que le taux d'exécution des crédits de paiement s'est établi à 72,23 %, ce qui ne représente qu'une légère augmentation de 1,88 % par rapport à l'année précédente.	Les reports pour le titre III, qui concernaient principalement des projets de recherche à grande échelle d'une durée supérieure à un an, se rapportaient au programme de travail annuel 2017 et étaient conformes à la planification des marchés annexée au document de programmation.	Clarifiés
2 Annulation des reports	Constate que les annulations de reports de 2016 à 2017 se sont élevées à 194 467,98 EUR, soit 4,93 % du montant total reporté, faisant ainsi état d'une augmentation de 1,17 % par rapport à 2016; note, en outre, le niveau relativement élevé des reports non planifiés de 2017 à 2018 pour le titre II, qui se montent à 200 000 EUR et qui concernent principalement la réorganisation interne des espaces de bureaux.	Les crédits annulés concernent principalement les crédits de personnel. À la fin de l'exercice et avant le report budgétaire, tout engagement ouvert (RAL) soumis à un report doit être justifié par l'ordonnateur compétent. En ce qui concerne le niveau de report pour le titre II, au moment de la phase de préparation du budget, la priorité est donnée aux activités opérationnelles et aux dépenses de personnel en raison de l'insuffisance des crédits. Si certains fonds sont disponibles en fin d'exercice, ils peuvent être affectés à des projets prévus mais non budgétisés faute de crédits. Afin d'anticiper toute situation	Clarifiés

Numéro de l'observation	Observation de l'autorité de décharge	Réaction et mesures prises par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	Statut/référence
		similaire lors de futurs exercices budgétaires, une liste d'achat(s) informatique(s) supplémentaire(s) – en cas de disponibilité de crédits due, par exemple, à une renégociation favorable des prix – peut être annexée au document de programmation.	
3 Performances	Constate que l'Agence utilise certains indicateurs de performance clés pour mesurer ses performances et améliorer sa gestion budgétaire; note en outre avec satisfaction que l'Agence prévoit d'instaurer un cadre de gestion des performances révisé en 2018, qui vise à fournir des indicateurs de performance plus significatifs afin de mieux évaluer la valeur ajoutée apportée par les activités de l'Agence; invite l'Agence à faire rapport à l'autorité de décharge sur la mise en œuvre de ce cadre.	Il est vital de garantir que les résultats escomptés aux niveaux stratégique et opérationnel correspondent bien aux effets provoqués par l'application des activités. À cet effet, le cadre des indicateurs de performance a fait l'objet d'une refonte en 2018 afin de garantir que les bonnes dimensions du travail de l'Agence sont prises en compte, lesquelles sont largement qualitatives. L'Agence a formulé le nouveau cadre en tenant compte de la nécessité de veiller à la qualité des données, à la fois en collectant un volume considérable de retours d'informations avisés et en diminuant la charge administrative quant à la collecte de données. La communication est également un facteur clé, comme l'a fait remarquer le Parlement dans son rapport transversal sur la décharge vis-à-vis des agences. Selon cette observation, il est nécessaire que les parties prenantes et le public puissent accéder aux informations en matière de performances et que celles-ci soient intelligibles. Les indicateurs ont dès lors été formulés de façon à répondre à cette exigence. Le conseil d'administration de l'Agence a adopté le cadre en l'intégrant au document de programmation 2019-2021 et le premier rapport portant sur les nouveaux indicateurs sera disponible dans le rapport d'activité annuel 2019.	Mise en œuvre
12 Politique du personnel	Note que l'Agence a mis en place une politique de protection de la dignité de la personne et de prévention du harcèlement; constate avec préoccupation	L'Agence s'engage fermement à prévenir le harcèlement; elle promeut dès lors la politique et les procédures contre le harcèlement au travail et condamne tout comportement inapproprié. L'EU-OSHA	Mise en œuvre

Numéro de l'observation	Observation de l'autorité de décharge	Réaction et mesures prises par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	Statut/référence
	qu'une enquête sur le harcèlement a été ouverte en 2016 et conclue en 2017; regrette que le résultat ait mis en lumière une violation de l'article 12 bis, paragraphe 3, du statut; demande à l'Agence de faire rapport à l'autorité de décharge sur les mesures disciplinaires prises ainsi que sur les mesures prévues pour atténuer de tels risques à l'avenir.	mène une politique de tolérance zéro vis-à-vis du harcèlement et de la discrimination/de la violence au travail. Dans ce contexte, l'EU-OSHA a mis en œuvre plusieurs mesures d'atténuation: <ul style="list-style-type: none">- des sessions de sensibilisation régulières sur le sujet sont proposées aux cadres et à l'ensemble du personnel;- une page spécialement dédiée à l'intranet de l'Agence a été conçue afin de sensibiliser à la conduite du personnel, notamment en matière de lutte contre le harcèlement;- L'EU-OSHA a adopté la politique relative à la protection de la dignité de la personne et à la prévention du harcèlement psychologique et sexuel, entrée en vigueur le 1^{er} juin 2017, ainsi que le manuel de procédures informelles du 12 septembre 2017 dans le cadre de cette politique.- L'EU-OSHA a mis en place un réseau interne de conseillers confidentiels, composé de quatre personnes de confiance et d'un coordinateur des ressources humaines.- Les conseillers confidentiels bénéficient régulièrement de sessions de formation et de supervision.	
13 Passation de marchés publics	Constate, à la lumière du rapport de la Cour, que, à la fin de l'année 2017, l'Agence n'utilisait encore aucun des outils mis en place par la Commission pour introduire une solution unique en ce qui concerne les échanges électroniques d'informations avec les tiers participant aux procédures de passation de marchés (passation électronique	L'Agence a commencé à mettre en œuvre la passation électronique de marchés en novembre 2018, avec le lancement de son premier appel d'offres électronique. Au cours de l'année 2019, l'Agence a également commencé à utiliser un nouveau module de l'outil de marchés publics électroniques «e-submission». L'Agence compte étudier la possibilité d'étendre l'utilisation de cet outil à l'ensemble du système de marchés	Mise en œuvre

Numéro de l'observation	Observation de l'autorité de décharge	Réaction et mesures prises par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	Statut/référence
	de marchés); demande à l'Agence de mettre en œuvre tous les outils nécessaires et d'informer l'autorité de décharge des progrès réalisés en la matière.	publics électroniques dans le courant des années 2019 et 2020.	
15 Passation de marchés publics	Constate avec inquiétude, à la lumière du rapport de la Cour, que l'Agence a signé un contrat-cadre pour la fourniture de services de conseil informatique de 2014 à 2017, pour lequel les prix ont été fixés en fonction du temps consacré aux projets, et non de la livraison, et sur lequel l'Agence a des possibilités de contrôle limitées puisque, par exemple, en 2016, la moitié des services ont été exécutés hors site; invite l'Agence à informer l'autorité de décharge des mesures prises en la matière.	L'Agence a pris acte des commentaires des auditeurs lors de leur visite et applique d'ores et déjà leurs recommandations dans ses nouveaux contrats-cadres sur les TIC et les services de conseil en ayant recours aux contrats spécifiques en régie sur devis («Quoted Times and Means»), le cas échéant.	Mise en œuvre
16 Prévention et gestion des conflits d'intérêts et transparence	Reconnaît les mesures existantes et les efforts actuellement déployés par l'Agence pour garantir la transparence et la prévention et la gestion des conflits d'intérêts; note en outre que l'Agence prévoit d'adopter la décision modèle sur la dénonciation des dysfonctionnements, pour laquelle la Commission a donné son accord ex ante.	<p>Le 20 novembre 2018, l'Agence a adopté la décision modèle concernant les lignes directrices relatives à la dénonciation des dysfonctionnements, pour lequel la CE a communiqué à l'Agence un accord ex ante, le 2 mars 2018.</p> <p>Le 23 janvier 2019, l'EU-OSHA a également adopté, par analogie, la décision de la Commission relative aux activités extérieures et aux mandats, ainsi qu'aux activités professionnelles après la cessation de fonctions.</p> <p>En ce qui concerne les mesures relatives à la transparence, l'Agence a organisé deux sessions d'information distinctes pour son personnel concernant ces deux ensembles de règles, et elle a publié des informations pertinentes sur des pages spécialement conçues de l'intranet.</p>	Mise en œuvre

Numéro de l'observation	Observation de l'autorité de décharge	Réaction et mesures prises par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail	Statut/référence
17 Prévention et gestion des conflits d'intérêts et transparence	Constate, à la lecture du rapport de la Cour, qu'il est nécessaire de renforcer l'indépendance du comptable en le rendant directement responsable vis-à-vis de la directrice exécutive et du conseil d'administration de l'Agence; invite l'Agence à faire rapport à l'autorité de décharge sur les mesures prises en ce sens; reconnaît qu'en réponse à cette recommandation de la Cour, l'Agence prépare actuellement une décision du conseil de direction visant à externaliser le poste de comptable à la DG BUDG.	La fonction de comptable a été externalisée à la DG BUDG à compter du 1 ^{er} juillet 2019.	Mise en œuvre
18 Prévention et gestion des conflits d'intérêts et transparence	Invite l'Agence à tirer parti du nouveau règlement fondateur pour renforcer l'indépendance du comptable.	Le 16 janvier 2019, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le nouveau règlement fondateur de l'EU-OSHA (règlement (UE) 2019/126). Le nouveau règlement est entré en vigueur le 20 février 2019. En outre, la fonction de comptable est assurée par la DG BUDG depuis le 1 ^{er} juillet 2019.	Mise en œuvre
19 Autres commentaires	Note que l'Agence a procédé à une analyse de l'impact probable sur son organisation, ses opérations et ses comptes de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union; invite l'Agence à informer l'autorité de décharge des résultats de cette analyse.	L'Agence a agi rapidement à la suite de la décision de l'un de ses États membres (le Royaume-Uni) de quitter l'Union (le «Brexit»). Un groupe de travail a été mis en place et il a été procédé à une analyse approfondie de toutes les fonctions clés de l'Agence (personnel des ressources humaines, budget, comptabilité, opérations, marchés publics, trésorerie). Cette analyse a révélé un faible impact sur les opérations de l'Agence, tant en cas de sortie ordonnée qu'en cas de Brexit «dur».	Mise en œuvre

2.10 Gestion de l'environnement

L'EU-OSHA ne prévoit pas d'obtenir la certification EMAS dans un avenir proche.

Toutefois, l'Agence a mis en œuvre – et continue de mettre en œuvre – plusieurs mesures environnementales visant à compenser son empreinte carbone en lançant de nouvelles initiatives, en sensibilisant et en surveillant les données de façon à fixer des objectifs d'amélioration.

Parmi les faits marquants de l'année 2019, on peut citer:

- 1- les marchés publics écologiques, en particulier l'inclusion de mesures et de cahiers des charges écologiques dans les fournitures de biens, de services et de travaux à l'Agence;
- 2- la mise en œuvre du télétravail, la contribution à une réduction substantielle des trajets domicile-travail;
- 3- les mesures importantes prises pour instaurer et développer une conscience de la culture en ligne (p. ex., flux de travail électroniques, e-réunions, marchés publics électroniques, signature électronique) parmi son personnel et ses parties prenantes;
- 4- la contribution continue à l'économie circulaire (exercices réguliers de don);
- 5- l'utilisation efficace des ressources (p. ex., reprogrammation de l'éclairage, capteurs d'éclairage avec détection de mouvements, remplacement des serviettes en papier par des sèche-mains et des plateaux métalliques, installation de tableaux blancs dans les salles de réunion pour réduire l'utilisation du papier dans des tableaux à feuilles mobiles);
- 6- l'élimination progressive des articles en plastique à usage unique (comme les sacs, verres ou bouteilles en plastique);
- 7- la participation active de l'EU-OSHA au réseau d'écologisation de l'UE (p. ex., échange d'informations, meilleures pratiques, réunion annuelle, création de synergies, etc.).

L'annexe VII fournit des précisions sur la manière dont l'Agence se soucie activement de la protection de l'environnement et de la réduction de son empreinte carbone.

2.11 Évaluation par la direction

L'assurance de l'équipe de direction repose sur l'examen des preuves de l'efficacité des procédures et des contrôles mis en place. Ces preuves sont fournies tant par des sources internes qu'externes.

Au niveau interne, la directrice exécutive est chargée de garantir la mise en œuvre des systèmes de contrôle interne, qui sont contrôlés et évalués régulièrement conformément aux mécanismes et procédures établis, comme décrit dans les sections précédentes. Les résultats de la mise en œuvre de ces processus sont exposés dans la partie III. Une autre source d'assurance est l'issue des audits internes effectués par le service d'audit interne de la Commission européenne, qui est l'auditeur interne de l'Agence.

Au niveau externe, l'assurance repose sur un examen des preuves découlant des observations et des recommandations figurant dans le rapport de la Cour des comptes européenne (voir la section 2.6.2.), ainsi que des observations du Parlement européen incluses dans le rapport de décharge de la directrice exécutive pour l'exercice n-2 (voir la section 2.8).

Sur la base des informations fournies et à la suite d'une analyse et d'une évaluation des éléments d'assurance internes et externes liés aux processus et aux procédures en place, il est considéré que l'EU-OSHA réalise pleinement les cinq objectifs de contrôle interne en matière de gestion (cf. article 30, paragraphe 2, du règlement financier de 2019), à savoir:

- l'efficacité, l'efficience et l'économie des opérations;
- la fiabilité de l'établissement de rapports;
- la préservation des actifs et des informations;
- la prévention, la détection, la correction et le suivi de la fraude et des irrégularités;
- la gestion appropriée des risques concernant la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, en tenant compte du caractère pluriannuel des programmes et de la nature des paiements concernés.

Partie II b) Évaluations externes

L'EU-OSHA peut s'appuyer sur un système de surveillance et d'évaluation des performances bien établi qui garantit la disponibilité des informations nécessaires à la responsabilisation, à la gestion et à l'apprentissage.

L'EU-OSHA dispose d'une politique et d'une procédure d'évaluation lui permettant de s'assurer que ses travaux d'évaluation répondent aux besoins d'une manière efficace et efficiente. Un plan d'évaluation pluriannuel pour 2016-2019 a fixé le cadre conformément à la politique d'évaluation et aux exigences du règlement financier de l'EU-OSHA. Presque toutes les activités reprises dans les documents de programmation ont fait l'objet d'une évaluation ex post ou à mi-parcours entre 2016 et 2019⁷². Toute nouvelle activité fait l'objet d'une évaluation ex ante, qui est examinée avec le comité exécutif et le conseil d'administration avant que le conseil d'administration n'intègre la nouvelle activité dans le document de programmation.

Un élément important de la politique et de la procédure consiste à établir une approche harmonisée du suivi des conclusions des évaluations. Le conseil d'administration et la Commission européenne sont régulièrement informés des résultats des évaluations ex post et à mi-parcours et du suivi des éventuelles conclusions.

La Commission européenne a lancé fin 2016 une évaluation conjointe des quatre Agences spécialisées dans le domaine de l'emploi et des affaires sociales, à savoir l'EU-OSHA, le Cedefop, Eurofound et la Fondation européenne pour la formation. Cette évaluation avait pour objectif d'examiner la pertinence, l'efficience et l'efficacité de ces agences, et d'identifier les chevauchements éventuels au niveau de leurs mandats et de leurs activités. En avril 2019, la Commission a publié son document de travail des services de la Commission sur l'évaluation.⁷³

Le conseil d'administration de l'EU-OSHA a examiné attentivement les résultats de l'évaluation et, en particulier, le document de travail des services de la Commission. Cet examen a abouti à l'adoption d'un plan d'action de suivi en janvier 2020, sur la base d'un séminaire dédié à la discussion du document de travail des services de la Commission. Ce plan d'action peut être consulté à l'annexe IX.

Comme le résume le document de travail des services de la Commission, les agences ont fonctionné efficacement, ont produit les résultats escomptés, ont atteint les objectifs spécifiques fixés dans leurs programmes de travail, ont fait preuve d'un haut niveau d'efficience (par exemple grâce à des passations de marchés publics communes, à la révision des processus de travail et à la redistribution de postes de missions administratives à des missions opérationnelles) et ont contribué à la réalisation des objectifs généraux de l'Union. En conclusion, ces agences réagissent bien aux nouvelles priorités et aux nouveaux besoins de l'Union. Ces conclusions traitent des quatre agences ensemble et de l'EU-OSHA séparément.

Même si les résultats sont positifs, plusieurs points pouvant être améliorés ont également été mis en lumière dans le document de travail des services de la Commission, à savoir l'efficacité, l'efficience, la gouvernance, le renforcement de la coopération et l'assistance administrative pour l'Union et les États membres. Ces recommandations d'améliorations ont été évaluées par le conseil d'administration avant l'adoption du plan d'action (voir ci-dessus).

Tout au long de l'année 2019, l'EU-OSHA a poursuivi la mise en œuvre de son plan d'évaluation (voir ci-dessus). Une évaluation des travaux prévisionnels de l'Agence a été réalisée en 2019. Cette évaluation s'est concentrée sur l'adéquation de la conception de la recherche et des méthodes appliquées tout au long de la mise en œuvre de l'activité, et les points d'apprentissage tirés de l'évaluation ont alimenté la prochaine étude prévisionnelle de l'EU-OSHA (sur l'économie circulaire).

⁽⁷²⁾ Le règlement financier de 2019 introduit des exigences différentes en ce qui concerne les besoins d'évaluation des activités.

⁽⁷³⁾ DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION sur l'«Évaluation des Agences de l'UE dans le domaine de l'emploi et des affaires sociales (EUROFOUND, CEDEFOP, ETF et EU-OSHA)», SWD(2019) 159 final.

Les principales conclusions ont montré que les méthodes utilisées avaient permis de dégager un thème pertinent et d'engager un dialogue avec les parties prenantes concernées. Un point intéressant mis en évidence dans l'évaluation est que la méthode de construction de scénarios est peu utilisée dans la SST et que l'EU-OSHA est donc considérée comme pionnière dans ce domaine. L'activité est également perçue comme très importante pour les priorités politiques de l'UE, et elle est très appréciée pour l'efficacité et la qualité des résultats qu'elle produit. Les résultats de l'activité ont été utilisés essentiellement à des fins de recherche, d'élaboration de politiques et d'information. L'efficacité et la valeur ajoutée de l'activité sont d'autant plus élevées que celle-ci vient combler une lacune de connaissances au niveau européen.

Bien que l'évaluation de l'étude prévisionnelle à grande échelle soit très positive, elle inclut également certaines recommandations, visant notamment à capitaliser sur les travaux réalisés en vue de la prochaine étude prévisionnelle, à maximiser l'impact de la communication et de la diffusion, à poursuivre le développement des méthodes appliquées (en tenant compte, par exemple, des caractéristiques propres aux États membres) et à faire participer davantage les parties prenantes tout au long de la mise en œuvre de l'activité. Enfin, en 2019, les travaux ont commencé sur les évaluations ex post de trois vues d'ensemble achevées en matière de SST: les maladies liées au travail, les coûts et les avantages de la SST et les micro et petites entreprises. Une partie de l'évaluation sera consacrée au format des activités liées aux vues d'ensemble de la SST. Les éléments communs seront analysés dans une perspective transversale, en particulier les méthodes de recherche qualitative (comme les entretiens, les groupes de discussion et les études de cas d'entreprise) et le format des résultats (rapports, résumés succincts, infographies, visualisations de données, etc.). Les conclusions des précédentes évaluations des autres vues d'ensemble de la SST seront également reprises dans l'analyse. L'évaluation devrait être achevée d'ici la fin du troisième trimestre 2020.

Chiffres pertinents en 2019



PROSPECTIVE À GRANDE ÉCHELLE



CONCLUSIONS PRINCIPALES:

-  Les méthodes utilisées ont réussi à adresser un sujet pertinent et à intéresser les parties prenantes concernées
-  L'EU-OSHA a été pionnier dans l'application de la méthodologie de construction de scénarios dans le domaine de la SST
-  Résultats de l'activité utilisée aux fins prévues: recherche, élaboration de politiques et information
-  L'activité est très pertinente pour les priorités politiques de l'UE et comble un manque de connaissances au niveau européen
-  Travail délivré de manière efficace
-  Grande qualité des produits délivrés



RECOMMANDATIONS À INCLURE AUX PROCHAINES ÉTUDES DE PROSPECTION:

-  Maximiser l'impact de la communication et de la dissémination
-  Assurer l'engagement continu des parties prenantes tout au long de la mise en œuvre de l'activité
-  Enquêter sur les développements ultérieurs des méthodes appliquées (par exemple, en tenant compte des caractéristiques spécifiques des pays au niveau des Etats membres)



<https://osha.europa.eu>

Partie III Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

3.1 Efficacité des systèmes de contrôle interne

Adoption du cadre de contrôle interne et élaboration d'indicateurs clés de performance

Le cadre de contrôle interne a été adopté par le conseil d'administration le 1^{er} janvier 2019. Ce nouveau cadre comporte 5 composantes de contrôle interne et 17 principes et est fondé sur le cadre de contrôle interne de la Commission européenne.⁷⁴

En 2019, le service chargé du contrôle interne a mis au point des indicateurs clés de performance pour le suivi du cadre de contrôle interne.

Le contrôle interne est responsable de la coordination et de la supervision de la mise en œuvre du contrôle interne et de la gestion des risques au sein de l'EU-OSHA. La directrice exécutive arrête la liste des actions prioritaires pour l'année de référence et affecte les coordonnateurs aux plans d'action. La présentation trimestrielle de rapports de situation permet d'assurer un suivi régulier et de faire rapport à la directrice exécutive ainsi qu'au personnel de direction.

Au premier trimestre 2020, le cadre de contrôle interne pour l'année de référence 2019 a fait l'objet d'une évaluation à l'aide des nouveaux indicateurs clés de performance pour le cadre. Les résultats de l'évaluation attestent la présence et le bon fonctionnement de toutes les composantes de contrôle interne pour l'année de référence.

Contrôle interne et gestion des risques de l'Agence

Le «plan d'action pour le contrôle interne» et le «registre des risques» de l'EU-OSHA, qui sont mis en correspondance avec le cadre de contrôle interne, font l'objet d'examens réguliers par le personnel de direction.

L'EU-OSHA procède chaque année à une évaluation des risques qui tient compte de l'environnement de risque intrinsèque dans lequel travaille l'Agence, ainsi que des activités et processus spécifiques. Au niveau de l'Agence, l'exercice d'évaluation concerne la directrice exécutive et le personnel de direction, avec l'appui du contrôle interne.

Pour chacun des risques identifiés, un coordinateur est désigné pour rédiger une action et en coordonner la mise en œuvre. Le contrôle interne assure le suivi et fait rapport à la direction chaque trimestre au moyen du registre des risques.

En 2019, le registre des risques et les rapports correspondants ont été régulièrement examinés et la direction a obtenu des retours d'information réguliers. Tous les risques surveillés au cours de l'année 2019 ont été classés comme liés à l'«environnement extérieur». Aucun des risques ne s'est concrétisé de manière à nuire à la réputation de l'Agence ou à la réalisation de ses objectifs stratégiques ou opérationnels.

Gestion des risques dans les agences décentralisées

En 2019, l'EU-OSHA a participé à l'exercice d'évaluation par les pairs lancé par la Commission européenne concernant la gestion des risques dans les agences décentralisées. Dans le cadre de cet exercice, l'EU-OSHA a rejoint un groupe de travail d'agences appartenant au même pôle.

(⁷⁴) https://ec.europa.eu/budget/library/biblio/documents/control/C_2017_2373_Revision_ICF_fr.pdf

Le pôle a partagé connaissances, méthodologies et risques critiques. Des informations et une analyse consolidées du pôle ont été mises à la disposition du réseau de développement des performances interagences (PDN) et de la DG de tutelle.

Procédure de non-conformité

Au début de l'année 2020, la directrice exécutive a adopté le «rapport de non-conformités 2019» et a décidé i) que la procédure avait été mise en œuvre de manière satisfaisante, ii) qu'aucun événement majeur ou critique ne s'était produit, iii) que les mesures proposées pour atténuer les risques résultants étaient adéquates, et iv) que la sensibilisation à la procédure de non-conformité se poursuivrait dans le cadre des réunions des différentes unités.

Prévention et détection des fraudes

La mise en œuvre de la stratégie antifraude est surveillée par le conseil d'administration dans le cadre d'un suivi régulier du plan d'action. Elle se fonde sur une évaluation des risques axée sur les risques de fraude, dans le cadre d'une évaluation plus large des risques effectuée par l'Agence. Si les mesures et contrôles déjà en place pour garantir la légalité et la régularité des opérations (séparation des attributions, principe du double regard, procédures et listes de contrôle) sont considérés comme permettant de lutter efficacement contre les risques de fraude relevés, la stratégie prévoit le développement accru d'une culture antifraude dans l'organisation ainsi que l'amélioration des procédures internes actuelles de prévention de la fraude et des techniques de détection de la fraude. En outre, une procédure interne de signalement et de traitement des cas de fraude potentiels et de leurs résultats a été adoptée et mise à la disposition du personnel sur l'intranet. La sensibilisation à l'éthique, à l'intégrité, et à la prévention et la détection de la fraude parmi les effectifs est une priorité constante de l'Agence. Les informations à cet égard sont fournies dans le cadre de séances de formation régulières destinées à l'ensemble du personnel et à tous les nouveaux arrivants, systématiquement.

Les risques de fraude font l'objet d'une évaluation régulière dans le cadre de l'exercice annuel d'évaluation des risques réalisé par l'Agence.

Transparence, responsabilité et intégrité

L'engagement de l'EU-OSHA en faveur de la transparence, de la responsabilité et de l'intégrité se reflète tout d'abord dans son approche de la prévention et de la gestion des conflits d'intérêts des membres du conseil d'administration.

Depuis l'adoption, en 2014, d'une politique officielle en la matière, aucun cas de conflit d'intérêts n'a été signalé.

Dans le cadre de son engagement à l'égard de la transparence, l'EU-OSHA publie ses documents clés sur son site web, notamment le programme stratégique pluriannuel, les documents de programmation dont les programmes de travail et les rapports d'activités annuels consolidés, les principaux résultats d'évaluation et de performances, les procès-verbaux et les délibérations du conseil d'administration et du comité exécutif.

Protection des données

Les activités de protection des données ont porté essentiellement sur la mise en œuvre du nouveau règlement 2018/1725 relatif à la protection des données pour les institutions et organes de l'UE, qui est entré en vigueur en décembre 2018. Les déclarations de confidentialité existantes et les éventuelles nouvelles déclarations ont été publiées dans la nouvelle rubrique relative à la protection des données du site web de l'EU-OSHA, et les processus ont été adaptés aux nouvelles règles. En outre, conformément à l'article 24, paragraphe 4, du nouveau règlement fondateur, deux ensembles de modalités d'exécution concernant l'application du nouveau règlement relatif à la protection des données ont été adoptés: les modalités d'exécution concernant le délégué à la protection des données (DPD), précisant les tâches, les fonctions et les pouvoirs du DPD, et le règlement intérieur relatif aux restrictions en matière d'information

et aux droits d'accès des personnes concernées en vertu de l'article 25 du règlement relatif à la protection des données.

3.2 Conclusions des évaluations de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Sur la base des informations fournies, et après analyse et évaluation de celles-ci, les systèmes de contrôle interne de l'Agence sont considérés comme pleinement efficaces et aucun besoin d'amélioration majeure n'a été recensé.

3.3 Déclaration du coordinateur du contrôle interne

Je soussigné,

Responsable du contrôle interne et de la gestion des risques au sein de l'EU-OSHA,

En ma qualité de coordinateur du contrôle interne, déclare que, conformément au cadre de contrôle interne de l'EU-OSHA, j'ai transmis à la directrice exécutive mes conseils et recommandations sur l'état général du contrôle interne au sein de l'Agence.

Je certifie par la présente que les informations fournies dans le présent rapport d'activité annuel consolidé et dans ses annexes sont, à ma connaissance, exactes, fiables et complètes.

Bilbao, le 19 mai 2020

(signé)

Andrea Baldan

Partie IV. Assurance de gestion

4.1 Analyse des éléments à l'appui de l'assurance

La directrice exécutive peut s'appuyer sur les éléments constitutifs de l'assurance énumérés ci-après:

- les mesures existantes pour garantir la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes de l'Agence, y compris la vérification ex ante et les contrôles ex post, les contrôles réguliers de la séparation des tâches et les mesures spécifiques de prévention et de détection de la fraude et des conflits d'intérêts;
- les travaux du service d'audit interne et le suivi des recommandations de l'audit par l'Agence;
- les enseignements tirés des rapports de la Cour des comptes européenne durant les années antérieures à l'année de la présente déclaration;
- l'évaluation de la nature quantitative et qualitative des non-conformités incluses dans le registre de 2019;
- le cadre de gestion des performances de l'Agence, qui inclut la surveillance régulière des indicateurs de performance et la planification et le suivi des évaluations;
- la déclaration du coordinateur du contrôle interne, fondée sur son suivi régulier de la mise en œuvre des systèmes de contrôle interne à l'Agence, y compris l'évaluation du cadre de contrôle interne au regard de ses indicateurs, ainsi que la politique de gestion des risques de l'Agence.
- les déclarations d'assurance des ordonnateurs délégués;

les parties II et III sont basées sur l'analyse systématique des preuves disponibles au sujet des éléments constitutifs de l'assurance.

4.2 Réserves

La notion d'importance relative est à la base de la définition des faiblesses significatives, tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. La question de savoir si une faiblesse doit être signalée sous la forme d'une réserve dans le rapport d'activité annuel est laissée à l'appréciation de l'ordonnateur (la directrice exécutive). Cette dernière doit identifier l'incidence globale d'une faiblesse donnée et déterminer si elle est susceptible d'entraîner une réserve ou d'influencer les conclusions en matière d'assurance. Les critères d'importance relative constituent la base de cette évaluation par l'ordonnateur.

Le critère d'importance relative utilisé par l'EU-OSHA et la méthode retenue pour en évaluer l'impact sont présentés ci-dessous.

Les faiblesses susceptibles de donner lieu à une réserve relèvent du champ d'application de la déclaration d'assurance et se rapportent à l'assurance raisonnable de:

- l'emploi des ressources
- la bonne gestion financière
- la légalité et la régularité des opérations⁷⁵.

La question de savoir si une certaine faiblesse est significative suppose d'exercer un jugement qualitatif et quantitatif.

D'un point de vue qualitatif, l'importance d'une faiblesse est jugée sur la base de:

- la nature et la portée de la faiblesse,

(⁷⁵) Exemples d'éventuelles faiblesses susceptibles de faire l'objet d'une réserve (liste non exhaustive):

- une occurrence significative d'erreurs dans les opérations sous-jacentes (légalité et régularité) détectées pendant les contrôles ou les exercices de supervision;
- des faiblesses significatives du système de contrôle;
- une couverture insuffisante de l'audit et/ou une information inadéquate des systèmes de contrôle interne;
- des problèmes critiques exposés par la Cour des comptes européenne, le service d'audit interne ou l'OLAF;
- des événements significatifs pour la réputation de l'Agence.

- la durée de la faiblesse,
- l'existence de mesures compensatoires satisfaisantes (contrôles d'atténuation),
- l'existence de mesures correctives dont l'efficacité peut être démontrée (plans d'action).

D'un point de vue quantitatif, une faiblesse est considérée comme significative si l'impact financier (valeur monétaire du problème identifié, montant jugé erroné, montant considéré comme présentant un risque) est supérieur à 2 % des engagements autorisés pour l'année de référence.

Lorsqu'une faiblesse est considérée comme significative d'un point de vue qualitatif et/ou quantitatif, il convient de formuler une réserve et d'en rendre compte dans le rapport d'activité annuel consolidé.

Compte tenu de l'examen des éléments d'assurance et du critère d'importance relative exposé ci-dessus, il est considéré qu'aucune réserve ne devrait être formulée par rapport à l'exercice 2019.

4.3 Conclusions générales sur l'assurance

La directrice exécutive a l'assurance raisonnable que, dans l'ensemble, des contrôles appropriés sont en place et fonctionnent comme prévu, que les risques sont suivis et atténués de manière adéquate, et que les améliorations et renforcements nécessaires sont réalisés. En conséquence, aucun élément ne justifie d'émettre des réserves pour l'exercice 2019.

Partie V. Déclaration d'assurance

Je soussignée, directrice exécutive de l'EU-OSHA, en ma qualité d'ordonnateur,

Déclare que les informations contenues dans le présent rapport donnent une image fidèle de la situation.

Affirme avoir l'assurance raisonnable que les ressources allouées aux activités décrites dans ce rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément aux principes de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place apportent les garanties nécessaires quant à la légalité et à la régularité des opérations sous-jacentes.

Cette assurance raisonnable se fonde sur ma propre appréciation et sur les informations en ma possession, tels que les résultats de l'autoévaluation, les travaux du service d'audit interne et les enseignements tirés des rapports de la Cour des comptes relatifs aux exercices antérieurs à l'année de la présente déclaration.

Confirme n'avoir connaissance d'aucun fait non signalé pouvant nuire aux intérêts de l'Agence.

Bilbao, le 25 mai 2020

(signé)

Christa Sedlatschek

Annexes

Annex I. Core business statistics - QT

Programming Document 2019-2021 - 2019 work programme implementation report – status at 31.12.2019

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
1.2 Large-scale foresight					
2018 Review Article - Artificial Intelligence	Publication	Discussion paper/article	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
2018 Review Article - Big Data for Inspection Efficiency	Publication	Discussion paper/article	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
2018 Review Article - Exoskeleton	Publication	Discussion paper/article	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q3
2018 Review Article - Social Innovation	Publication	Discussion paper/article	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q3
Brochure Final report foresight 2	Communication output	Promotional material	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q4
Ex-post evaluation	Publication	Corporate	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
Romanian dissemination workshop	Events	Network meeting	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
Seminar on 2018 review articles with FOPs	Events	Expert meeting	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
SOSs Norwegian Foresight Dissemination Workshop	Publication	Minutes/Proceedings	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
SOSs Romanian Foresight Dissemination Workshop	Publication	Minutes/Proceedings	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q2
SOSs Slovenian Foresight Dissemination Workshop	Publication	Minutes/Proceedings	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
Summary of 2019 seminar with FOPs on the 2018 review articles	Publication	Minutes/Proceedings	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
2.1 ESENER					
ESENER-3 Data visualisation tool - development	Publication	Data visualisation/data set	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q4
ESENER-3 results summary report	Publication	Report: summary	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
ESENER-3 Survey - DATASET - News release	Communication output	Online promotion	2019 Q4	Cancelled	2019 Q4
ESENER-3 Survey - DATASET - Web teaser	Communication output	Online promotion	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
2.3 Micro and Small Enterprises					
EU event	Events	Conference	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Event summary	Publication	Report: summary	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
2.4 Work Related Diseases					
5 articles - review on specific disease - biological agents	Publication	Discussion paper/article	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q4
European Workshops	Events	Expert meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Final report - Review on specific diseases - biological agents + 2 ppts	Publication	Report: technical analysis	2019 Q1	Not finished – with delay	2020 Q1
Literature review on specific diseases - biological agents	Publication	Report: literature review	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q4
Promotion: 2 PPTs on review on specific diseases - biological agents	Publication	Infographic/PPTs for publication	2019 Q1	Not finished – with delay	2020 Q1

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
2.5 Costs & Benefits of OSH					
Report on estimations of the economic costs: Development of economic model based on national data	Publication	Report: technical analysis	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q3
Report summary Report on estimations of the economic costs: Development of economic model based on national data	Publication	Report: summary	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q3
Stakeholder Seminar to promote Report on estimations of the economic costs: Development of economic model based on national data	Events	Expert meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Web update of SEP "benefits of OSH" - Results of report	Publication	Infographic/PPTs for publication	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q3
Powerpoint Presentation Summary of report	Publication	Report: summary	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q3
2.7 Musculoskeletal disorders					
"OSH policies on MSDs" - case studies (6)	Publication	Case study/good practice example	2019 Q4	Not finished – with delay	2020 Q1
"OSH policies on MSDs" - short case studies (25)	Publication	Case study/good practice example	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Expert article - Mainstreaming MSDs into education: an ergonomic example	Publication	Discussion paper/article	2019 Q4	Not finished – with delay	2020 Q2
Final report "MSDs: Prevalence, costs and demographics"	Publication	Report: technical analysis	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
Final report "OSH policies on MSDs"	Publication	Report: technical analysis	2019 Q4	Not finished – with delay	2020 Q2
Final report "Working with chronic MSD"	Publication	Report: technical analysis	2019 Q3	Not finished – with delay	2020 Q1
Literature review report "OSH policies on MSDs"	Publication	Report: literature review	2019 Q4	Not finished – with delay	2020 Q1
OSH policies on MSDs	Publication	Report: technical analysis	2019 Q4	Not finished – with delay	2020 Q2
OSHwiki articles (2)	Publication	Oshwiki article	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q3
Workshop - mainstreaming MSDs into education (MSDs and young)	Events	Expert meeting	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q3
Workshop "OSH policies on MSDs"	Events	Expert meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q3
2.9 EU OSH Information System					
Data visualisation tool	Communication output	Website	2019 Q4	Not finished – with delay	2020 Q2
2.10 OSH and Digitalisation					
Scoping expert meeting	Events	Expert meeting	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q2
2.11 Supporting Compliance					
Scoping of the project	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
3.1 OiRA					
Education SSD - Publication of two EU OiRA tools 2018	Publication	e-tools	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q2

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
Education tools launch event	Events	Conference	2019 Q4	Cancelled	2019 Q4
HORECA SSD - Publication of EU OiRA tool 2018	Publication	e-tools	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
Implementation of EU promotion pilot 2018 (hairdressers in BE) - phase 2	Events	External event	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Implementation of national promotion pilot 1 - 2019 - phase 1	Events	External event	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Implementation of national promotion pilot 2 - 2019 - phase 1	Events	External event	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Joint promotion with multinational company 2019	Publication	Case study/good practice example	2019 Q4	Not finished – with delay	2020 Q1
OiRA audiovisual material for all partners languages	Communication output	Videos and other visuals	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q2
OiRA community meeting 2019	Events	Network meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q2
OiRA tools published - 1st slot (10)	Publication	e-tools	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q2
OiRA tools published - 2nd slot (10)	Publication	e-tools	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Publication/finalisation of national OiRA tool 1 2019 - LT	Publication	e-tools	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Publication/finalisation of national OiRA tool 2 2019 - CY	Publication	e-tools	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Publication/finalisation of national OiRA tool 4 2019 - HR	Publication	e-tools	2019 Q4	Not finished – with delay	2020 Q1

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
Publication/finalisation of national OiRA tool 5 2019 - LV	Publication	e-tools	2019 Q4	Not finished – with delay	2020 Q2
Publication/finalisation of national OiRA tool 7 2018 IS	Publication	e-tools	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q3
4.5 HWC Manage Dangerous Substances					
1 FOP campaign meeting - 1st semester	Events	Network meeting	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q1
1 FOP campaign meeting - 2nd semester	Events	Network meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
160 additional entries for tools and resources database - Northern and Western MS	Publication	Database	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
2 Infosheets (carcinogens and vulnerable groups)	Publication	Report: infosheets	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
80 additional entries for tools and resources database - Southern and Eastern MS	Publication	Database	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q3
Case studies: Production	Publication	Case study/good practice example	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
DS e-Tool (Estonia, Romania, Slovenia and Austria)	Publication	e-tools	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q4
DS e-tool (Portugal, Iceland and Norway)	Publication	e-tools	2019 Q3	Finished – on time	2019 Q4
FAST/HWC implementation	Events	Other agency events	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Healthy Workplaces Summit + HW GPA ceremony	Events	External event	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
Implementation of Campaign promotion plan (2019)	Communication output	Online promotion	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
National Campaign Activity Report (FOPs) (1st year)	Publication	Report: summary	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
OCP Steering Group Meetings (2019, 1st semester)	Events	Network meeting	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
OCP Steering Group Meetings (2019, 2nd semester)	Events	Network meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Official Campaign Partners Good practices exchange event	Events	External event	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
Production and distribution of HWC material: Core HWC material	Communication output	Promotional material	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
Production and distribution of HWC material: Give-aways	Communication output	Promotional material	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
Roadmap on carcinogens related outputs	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Servicing of OCPs/MPs (Results 2019)	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
4.7 Awareness - Raising actions & Communications					
2018 Annual Report and summary	Publication	Corporate	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
2019 DOK Leipzig - Award Ceremony + communication actions	Events	Other agency events	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
2019 FAST/Awareness national activities (phase 1: January -June)	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
2019 FAST/Awareness national activities (phase 2: July-December)	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
35-45 articles covering all activities - 2nd semester	Communication output	Online promotion	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
35-45 articles covering all activities - 1st semester	Communication output	Online promotion	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
5-7 news stories covering all activities - 1st semester	Communication output	Online promotion	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
5-7 news stories covering all activities - 2nd semester	Communication output	Online promotion	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
A+A Düsseldorf stand & communication actions	Events	External event	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
EU-OSHA 25 anniversary event & communication actions	Events	Other agency events	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q2
EU-OSHA participation in 50-80 events (EU-wide)	Events	External event	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Europe Day and communication actions	Events	Other agency events	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
Implementation of the Agency's distribution programme - 1st semester	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
Implementation of the Agency's distribution programme - 2nd semester	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Implementation of the Agency's overall promotion programme - 1st semester	Communication output	Online promotion	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
Implementation of the Agency's overall promotion programme - 2nd semester	Communication output	Online promotion	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Implementation of the Agency's publications, audiovisual and promotional programme - 1st semester	Publication	Corporate	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
Implementation of the Agency's publications, audiovisual and promotional programme - 2nd semester	Publication	Corporate	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Napo film in...work at height	Communication output	Videos and other visuals	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Online programme management, maintenance and hosting - 1st semester	Communication output	Website	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
Online programme management, maintenance and hosting - 2nd semester	Communication output	Website	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
4.8 Multilingualism					
Implementation of Agency's translation plan year 2019	Publication	Corporate	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
OSH Thesaurus	Publication	Corporate	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
5.3 Networking Knowledge					
Ad hoc Support to Commission	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
E-tools - related OSHwiki articles update (up to 4)	Publication	Oshwiki article	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
E-tools Seminar - SOS	Publication	Minutes/Proceedings	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
E-tools SEMINAR	Events	Conference	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Exchange of expert programme	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Cancelled	2019 Q4
OSHwiki articles - 30% reviewed	Publication	Oshwiki article	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Research Coordination meeting	Events	Expert meeting	2019 Q4	Cancelled	2019 Q4
Research Coordination meeting SOS	Publication	Minutes/Proceedings	2019 Q4	Cancelled	2019 Q4
Updated WEB SECTION on EU legislation	Communication output	Website	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Updated WEB SECTION section strategies, incl report	Communication output	Website	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
6.4 Strategic and Operational Networking					
Active engagement in the Heads of Agencies' network	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Active participation in EEN annual conference	Events	External event	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Annual EEN OSH Ambassador meeting	Events	Other agency events	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q2
Board meeting I	Events	Network meeting	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
Board meeting II	Events	Network meeting	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
Board seminar I	Events	Network meeting	2019 Q1	Cancelled	2019 Q1

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
Bureau meeting III	Events	Network meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Bureau meeting I	Events	Network meeting	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
Bureau meeting II	Events	Network meeting	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
Continued coordination with Eurofound, EiGE and ECHA	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
EEN OSH Award	Events	Other agency events	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
FOP-19-01	Events	Network meeting	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
FOP-19-02	Events	Network meeting	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
FOP-19-03	Events	Network meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
OKAG I 2019	Events	Network meeting	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q2
OKAG II 2019	Events	Network meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Ongoing coordination and liaison with European Institutions and social partners	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
TARAG I 2019	Events	Network meeting	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
TARAG II 2019	Events	Network meeting	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Visit to DE Focal Point Network	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2

Title	Output Type	Output Subtype	Planned end date	Output Status	Revised end date
Visit to FI Focal Point Network	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4
Visit to NO Focal Point and Network	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q1	Finished – on time	2019 Q1
Visit to SI Focal Point Network	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q3
Visits to Agency 1-5 - general issues	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q2	Finished – on time	2019 Q2
Visits to Agency 6-10 - general issues	Actions	Coordination of relations with key stakeholders	2019 Q4	Finished – on time	2019 Q4

Key performance indicators

a) Mission and vision

Indicator	Type	Target	Measurement and frequency	Means	Results
Implementation of commitment appropriations	input/output	95%	Final committed amount aggregated across all three titles as percentage of total budget/Annually	Budgetary report	98%
Cancellation of payments appropriations	input/output	<5%	Total of cancellation of payment appropriations in the budget as percentage of total budget/Annually	Budgetary report	2%
Staff capacity	input/output	95%	Posts occupied converted into Full Time Equivalents for the reference period as a percentage of available posts in budget/Annually	Budgetary report	99%
Work programme delivery	input/output	90%	Share of outputs delivered in the planning year vs planned outputs, calculated on the basis of completion status/Annually	Monitoring table	87%
Outreach capacity of intermediaries through networking	input/output	350	Events count across all activities across all priority areas where work of the Agency has been actively presented (policy and workplace practice oriented), either organised by the Agency or organised by others/Annually	Monitoring table	480

Indicator	Type	Target	Measurement and frequency	Means	Results
Perceived performance	input/output	80%	Stakeholders' assessment: survey to Board and Focal Point members – share of respondents who find that the Agency is performing well/Annually	Surveys to Board and FOPs	85%
Relevance to needs	quality	80%	Stakeholders' assessment: Aggregate of: a) data from stakeholders' survey and b) data from after meeting and other surveys (aggregate of all activities) who find the Agency's work relevant/Annually	Surveys	82%
EU added value	quality	80%	Stakeholders' assessment: Aggregate of: a) data from stakeholders' survey and b) data from after meeting and other surveys (aggregate of all activities) who find that the Agency's work provide information not available at the national level or developed by others/Annually	Surveys	82%
Usefulness	quality	80%	Stakeholders' assessment: Aggregate of: a) data from stakeholders' survey and b) data from after meeting and other surveys (aggregate of all activities) who find the Agency's work useful/Annually	Surveys	80%

Indicator	Type	Target	Measurement and frequency	Means	Results
Impact on workplace practice/policy	quality	80%	Stakeholders' assessment: Aggregate of: a) data from stakeholders' survey and b) data from after meeting and other surveys (aggregate of all activities) who have actively used the Agency's work for at least one purpose/Annually	Surveys	84% policy 85% workplace practice

b) Strategic objectives (priority areas)

Priority area	Indicator	Target	Measurement and frequency	Means	Results
Anticipating change	Relevance to needs	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	75%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	82%
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	86%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	82%
Facts and figures	Relevance to needs	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	85%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	87%
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	90%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	85%
Networking knowledge	Relevance to needs	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	83%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
Tools for OSH management	Relevance to needs	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	87%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	71%

Priority area	Indicator	Target	Measurement and frequency	Means	Results
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	76%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	68%
Raising awareness and communication	Relevance to needs	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	94%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	95%
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	90%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	78%
Networking	Key stakeholders' engagement with planning, implementation and evaluation of Agency's work	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	95%

c) Activities

Activity	Indicators	Target	Measurement	Means	Results
1.2 Large-scale foresight	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	75%
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	82%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	86%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	82%
1.3 Anticipating change	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*

Activity	Indicators	Target	Measurement	Means	Results
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
2.1 ESENER	Relevance to needs: Number of countries that boosted samples sizes with own resources	2-3 per wave	Count	Internal monitoring	3
	Usefulness: Number of downloads of ESENER data	10% increase from previous wave	Count	Internal monitoring	75 downloads (baseline)
	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	87%
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	97%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	78%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	79%
2.3 Micro and small enterprises	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	83%
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	88%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	92%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	96%

Activity	Indicators	Target	Measurement	Means	Results
2.4 Work-related diseases	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	86%
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	91%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	88%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	88%
2.5 Costs and benefits	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	86%
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	94%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	85%
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	83%
2.7 Musculoskeletal disorders	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
2.9 EU-OSH info systems	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*

Activity	Indicators	Target	Measurement	Means	Results
2.10 OSH and digitalisation	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
2.11 Support to compliance to SMEs	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
3.1 OiRA	Usefulness - Number of new tools created per year	20-25	Count	Internal monitoring	22 new tools
	Impact - Number of new risk assessments performed	15000	Count	Internal monitoring	23,248 new risk assessments
	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	87%
	Usefulness	80%	Stakeholders' satisfaction	Surveys	76%
	EU added value	80%	Stakeholders' satisfaction	Surveys	71%

Activity	Indicators	Target	Measurement	Means	Results
4.5 HWC on Dangerous substances	Promotion - Number of promotion actions implemented by the Agency	300	Count	Internal monitoring	724
	Promotion - : Number of media partners	35	Count	Internal monitoring	35
	Engagement - Number of campaign activities organised by official campaign partners, media partners, focal points and EEN OSH ambassadors	400	Count	Internal monitoring	841
	Engagement - Key stakeholder groups represented at HWC flagship events	100%	Count	Internal monitoring via list of participants of flagship events	100%
	Engagement - Number of official campaign partners	80-100	Count	Internal monitoring	90
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	82%
	Usefulness of FAST events	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	93%
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	96%
	Impact	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	84%
4.6 HWC on Dangerous substances	Promotion - Number of promotion actions implemented by the Agency	300	Count	Internal monitoring	N/A*

Activity	Indicators	Target	Measurement	Means	Results
	Promotion - : Number of media partners	35	Count	Internal monitoring	N/A*
	Engagement - Number of campaign activities organised by official campaign partners, media partners, focal points and EEN OSH ambassadors	400	Count	Internal monitoring	N/A*
	Engagement - Key stakeholder groups represented at HWC flagship events	100%	Count	Internal monitoring via list of participants of flagship events	N/A**
	Engagement - Number of official campaign partners	80-100	Count	Internal monitoring	N/A*
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Usefulness of FAST events	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Impact	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
4.7 Awareness raising actions	Promotion - Number of promotion and dissemination activities per year	600	Count	Internal monitoring	928
	Promotion - Number of events organised by the Agency (under the activity and under FAST)	200-250	Count	Internal monitoring	270

Activity	Indicators	Target	Measurement	Means	Results
	Reach via websites	2,5 millions visitors	Count	Internal monitoring	3,372,416 visits
	Usefulness – FAST events	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	95%
4.8 Multilingualism	Relevance to needs: FOPs who participate in the portfolio scheme	22 out of 28	Count	Internal monitoring	26
	Usefulness: Agency's translated products are key to get the OSH messages across in their countries	80%	Stakeholders' assessment	FOPs annual survey	100%
5.3 Networking knowledge	Usefulness (OSHwiki)	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	83%
	Relevance	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Usefulness	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	EU added value	80%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
	Impact	70%	Stakeholders' assessment	Surveys	N/A*
6.4 Strategic and operational networking	Engagement in planning, monitoring and implementation of Agency's work programme	80%	Stakeholders' assessment	Board and FOP annual survey	95%
	Quality of meetings	80%	Stakeholders' assessment	Surveys after network meetings	93%

*indicators results are not available because surveys could not be launched either due to the implementation stage of the activity or for other reasons it was not possible to survey relevant and informed stakeholders.



Annex II. Statistics on financial management – RSC/FIN

a. Budget execution

Implementation of the annual appropriations (C1) between 1 January and 31 December 2019

Budget chapter	Official Budget Description	Initial appropriations (1)	Transfers (2)	Final appropriations (3)	Final amount committed (4)	% Com. (4/3)	Paid in 2019 (5)	% Paid (5/3)	Carry forward to 2020 (6)	% CF (6/4)	Cancelled appropriations (7)	% Cancelled approp. (7/3)
11	Staff in active employment	6,263	-9	6,254	6,247	99.9%	6,110	97.8%	138	2.2%	7	0.1%
14	Sociomedical infrastructure	23	7	30	29	99.7%	15	50.7%	14	49.3%		0.3%
15	Mobility	74	2	76	76	99.8%	76	100.0%		0.0%		0.2%
20	Rental of building and associated costs	651		651	608	93.5%	516	84.8%	92	15.2%	43	6.5%
21	Information technologies	562	15	577	574	99.5%	439	76.6%	134	23.4%	3	0.5%
22	Movable property and associated costs	18	-1	17	13	79.9%	9	67.4%	4	32.6%	3	20.1%
23	Current administrative expenditure	69	1	70	61	86.2%	12	19.0%	49	81.0%	10	13.8%
24	Postage & telecommunications	100	-15	86	81	94.3%	42	51.9%	39	48.1%	5	5.7%
30	Priority areas & operational activities	7,874	20	7,894	7,656	97.0%	4,765	62.2%	2,892	37.8%	238	3.0%
31	Support to operational activities	105	-20	85	54	63.6%	30	56.2%	24	43.8%	31	36.4%
	Sum:	15,739		15,739	15,399	97.8%	12,013	78.0%	3,386	22.0%	340	2.2%

Implementation of the annual appropriations (C8) between 1 January and 31 December 2019

Budget chapter	Official Budget Description	Initial appropriations (1)	Transfers (2)	Final appropriations (3)	Final amount committed (4)	% Com. (4/3)	Paid in 2019 (5)	% Paid (5/3)	Carry forward to 2020 (6)	% CF (6/4)	Cancelled appropriations (7)	% Cancelled approp. (7/3)
11	Staff in active employment	88		88	87	98.8%	78	89.0%		0.0%	10	11.0%
14	Sociomedical infrastructure	10		10	8	72.6%	8	72.6%		0.0%	3	27.4%
20	Rental of building and associated costs	99		99	97	98.3%	97	98.3%		0.0%	2	1.7%
21	Information technologies	233		233	226	97.1%	226	97.1%		0.0%	7	2.9%
22	Movable property and associated costs	28		28	28	100.0%	28	100.0%		0.0%		0.0%
23	Current administrative expenditure	63		63	56	88.3%	56	88.3%		0.0%	7	11.7%
24	Postage & telecommunications	46		46	43	92.5%	43	92.5%		0.0%	3	7.5%
30	Priority areas & operational activities	4,285		4,285	4,191	97.8%	4,191	97.8%		0.0%	94	2.2%
31	Support to operational activities	49		49	43	88.4%	43	88.4%		0.0%	6	11.6%
	Sum:	4,901		4,901	4,777	97.5%	4,769	97.3%		0.0%	132	2.7%



Implementation of the annual appropriations (R0) between 1 January and 31 December 2019

Budget chapter	Official Budget Description	Total appropriations (1)	Total committed (2)	% Total com. (2/1)	Total paid (3)	% Total paid (3/1)	Appropriations 2019 (4)	Committed 2019 (5)	% Com. (5/4)	Paid 2019 (6)	% Paid 2019	Carry over to 2020	Carry forward to 2020 (8)
41	IPA2016 Programme 2017-2019	290	287	99.1%	275	95.0%	164	157	95.6%	126	77.0%	3	12
42	New IPA2 Programme 2015-2017	400		0.0%		0.0%	400		0.0%		0.0%		
	Sum:	690	287	41.7%	275	39.9%	563	157	27.8%	126	22.4%	3	12



b. Number and value of budget transfers

In 2019, EU-OSHA carried out 9 transfers of appropriations of which 5 were included in the amending budget adopted by the Management Board on the 1 December 2019

Budget Item		Appropriations 2019			
		Initial [1]	Amendment 1 [2]	Transfers [3]	Final [4] = [1]+[2]+[3]
Code	Description				
1100	Basic Salary	3,188		-25	3,163
1101	Family allowances	540	-36	3	507
1102	Expat+Foreign res. allow.	473	-3	-4	467
1103	Secretarial allowances	4			4
1113	Contract agents	1,412	-14	-55	1,343
1120	Profess.training of staff	120		25	145
1130	Insurance ag. sickness	151		9	160
1131	Insurance ag. accidents	18			18
1132	Insurance ag. unemploy.	56		5	61
1141	Travel exp. annual leave	62			62
1175	Interim Services	100	24	54	178
1177	Inter-institutional support	81	26		107
1178	Inter-agencies secretariat	2			2
1180	Misc exp staff recruitm.	7		1	8
1181	Travel expenses	1		-1	
1182	Inst, reset & transfer allow	28		-8	19
1183	Removal expenses	10		-10	
1184	Temp daily subs allow.	10			10
1410	Medical service	18		1	19
1420	Other welfare serv.	5	2	3	10
1522	Trainees	74		2	76
1	TOTAL T1 - Staff	6,360			6,360
2000	Rent	349			349
2010	Insurance	7			7
2020	Water, gas, elect, heating	90			90
2030	Cleaning & maintenance	65	22		87
2040	Fitting-out of premises	15			15
2050	Security&Surv. Buildings	125	-22		104
2100	IT operating expenditure	199	24		223
2120	Serv. by IT external providers	286	35		321
2130	New & repl. Purchases	77	-44		34
2210	Replacement purchases	10		-1	9
2232	Vehicle upkeep, petrol	2			2
2250	Public. & subscriptions	6			6
2300	Stationery & office supp.	12			12
2320	Bank charges	1			1
2330	Legal expenses	10			10
2331	Audit services	14			14
2332	Other outsourced services	27			27
2352	Internal catering serv.	6		1	7
2400	Post. & deliv. charges	10			10
2410	Teleph, telegraph, etc.	90	-15		76
2	TOTAL T2 - Infrastructure	1,400			1,400
3010	Anticipating Change	158		-50	108
3020	Facts & figures	2,609	59		2,668
3030	Tools for OSH management	333	-59	-30	244
3040	Raising awareness and comm.	4,104		100	4,204
3050	Networking knowledge	126			126
3060	Networking	544			544
3100	Support to operational activities	105		-20	85
3	TOTAL T3 - Operational expenditure	7,979			7,979
GRAND TOTAL		15,739			15,739

c. Interest on late payment

Appropriations	Budget	Committed	Paid	Late interest
C1	15,739	15,399	12,013	-
C8	4,901	4,777	4,769	-
R0	563	157	149	-
Total	21,203	20,333	16,931	-

Due to the payments made on time in accordance with the financial rules, no late interest was due in 2019.

d. Budget outturn

Budget outturn	2017	2018	2019
Reserve from the previous years' surplus (+)			
Revenue actually received (+)	14 492	15 257	15 520
Payments made (-)	-10 934	-10 460	-12 013
Carryover of appropriations (-)	-3 602	-4 901	-3 386
Cancellation of appropriations carried over (+)	194	176	132
Adjustment for carryover of assigned revenue appropriation from previous year (+)			
Exchange rate differences (+/-)			1
Adjustment for negative balance from previous year (-)			
TOTAL	150	72	253

EU-OSHA has in place regular budget reporting that makes possible tight management of the agency needs in budget appropriations and cash management. When calling the EU funds, the Agency submits to the European Commission budget forecasts considering the actual needs in appropriations (C1), the potential cancellation of carry-forward (C8) and recorded budgetary incomes. 2019.

Budget outturn 2019 is EUR 253,232.

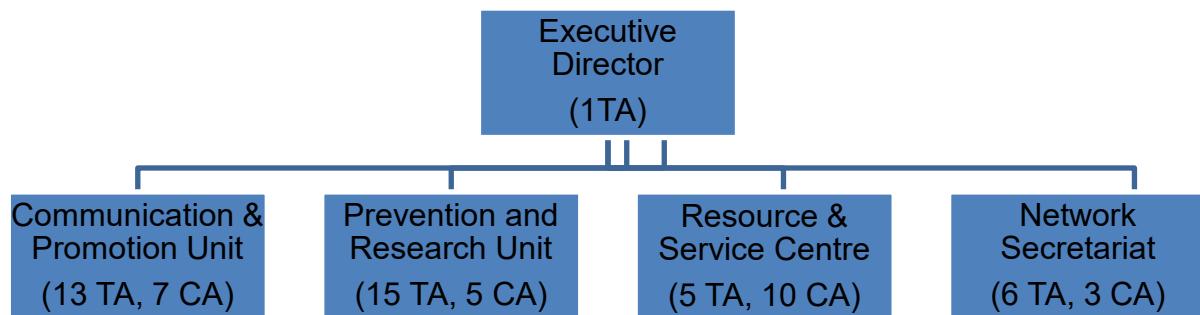
Final budget implementation (commitments) for the appropriations of the year 2019 (C1) is 97,8% whereas the final execution (payments) is 76,3%. Remaining payments are to be made in 2020. The general level of cancellation (2.3%) for appropriations is low and directly related to the high implementation of its annual appropriations for both administrative and operational budget (97,8%) and low cancellation rate (2.7%) of C8 appropriations.

e. Cancellation of appropriations

Appropriations	Budget	Committed	Cancelled	%
C1	15,739	15,399	340	2.2%
C8	4,901	4,777	123	2.5%
Total	20,640	20,177	463	2.2%

Final budget implementation (commitments) for the appropriations of the year 2019 (C1) is 97,8% whereas the final execution (payments) is 76,3%. Remaining payments are to be made in 2020. The general level of cancellation (2.2%) for appropriations is low and directly related to the high implementation of its annual appropriations for both administrative and operational budget (97,8%) and low cancellation rate (2.5%) of C8 appropriations.

Annex III. Organisational chart as of 31.12.2019 (authorised posts under the EU budget)



Annex IV. Establishment plan

Function group and grade	2019			
	Authorised under the EU Budget		Filled as of 31/12/2019	
	Permanent posts	Temporary posts	Permanent posts	Temporary posts
AD 16		-		-
AD 15		-		-
AD 14		1		1
AD 13		2		2
AD 12		2		1
AD 11		1		2
AD 10		3		1
AD 9		5		7
AD 8		6		6
AD 7		4		2
AD 6		-		2
AD 5		-		-
AD TOTAL		24		24
AST 11		-		-
AST 10		-		-
AST 9		1		1
AST 8		-		-
AST 7		2		1
AST 6		4		2
AST 5		6		8
AST 4		2		3
AST 3		1		1
AST 2		-		-
AST 1		-		-

Function group and grade	2019			
	Authorised under the EU Budget		Filled as of 31/12/2019	
	Permanent posts	Temporary posts	Permanent posts	Temporary posts
AST TOTAL		16		16
AST/SC 6		0		0
AST/SC 5		0		0
AST/SC 4		0		0
AST/SC 3		0		0
AST/SC 2		0		0
AST/SC 1		0		0
AST/SC TOTAL		0		0
TOTAL		40		40
GRAND TOTAL	40		40	

Key functions	Type of contract at EU-OSHA (official, TA or CA)	Function group, grade of recruitment	Indication whether the function is dedicated to administrative support and coordination, operational or neutral
<i>Head of Unit (Level 2 in the structure taking the Executive Director as level 1)</i>	TA	AD9	<i>Operational</i>
<i>Senior Officer, Senior Specialist (Senior Project Manager)</i>	TA	AD8	<i>Operational</i>
<i>Officer, Specialist (Project Manager)</i>	TA and CA	AD6, FG IV	<i>Operational</i>
<i>Officer, Specialist (HR Officer, ICT Officer)</i>	TA, CA	AST 3, FG III	<i>Neutral, Administrative support and coordination</i>
<i>Junior Officer</i>	N/A	N/A	N/A
<i>Senior Assistant</i>	N/A	N/A	N/A
<i>Junior Assistant (Assistant Project Manager)</i>	TA and CA	AST 1 to 3 FG II to III	<i>Operational / administrative support and coordination</i>
<i>Head of Administration (Head of Unit)</i>	TA	AD10	<i>Administrative support and coordination</i>

Key functions	Type of contract at EU-OSHA (official, TA or CA)	Function group, grade of recruitment	Indication whether the function is dedicated to administrative support and coordination, operational or neutral
<i>Head of Human Resources (HR Manager)</i>	TA	AD7	<i>Administrative support and coordination</i>
<i>Head of Finance</i>	N/A	N/A	N/A
<i>Head of IT (ICT Manager)</i>	TA	AD6	<i>Administrative support and coordination, Operational</i>
<i>Secretary, Assistant to the Head of Unit</i>	TA and CA	AST3 FG II to FG III	<i>Operational / Administrative support and coordination</i>
<i>Mail Clerk</i>	N/A	N/A	N/A
<i>Webmaster - Editor</i>	CA	FG III	<i>Operational, Administrative support and coordination</i>
<i>Data Protection Officer</i>	TA	AST3	<i>Operational, Administrative support and coordination (OSH project officer has been appointed as DPO)</i>
<i>Accounting Officer</i>	TA	AST5	<i>Neutral</i>
<i>Internal Auditor</i>	N/A <i>No IAC – IAS is the Agency's internal auditor</i>	N/A	N/A
<i>Secretary to the Executive Director (Personal Assistant to the Executive Director)</i>	TA	AST3	<i>Operational</i>

Benchmarking against previous year results

Benchmarking 2019												
OVERHEAD			OPERATIONAL					NEUTRAL			Grand Total	
Admin support	Coordination	Total	Gen Oper	Programme Management Implementation	Top level oper coord	Evaluation	Total	Finance / Control	Ling	Total		
8.6	3.5	12.1	4.7	36	3.4	0.6	44.7	8.9	0.3	9.2	66	
71.1%	29%		11%	81%	8%	1%		97%	3%			
% of Grand Total		18.3%	% of Grand Total				67.7%	% of Grand Total		13.9%	100%	
Benchmarking 2018												
OVERHEAD			OPERATIONAL					NEUTRAL			Grand Total	
Admin support	Coordination	Total	Gen Oper	Programme Management Implementation	Top level oper coord	Evaluation	Total	Finance / Control	Ling	Total		
8.6	3.5	12.1	4.7	36	3.4	0.6	44.7	8.9	0.3	9.2	66	
13.0%	5.3%		7.1%	54.5%	5.2%	0.9%		13.5%	0.5%			
% of Grand Total		18.3%	% of Grand Total				67.7%	% of Grand Total		13.9%	100%	
Benchmarking 2017												
OVERHEAD			OPERATIONAL					NEUTRAL			Grand Total	
Admin support	Coordination	Total	Gen Oper	Programme Management Implementation	Top level oper coord	Evaluation	Total	Finance / Control	Ling	Total		
8.9	4.5	13.4	4.7	37	3.4	0.6	45.7	7.9	1	8.9	68	
13.1%	6.6%		6.9%	54.4%	5.0%	0.9%		11.6%	1.5%			
% of Grand Total		19.7%	% of Grand Total				67.2%	% of Grand Total		13.1%	100%	
Benchmarking 2016												

OVERHEAD			OPERATIONAL					NEUTRAL			Grand Total
Admin support	Coordination	Total	Gen Oper	Programme Management Implementation	Top level oper coord	Evaluation	Total	Finance / Control	Ling	Total	
8.9	3.2	12.1	4	39	3.4	0.6	47	8.9	1	9.9	69
12.9%	4.6%		5.8%	56.5%	4.9%	0.9%		12.9%	1.4%		
% of Grand Total		17.5%	% of Grand Total				68.1%	% of Grand Total		14.3%	100%

Implementing rules of the Staff Regulations adopted in 2019

EU-OSHA decision on outside activities and assignments and on occupational activities after leaving the Service

EU-OSHA decision on types of post and post titles

EU-OSHA decision on the general provisions for implementing Article 79(2) of the Conditions of Employment of Other Servants of the European Union, governing the conditions of employment of contract staff employed under the terms of Article 3a thereof.

Annex V. Human and financial resources by activity

In this Annex, information is provided on the actual use of human and financial resources by activity (Activity Based Costing – ABC) as compared with the planned resources (Activity Based Budgeting – ABB). The activity structure is defined in the annual work programme plan. The data is based on the Agency's financial monitoring systems and the time register where staff register the time spent against the activities.

Whenever a deviation from the planned operational financial resources is more than 30 percent AND more than EUR 80.000 (equivalent to 1 percent of Title 3); and when the deviation is higher than 30 percent of the original staff time AND amounts to more than one full time equivalent (FTE) – an explanation is provided.

The calculation of the Activity Based Costing 2019 is based on total commitments at 31/12/2019 and 1 FTE = 185 days. The actual FTEs based on the time registered is a bit lower than what was foreseen in the ABB – this is due to vacancies, long-term absences and 'working conditions' (part-time working conditions, family leave etc.).

In the following, the differences between ABB and ABC are explained:

1.2 Large-scale foresight

Significantly more staff resources were spent on this activity than foreseen, because of a high amount of requests for dissemination activities in the last 4 months of 2019 involving missions and preparation of a symposium and a session at a conference.

2.7 Musculoskeletal disorders

The complexity of this OSH overview, articulated in numerous projects and entailing a significant number of outputs, which will feed into the HWC 2020-2022 (4.6), in addition to delays in the fieldwork and the volume of data and information collected, has required an additional effort from staff involved. Also, in some cases the nature of the outputs, produced within the OSH overview but thought as a HWC product, has required additional staff time, which has been recorded under the OSH overview instead of the HWC 2020-2022, to avoid double registration.

4.6 HWC 2020-2022 "Work-related MSDs"

The difference between planned and spent human resources is due to staff registering many campaign related tasks under research or broader horizontal activities, such as the MSD OSH Overview (2.7), Awareness raising and communication (4.7) and Strategic and operational networking (6.4). In order to avoid in the future underreporting on HWC resources concerned staff will be provided with more detailed guidelines on how to register their worktime related to the campaign in 2020.

5.3 Networking knowledge actions

The lower than foreseen need for staff and financial resources is due to the cancellation of the Perosh Research coordination meeting and because EU-OSHA received less requests for reimbursement from the participants of the E-tools expert meeting. This happens every year but still is hard to anticipate.

Activity	ABB 2019	ABC 2019	ABB/Title 3 ⁷⁶	ABC/Title 3	ABB 2019	ABC 2019
	EUR	EUR	EUR	EUR	FTEs	FTEs
1.2. Large-scale foresight	54.150	206.436	10.500	15.800	0,4	1,4
1.3. Anticipating future challenges to OSH	362.833	201.819	147.200	87.908	1,8	0,9
2.1. European Survey of Enterprises on New & Emerging Risks (ESENER)	2.010.390	1.971.407	1.508.700	1.586.161	4,3	3,3
2.3. OSH overview: Micro and small enterprises	161.317	161.427	61.000	69.596	0,8	0,7
2.4. OSH overview : Work-related diseases and disabilities	309.774	365.597	118.800	76.965	1,5	2,3
2.5. OSH overview: Costs and benefits of OSH	124.413	218.327	85.500	74.803	0,3	1,2
2.7. OSH overview: Musculoskeletal disorders	1.209.639	1.416.850	595.500	554.438	4,9	6,8
2.9. EU OSH info system	459.016	399.618	198.200	181.958	2,1	1,8
2.10. Digitalization	216.912	156.852	20.500	11.615	1,6	1,1
2.11. Compliance	124.969	133.547	20.500	7.758	0,8	1,0
3.1. Online interactive Risk Assessment (OIRA) tool	824.922	721.476	333.100	237.170	4,3	4,0
4.5. HWC 2018-2019 "Dangerous substances"	2.909.821	2.527.400	1.648.200	1.413.508	10,5	9,4
4.6. HWC 2020-2022 "Work-related MSDs"	948.542	696.298	276.000	296.193	5,5	3,2
4.7. Awareness raising and communication	2.622.256	2.950.669	1.530.200	1.680.841	9,6	11,0
4.8. Multilingualism	971.623	1.062.003	650.000	796.000	2,9	2,4
4.9. HWC 2023-2024/5	16.760	295	-	-	0,1	0,0
5.3. Networking knowledge	628.589	330.676	126.300	43.680	4,0	2,3
6.4. Strategic & operational networking	1.783.075	1.878.701	544.000	521.902	9,5	10,2
Grand Total	15.739.000	15.399.399	7.874.200	7.656.296	65	63,1

⁷⁶ Title 3 corresponds to EU-OSHA's operational budget

Annex VI. Contribution, grant and service level agreements. Financial Framework Partnership Agreements

a. Grant and contribution agreements

Grant Agreement	Date of signature	Duration	Total amount	Counterpart	Short description	CA*	Cost 2018	Cost 2019
IPA/2017/390-035	30/11/2017	24 months	290,000	European commission	Implementation of the action "Preparatory Western Balkans and Turkey in the European Agency for Safety and Health at Work"	1	84,580	55,241
Contribution agreement	Date of signature		Total amount	Counterpart	Short description	CA	Cost 2018	Cost 2019
IPA/2019/412-828	17/12/2019	36 months	399,584	European commission	Preparatory measures for the future participation of IPA II beneficiaries in the network of the European Agency for Safety and Health at Work	0	-	0

*financed by the agreement

b. List of Service Level Agreements active in 2019 and requests for service issued

SLA title	SLA sig. date	Contract	Title	Sig. date	Contractor	Amount in EUR
MoU disaster recovery	10/01/19	MoU 2018-19	MoU disaster recovery 2018-19	10/01/2019	EUIPO	20,199.34
Provision of DG Budget services to EU-OSHA	28/06/2019	SLA	ABAC fee 2019	26/02/19	European Commission - DG BUDG	19,000.00
Cert-EU	13/06/14	Cert/EU 013-00-19	Cert/EU 013-00 - ICT Management Support 2019-2020	19/02/19	DIGIT EC/ European Commission	20,000.00
E-prior services	03/12/19	SLA 034-01	E-submission module first year	28/03/19	DIGIT EC/ European Commission	13,631.00
Publications production, distribution and storage	18/08/08	OF OP76	Storage and distribution of publications 2019 4.5	01/09/19	OPOCE/EC/ European Commission	4,500.00
Publications production, distribution and storage	18/08/08	OF OP76	Storage and distribution of publications 2019 4.7	01/01/19	OPOCE/EC/ European Commission	9,000.00
Publications production, distribution and storage	18/08/08	OF OP77	2018-7250 reprint HWC guide 21 lang	10/01/19	OPOCE/EC/ European Commission	16,529.82

SLA title	SLA sig. date	Contract	Title	Sig. date	Contractor	Amount in EUR
Publications production, distribution and storage	18/08/08	OF OP78	2018-7256 reprint HWC poster 18 lang	10/01/19	OPOCE/EC/ European Commission	2,372.77
Publications production, distribution and storage	18/08/08	OF OP79	2018-7257 NAPO DVD reproduction	10/01/19	OPOCE/EC/ European Commission	10,300.50
Publications production, distribution and storage	18/08/08	OF OP80	2018-7258 reprint HWC leaflet 21 lang	10/01/19	OPOCE/EC/ European Commission	2,338.11
Publications production, distribution and storage	18/08/08	OF OP81	Publication in OJ of financial documents	11/02/19	OPOCE/EC/ European Commission	1,500.00
Publications production, distribution and storage	18/08/08	OF OP82	Napo flyer layout 24 lang	01/04/19	OPOCE/EC/ European Commission	478.82
EC (DG HR) Service Level Agreement	10/12/17	2019 Sysper	Sysper licenses 19	13/03/19	European Commission - DG HR	27,000.00
ABAC - IT Services - HAN	19/12/18	ABAC-IT Procurement-HAN 2019	ABAC-IT Procurement-HAN 2019	19/02/19	DIGIT EC/ European Commission	11,100.00
ABAC - IT Services - HAN	19/12/18	ABAC-IT Procurement-HAN 2019	ABAC-IT Procurement-HAN 2019	19/02/19	DIGIT EC/ European Commission	22,945.00
Translation services 2019	19/12/18	N/A	Translation services 2019	01/01/19	Translation centre	794,948.84
EC (PMO) Service Level Agreement	13/12/18	SLA	PMO ADMINISTRATIVE SUPPORT	01/01/19	European Commission	51,077.52
Interagencies Service Level Agreement	27/02/18	SLA	Interagencies Service Level Agreement of the EUAN Shared support Office	01/01/19	EFSA	2,278.00
Provision of DG Budget services to EU-OSHA	28/06/19	SLA	Accounting services	09/07/19	European Commission - DG BUDG	50,000.00

SLA title	SLA sig. date	Contract	Title	Sig. date	Contractor	Amount in EUR
SLA between EPSO, EUSA and EUOSHA	27/03/19	SLA	SLA between EPSO, EUSA and EUOSHA	01/04/19	EPSO & EUSA	0.00
EC (DG HR) Service Level Agreement	21/12/17	SLA	Appendix B Learning and Development	01/01/19	European Commission - DG HR	5,964.00
EC (DG HR) Service Level Agreement	21/12/17	SLA	Appendix D Health & Wellbeing	01/01/19	European Commission - DG HR	2,240.00
EC (DG HR) Service Level Agreement	21/12/17	SLA	Appendix DS Building, Staff and Information Security, Security Policy	01/01/19	European Commission - DG HR	0.00
EC (DG HR) Service Level Agreement	21/12/17	SLA	Appendix E Complaints	01/01/19	European Commission - DG HR	0.00
EC (DG HR) Service Level Agreement	21/12/17	SLA	Appendix IDOC	01/01/19	European Commission - DG HR	1,500.00

1,088,903.72

Annex VII. Environmental management

EU-OSHA is aware that managing environment starts with mitigating the impact of its activities in the workplace and by extension in the environment.

In this line, although EU-OSHA is not planning to go for an EMAS certification in the near future, it is strongly committed in the development and application/adoption of specific measures/practices regarding environmental management that contribute to ensure cost-effective and environment-friendly workplaces.

On a regular basis EU-OSHA continuously raises awareness among its population (e.g. staff, contractors, visitors, among others) on the measures developed and implemented, and the practices adopted for the purpose. The Agency monitors, to the extent possible, also the related data in order to set goals for improvement.

During the course of 2019, several actions and measures have been (or continue to be) taken, here below a list of the major ones.

Responsible and efficient use of resources (e.g. water, electricity, paper).

- Double-switch lighting system in all offices that allows reducing light intensity when not required. Moreover, the layout of this lighting system has been re-programmed in a way that energy consumption can be controlled and reduced;
- lighting activated by presence-sensors in toilet facilities and printing room facilities that allow increased safety and contribute to cost reduction and carbon footprint offset;
- Installation of professional dishwashers for kitchenettes areas. The use of these appliances has substantially reduced the use of energy resource consumption (e.g. washing cycle reduced from an average of 2 hours to a couple of minutes);
- In procurement actions, the responsible and efficient use of resources (products) is set as a minimum requirement (e.g. cleaning services);
- Regular emails have been sent to all staff to raise awareness on new initiatives/measures, as well as notices/posters placed throughout the premises to the attention of its population for the same purpose.

In parallel, and considering a wider range of resources, staff members are encouraged, as much as possible:

- To make a grouped use of taxi services for mission when there is no public transport available;
- To use video conference facilities instead of travelling, whenever possible; measure much in line with e-Meetings referred to in a specific section below.

To manage and recycle waste in a responsible, efficient and “green” way:

For the purpose, specific recycling containers with clear instructions on notices/posters have been provided in kitchen areas:

- For “standard” waste such as paper, plastic, glass and organic waste as well as for special waste such as used oil, batteries and coffee pods, among others;
- The contractor for the provision of cleaning services is directly involved in the management and recycling of any waste deriving from EU-OSHA’s activities.

Annex VIII. List of Management Board members as of 31.12.2019

Governments

Members	Country	Alternates
Ms Véronique CRUTZEN	Belgium	Mr Xavier LEBICHOT
Ms Darina KONOVA	Bulgaria	Mr Nikolay ARNAUDOV
Ms Ana AKRAP	Croatia	Ms Snježana ŠTEFOK
Mr Jaroslav HLAVÍN	Czech Republic	Mr Pavel FOŠUM
Ms Charlotte SKJOLDAGER	Denmark	Ms Annemarie KNUDSEN
Mr Kai SCHÄFER	Germany	Ms Ellen ZWINK
Ms Maret MARIPUU	Estonia	Ms Silja SOON
Mr Stephen CURRAN	Ireland	Ms Marie DALTON
Mr Ioannis KONSTANTAKOPOULOS	Greece	Mr Georgios GOURZOULIDIS
Mr Javier PINILLA	Spain	Ms Mercedes TEJEDOR
Ms Lucie MEDIAVILLA	France	Ms Amel HAFID
Mr Romolo DE CAMILLIS	Italy	Ms Alessandra PERA
Mr Anastassios YIANNAKI	Cyprus	Mr Aristodemos ECONOMIDES
Mr Renārs LŪSIS Coordinator	Latvia	Ms Jolanta GEDUŠA
Ms Aldona SABAITIENĖ	Lithuania	Ms Vilija KONDROTIENĖ
Mr Marco BOLY	Luxembourg	Ms Patrice FURLANI
Ms Katalin BALOGH	Hungary	Mr Gyula MADARÁSZ
Mr Melhino MERCIECA	Malta	Mr Mark GAUCI
Mr Rob TRIEMSTRA	Netherlands	Mr Martin DEN HELD
Ms Gertrud BREINDL Vice-Chairperson	Austria	Ms Anna RITZBERGER-MOSER
Ms Danuta KORADECKA	Poland	Mr Dariusz GŁUSZKIEWICZ
Ms Luísa GUIMARÃES	Portugal	Mr Carlos PEREIRA
Ms Anca Mihaela PRICOP	Romania	Ms Marian TĂNASE

Members	Country	Alternates
Mr Nikolaj PETRIŠIČ	Slovenia	Ms Vladka KOMEL
Ms Martina DULEBOVA	Slovakia	Mr Romana HURTUKOVÁ
Mr Raimo ANTILA	Finland	Ms Liisa HAKALA
Ms Boel CALLERMO	Sweden	Ms Victoria DIPPEL
Mr Clive FLEMING	United Kingdom	Mr Stuart BRISTOW
Ms Hanna Sigríður GUNNSTEINSDÓTTIR (Observer)	Iceland	Mr Björn Þ. RÖGNVALDSSON
Mr Robert HASSLER (Observer)	Liechtenstein	Mr Joachim BATLINER (Observer)
Mr Yogindra SAMANT (Observer)	Norway	Ms Thorfrid HANSEN (Observer)

Employers

Members	Country	Alternates
Mr Kris DE MEESTER	Belgium	Mr Thierry VANMOL
Mr Georgi STOEV	Bulgaria	Ms Petya GEOREVA
Mr Nenad SEIFERT	Croatia	Mrs Admira RIBICIC
Ms Renáta ZBRANKOVÁ	Czech Republic	Mr Martin RÖHRICH
Ms Lena SØBY	Denmark	Mr Jens SKOVGAARD
Mr Eckhard METZE	Germany	Mr Stefan ENGEL
Ms Marju PEÄRNBERG	Estonia	Ms Piia SIMMERMANN
Mr Michael GILLEN	Ireland	Ms Katharine MURRAY
Mr Christos KAVALOPOULOS	Greece	Ms Natascha AVLONITOU
Ms Marina GORDON ORTIZ	Spain	Ms Laura CASTRILLO NÚÑEZ
Mr Patrick LÉVY	France	Mr Franck GAMBELLI
Ms Fabiola LEUZZI	Italy	Awaiting new name
Mr Polyvios POLYVIOU	Cyprus	Mr Emilios MICHAEL
Ms Ilona KIUOKUCĀNE	Latvia	Mr Aleksandrs GRIGORJEVS
Mr Vaidotas LEVICKIS	Lithuania	Ms Rūta JASIENĖ
Mr François ENGELS	Luxembourg	Mr Pierre BLAISE

Members	Country	Alternates
Ms Judit H. NAGY	Hungary	Mr Dezsö SZEIFERT
Ms Abigail MAMO	Malta	Mr Joseph DELIA
Mr Mario VAN MIERLO	Netherlands	Mr R. VAN BEEK
Ms Christa SCHWENG Chairperson	Austria	Ms Julia SCHITTER
Mr Rafal HRYNYK	Poland	Mr Jacek MECINA
Mr Marcelino PENA COSTA	Portugal	Mr Luis HENRIQUE
Mr Ovidiu NICOLESCU	Romania	Ms Daniela SÂRBU
Mr Igor ANTAUER	Slovenia	Ms Karmen FORTUNA
Ms Silvia SUROVÁ	Slovakia	Mr Róbert MEITNER
Ms Auli RYTIVAARA	Finland	Ms Riitta WÄRN
Ms Bodil MELLBLOM	Sweden	Ms Malin LOOBERGER
Mr Matthew PERCIVAL	United Kingdom	Mr Terry WOOLMER
Mr Jón Rúnar PÁLSSON (Observer)	Iceland	Mr Heiðrún Björk GÍSLADÓTTIR
Mr Jürgen NIGG (Observer)	Liechtenstein	Ms Brigitte HAAS (Observer)
Ms Ann Torill BENONISEN (Observer)	Norway	Ms Wenche Irene THOMSEN

Workers

Members	Country	Alternates
Mr Herman FONCK	Belgium	Ms Caroline VERDOOT
Mr Aleksandar ZAGOROV	Bulgaria	Mr Ognyan ATANASOV
Ms Gordana PALAJSA	Croatia	Mr Marko PALADA
Mr Václav PROCHÁZKA	Czech Republic	Ms Radka SOKOLOVÁ
Ms Nina Hedegaard NIELSEN	Denmark	Mr Niels SØRENSEN
Ms Sonja KÖNIG	Germany	Mr Moriz-Boje TIEDEMANN
Ms Aija MAASIKAS	Estonia	Mr Argo SOON
Ms Dessie ROBINSON	Ireland	Mr Sylvester CRONIN
Mr Andreas STOIMENIDIS	Greece	Mr Ioannis ADAMAKIS

Members	Country	Alternates
Mr Pedro J. LINARES	Spain	Ms Ana GARCIA DE LA TORRE
Mr Abderrafik ZAIGOUCHE	France	Ms Edwina LAMOUREUX
Ms Silvana CAPPUCCIO	Italy	Ms Susanna COSTA
Mr Evangelos EVANGELOU	Cyprus	Mr Stelios CHRISTODOULOU
Mr Ziedonis ANTAPSONS	Latvia	Mr Mārtiņš PUŽULS
Ms Inga RUGINIENĖ	Lithuania	Mr Ričardas GARUOLIS
Mr Jean-Luc DE MATTEIS	Luxembourg	Mr Robert FORNIERI
Mr Károly GYÖRGY Vice-Chairperson	Hungary	Mr László MISKÉRI
Mr Anthony CASARU	Malta	Mr Alfred LIA
Mr Rik VAN STEENBERGEN	Netherlands	Mr Wim VAN VEELEN
Ms Julia NEDJELIK-LISCHKA	Austria	Ms Petra STREITHOFER
Mr Stefan ŁUBNIEWSKI	Poland	Ms Katarzyna BARTKIEWICZ
Ms Vanda CRUZ	Portugal	Mr Fernando GOMES
Mr Corneliu CONSTANTINOIAIA	Romania	Ms Mihaela DARLE
Ms Lučka BÖHM	Slovenia	Ms Katja GORIŠEK
Mr Peter RAMPASEK	Slovakia	Mr Vladimír KMEC
Mr Erkki AUVINEN	Finland	Ms Hanna-Maija KAUSE
Ms Karin FRISTEDT	Sweden	Ms My BILLSTAM
Mr Hugh ROBERTSON	United Kingdom	Awaiting new name
Mr Björn Águst SIGURJÓNSSON (Observer)	Iceland	Ms Helga JÓNSDÓTTIR (Observer)
Mr Sigi LANGENBAHN (Observer)	Liechtenstein	Mr Fredy LITSCHER (Observer)
Ms Wenche Irene THOMSEN (Observer)	Norway	Mr Jon Olav BERGENE (Observer)

European Commission

Member	Alternate
Mr Stefan OLSSON Employment, Social Affairs and Inclusion DG	Ms Charlotte GREVFORS ERNOULT Employment, Social Affairs and Inclusion DG
Mr Jesús ALVAREZ Vice-Chairperson Employment, Social Affairs and Inclusion DG	Ms Teresa MOITINHO DE ALMEIDA Employment, Social Affairs and Inclusion DG
Mr Giacomo MATTINÓ Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs DG	Awaiting new name

Observers other than EAA/EFTA observers

Member	Alternate
Mr Juan MENÉNDEZ-VALDÉS European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions	Ms Erika MEZGER European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions
Ms Aviana BULGARELLI Chairperson of the Management Board of the European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions	
Ms Jessie FERNANDES, Coordinator BUSINESSEUROPE	
Mr Ignacio DORESTE, Coordinator European Trade Union Confederation (ETUC)	

Expert nominated by the European Parliament

Mr Vlad MIXICH Romanian Health Observatory

Annex VIII. Decisions taken by the Management Board in 2019

Date	Decision	Written procedure/meeting ⁷⁷
23/01/2019	Application by analogy of Commission Decision on outside activities	Bureau meeting
24/01/2019	Internal Control Framework of EU-OSHA	Governing Board meeting
24/01/2019	Anti-fraud strategy for EU-OSHA and action plan	Governing Board meeting
24/01/2019	Accounting Officer of the EC as Accounting Officer of EU-OSHA	Governing Board meeting
24/01/2019	Exercise of powers conferred by the Staff Regulations on the Appointing Authority and by the conditions of employment of other servants on the authority responsible for concluding contracts of employment	Governing Board meeting
22/02/2019	Delegating the powers conferred by the Staff Regulations of Officials of the European Union on the Appointing Authority and by the conditions of employment of other servants of the European Union on the authority empowered to conclude contracts of employment to the Executive Director of EU-OSHA	Written procedure
07/06/2019	Types of posts and post titles in EU-OSHA	Management Board meeting
07/06/2019	Designation of the Reporting Officers for the appraisal of the Executive Director of EU-OSHA	Management Board meeting
07/06/2019	Delegation of powers to the Executive Director to make non-substantial amendments to the annual WP	Management Board meeting
07/06/2019	Opinion on the annual accounts of EU-OSHA for 2018	Management Board meeting
07/06/2019	Revised conflict of interest policy	Management Board meeting
07/06/2019	Reclassification of Executive Director	Management Board meeting
27/09/2019	New Financial Regulation for EU-OSHA	Written procedure
31/10/2019	General provisions for implementing Article 79(2) of the Conditions of Employment of Other Servants of EU, governing the conditions of employment of contract staff employed under the terms of Article 3a thereof	Written procedure

⁷⁷ The names of the Governing Board and Bureau changed into Management Board and Executive Board as a result of the entry into force of the new founding regulation, effective as from 20 February 2019.

Date	Decision	Written procedure/meeting ⁷⁷
31/10/2019	Request for the Commission agreement on the non-application of Implementing Rules to the Staff Regulations	Written procedure
11/12/2019	Adoption of Implementing Rules concerning the Data Protection Officer pursuant to Article 45(3) of Regulation (EU) 2018/1725	Written procedure
11/12/2019	Internal rules concerning restrictions of certain rights of data subjects in relation to processing of personal data in the framework of the functioning of EU-OSHA	Written procedure
11/12/2019	Amending I to Budget 2019	Written procedure
11/12/2019	Budget and Establishment Plan 2020	Written procedure
11/12/2019	Programming document 2022-2022	Written procedure

Annex IX. Follow up to evaluation recommendations

This annex includes information on the follow-up on evaluations with open recommendations at the end of 2019. Firstly, the follow-up on the evaluation of EU-OSHA commissioned by the Commission is presented and after that the follow-up on evaluations commissioned by EU-OSHA on the basis of its Financial Regulation.

1. Follow-up on the Commission's evaluation of the four agencies in the employment and social policy field

In January 2020, following a seminar on the topic, EU-OSHA's Management Board adopted the following action plan for the follow-up on the recommendations in the Commission's Staff Working Document, Evaluation of the EU Commission agencies in the employment and social affairs policy field: Eurofound, Cedefop, ETF and EU-OSHA (SWD (2019) 159 final, 9 April 2019).



EU-OSHA specific recommendations

Recommendation number	Recommendation in Staff Working Document	Response by EU-OSHA	Proposed NEW actions by EU-OSHA	Time- frame
24	EU-OSHA's practical approach, e.g. in developing tools for risk assessment or for tackling specific risks, could be emphasised over the general academic/policy research approach.	EU-OSHA distinguishes between its workplace facing work and its policy/research facing work. Its founding regulation makes clear it is supposed to address both. In addition the 2016 evaluation of EU-OSHA's strategy confirmed that its strategic goals continued to be relevant which was later confirmed in the 2018 stakeholder survey concluding that EU-OSHA has got the balance between different priorities right. This opinion is also confirmed in the Commission's feedback on EU-OSHA 2020-2022 Programming Document which 'recommends keeping such [current] prioritisation over the whole 2020-2022 programming period'.	No further action suggested	
25	To effectively reach employers at workplace level, especially in SMEs, the agency is advised to continue to provide tools for information and communication so as to support national focal points in reaching relevant intermediaries	EU-OSHA will continue the HWC and OiRA - both highly successful in reaching towards the workplaces, including SMEs. Focal points will continue to receive support via the EEN - the EC's largest initiative aimed at providing support to SMEs in the EU. Further products specifically targeted at the needs of SMEs are and will continue to be provided	No further action suggested	
26	A specific strategy, including adapted tools, could be developed to better reach SMEs as these are not always covered by intermediaries such as industry associations	EU-OSHA has a number of approaches to better reach SMEs covering dissemination, OCPs communication to their supply chains; e-guides; the EEN partnership	1/ Develop a specific SME strategy	1/ 31/12/2020



Recommendation number	Recommendation in Staff Working Document	Response by EU-OSHA	Proposed NEW actions by EU-OSHA	Time-frame
27	To improve the EU added value of its specific thematic knowledge, the agency could explore further opportunities for collaboration with the ILO and national OSH research institutes	<p>EU-OSHA is committed to the Global Coalition on OSH and has collaborated recently with WHO/ILO on development of the estimation methodology for economic costs of OSH.</p> <p>The collaboration with national OSH research institutes will continue - including with PEROSH.</p> <p>In 2019 the Agency has launched an expert exchange programme open to OSH experts in Europe, including from national OSH institutes.</p> <p>The possibility of signing memoranda with Eurostat and JRC is being explored</p>	<p>1a/ EU-OSHA is Steering Committee member of the Global Occupational Safety and Health Coalition launched in 2017 at the XXI World Congress on Occupational Safety and Health at Work in Singapore: Task Group leader OSH and the future of work</p> <p>Joint leader with EC and ICOH on Task Group for a Multiregional OSH Information system</p> <p>1b/ Meeting with ISSA Section on trade, examining synergies particularly on global supply chains and EU OSHA project on "supporting compliance"</p> <p>1c/ Participation in OSH World Congress, supporting ILO and ISSA in the dissemination of EU information in a global framework.</p> <p>1d/ Cooperation with ILO and WHO on a joint project to develop a costing model for the estimation of burden from work-related injury and disease (pending approval from MB and EC)</p> <p>1e/ Annual review of strategy for international collaboration (annex to Programming Document)</p> <p>2/ EU-OSHA will continue collaborating with national OSH research institutes where synergies are possible</p>	<p>1a/ Ongoing</p> <p>1b/ April 2020</p> <p>1c/ October 2020</p> <p>1d/ Pending decision</p> <p>1e/ Recurrent</p> <p>2/ Ongoing</p>



Common recommendation for the four agencies

Recommendation number	Recommendation in Staff Working Document	Response by EU-OSHA	Proposed NEW actions by EU-OSHA	Time-frame
1-2	<p>Service-level innovation (effectiveness and impact)</p> <p>1/ Improve the quality and relevance of research/monitoring reports and activities by: Improving the readability and policy focus of publications, in particular for non-academic users and policy-makers and; basing the activities on a robust quality assurance process</p> <p>2/ Improve the research/monitoring reports and activities by making use of the most effective means of communication/ dissemination. In particular:</p> <p>Continue to explore and utilise innovative communication channels; further adapt communication activities to different target groups, and identify intermediaries who could support the dissemination of outputs and; better disseminate and use results at national level, in particular by encouraging Management Board members to take a more proactive role in disseminating and using results.</p>	<p>1/ EU-OSHA's products score high on readability and focus, and the quality (inch the relevance) of EU-OSHA's research and monitoring reports has been confirmed on several occasions via evaluations and stakeholder surveys.</p> <p>2/ EU-OSHA has invested in the development of innovative data visualisations and dashboards. The key group for the Agency's communication efforts at the national level is the focal point group. EU-OSHA is among the leading agencies on social media activities and the social media efforts were evaluated in 2018.</p>	<p>1/ Develop quality procedure for development of knowledge</p> <p>2a/ Review the Agency's social media approach and develop a policy for EU-OSHA's social media actions</p> <p>2b/ Strengthen communication efforts on OSH overview activities during the 3-year pilot Healthy Workplaces Campaign</p> <p>2c/ Encourage close relations between the focal points and the national MB members</p>	<p>1/ 31/12/2020</p> <p>2a/ 31/07/2020</p> <p>2b/ 31/12/2020</p> <p>2c/ Ongoing</p>



Recommendation number	Recommendation in Staff Working Document	Response by EU-OSHA	Proposed NEW actions by EU-OSHA	Time-frame
Agency-level innovation (efficiency)				
3-5	<p>3/ Revisit internal structures to better balance operational and administrative functions within the organisation</p> <p>4/ Transparency in decision-making based on results of performance measuring systems could be introduced</p> <p>5/ The agencies' performance measuring systems can be further aligned and made more comparable. They are advised to consider developing a more systematic approach to measuring use of their outputs at national level</p>	<p>3/ EU-OSHA is continuously looking into its internal structure and work processes to identify efficiency gains.</p> <p>4/ Results against performance indicators adopted by the MB are provided to the MB as input to decisions. Results are also included in Annual Activity Reports and communicated via the website.</p> <p>5/ The four agencies have launched a joint project to explore the possibilities for aligning performance indicators.</p>	<p>3/ EU-OSHA will continue to look for efficiency measures, in particular paperless workflows, e-processes, business process re-engineering and simplification which will be part of the efficiency strategy</p> <p>4/ No further action suggested</p> <p>5/ Take decision on proposal on common indicators</p>	<p>3/ 31/12/2020 (efficiency strategy)</p> <p>5/ 31/12/2020</p>
6-8	<p>Governance</p> <p>6/ In cooperation with the Commission, to clarify the roles of the various institutional actors involved and provide training to Management Board members on the more technical</p>		<p>6/ Update EU-OSHA governance paper from 2017</p>	<p>6/ 31/12/2020</p>



Recommendation number	Recommendation in Staff Working Document	Response by EU-OSHA	Proposed NEW actions by EU-OSHA	Time-frame
	<p>issues within the boards' remit, such as the programming cycle</p> <p>7/ MB members could brief national stakeholder networks about the agencies' work, and the feedback received could inform members' work in the board</p> <p>8/ Electronic decision-making and, where appropriate, virtual meetings of the Management Boards could be further explored as a way to achieve more efficient and quicker decision-making.</p>	<p>6/ EU-OSHA has a well-established practice of providing training once every year to new (and anyone else interested) MB members.</p> <p>7/ The MB discussed how to take this recommendation forward at the MB meeting 23-24 January 2020. It should be recalled that EU-OSHA has focal points in MSs running national networks</p> <p>8/ Good conditions for an informed dialogue is essential for good decisions. Therefore, the general rule will continue to be that decisions are taken in physical meetings. However, when necessary, written procedures will continue to be an option.</p>	<p>7/ The MB will decide whether to recommend MB members to be part of national focal point networks</p> <p>8/ MB to decide on the use of virtual meetings as a complement to physical meetings</p>	<p>7/ 30/06/2020</p> <p>8/ 30/06/2020</p>
9-14	<p>Reinforced cooperation</p> <p>9/ Corporate functions, such as strategy, human resources, legal and financial management, coordination and support services such as ICT could be shared. Logistical arrangements could also be shared as regards the Brussels Liaison Offices</p> <p>10/ On performance management, common or coordinated systems among the agencies would lead</p>	<p>9/ Shared framework contracts and services is one of the key efficiency measures in the area of horizontal functions, e.g. the shared evaluation framework contract. EU-OSHA also greatly benefits from sharing experiences and good practices with other agencies through the EUAN and its sub networks.</p> <p>10/ The most resource intensive elements of performance management are provided via shared services (framework contracts, ICT systems, networks). However, some other elements are not</p>	<p>9 and 10/ Together with the other agencies, EU-OSHA will continue to explore possibilities for sharing corporate services and expertise, where it makes sense</p>	<p>9 and 10/ Ongoing</p>



Recommendation number	Recommendation in Staff Working Document	Response by EU-OSHA	Proposed NEW actions by EU-OSHA	Time-frame
	<p>to cost savings, as detailed in 2, while respecting each agency's specific objectives.</p> <p>11/ Mutual learning and sharing of services with decentralised agencies outside DG EMPL or with the Commission, and other forms of cooperation through the EU Agencies Network.</p> <p>12/ Joint delivery where common tools and approaches exist, for example, managing expert networks and running surveys. Agencies may join efforts and resources without substituting specific targeted surveys carried out by the EMPL agencies.</p> <p>13/ Joint programming and planning could be put in place, but focused exclusively on areas suitable for cooperation and/or joint delivery.</p> <p>14/ In practical terms, such reinforced inter-agency cooperation could be reflected by broadening and aligning the time-frames of the agencies' multiannual programming documents, since the annual work programmes will continue to be agency-specific</p>	<p>feasible to share - e.g. stakeholder surveys as the stakeholders are different.</p> <p>11/ EU-OSHA participates actively in - and benefits from - the EUAN and its sub networks. This is an important source of good practice for corporate functions</p> <p>12/ EU-OSHA has collaborated closely with Eurofound and Cedefop on enterprise survey methods and with Eurofound on the OSH content of EWCS. This collaboration will continue.</p> <p>13 and 14/ So far cooperation in the programming phase has focused on the annual work programmes.</p>	<p>11 and 12/ No further action suggested</p> <p>13 and 14/ Agree with the other agencies and the Commission on the way forward</p>	<p>13 and 14/ 31/12/2020</p>



Recommendation number	Recommendation in Staff Working Document	Response by EU-OSHA	Proposed NEW actions by EU-OSHA	Time-frame
Policy support for the EU				
15-17	<p>15/ The four agencies could aim to better align with and support EU policymaking. Work programmes must be flexible enough to allow for changes in the case of sudden reconfigurations of EU priorities.</p> <p>16/ Negative priorities could continue to be a tool for addressing ad hoc requests. The agencies may consider introducing a more structured and formalised reprioritisation mechanism and embedding a certain room for manoeuvre in its programming document to allow for unforeseen activities of high policy relevance.</p> <p>17/ Other adaptability instruments could be used, such as:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. adjusting the aims of tasks or projects at the implementation stage; b. designing intermediate project outputs to feed into policy discussions rather than waiting until the project ends; c. producing short-term deliverables and updates and further recalibrating ad hoc procedures so that they can be deployed relatively quickly 	<p>15/ EU-OSHA will continue to aim at bringing its activities into line with EU policy priorities. However, the requirements re planning limits flexibility. EU-OSHA and the Commission have a well-established structure for communication and identification of upcoming priorities.</p> <p>That this is effective has been confirmed on several occasions, most recently with the Commission's opinion on EU-OSHA's 2020-2022 Programming Document.</p> <p>16/ Negative priorities cannot be identified in advance. EU-OSHA identifies necessary resources when requests come up taking into account the stage in the activity cycle of the different activities. The experience with these measures has been positive and has up to now allowed the Agency to accommodate new requests from the Institutions.</p> <p>17/ The main flexibility measure EU-OSHA has available is stretching the time over which activities are implemented. EU-OSHA has adapted its OSH Overview approach so that deliverables are provided faster and in new formats</p>	<p>15, 16 and 17/ No further action suggested</p>	



Recommendation number	Recommendation in Staff Working Document	Response by EU-OSHA	Proposed NEW actions by EU-OSHA	Time-frame
Policy support for Member States				
18	<p>18/ Cedefop, Eurofound and EU-OSHA could broaden the scope of demand-driven support to the Member States on policy issues and initiatives high on the EU agenda, while striving to maintain the balance with their research function, which is a pre-requisite for successful delivery of the direct support.</p>	<p>18/ EU-OSHA will continue to support Member States within the areas of competence to the extent resources allow. Since 2011, the support to Member States has been mainly demand driven through EU-OSHA's portfolio programme.</p> <p>Via its focal point network the Agency has an ongoing and effective dialogue with the Member States about needs and priorities.</p>	<p>18/ No further action suggested</p>	

2. Follow-up on activity evaluations commissioned by EU-OSHA

EU-OSHA commissions ex-post and mid-term evaluations of its activities according to its multi-annual evaluation. In the following, the status on the follow-up to the evaluations with open recommendations 31 December 2019 is presented. The status provided is as of 31 December 2019.

ESENER 2

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
Keep the main bulk of the overall ESENER-2 research design in ESENER-3 but consider introducing some incremental improvements	In view of making ESENER a long-term monitoring tool, the evaluators strongly recommended to keep the main elements of the overall research design in ESENER-3, particularly the survey mode, the target respondent and the questionnaire. This will help to detect trends and will also neutralise possible bias effects. However, it is important to leave room for incremental improvements, such as introducing ad-hoc modules (topic, country) and questions on outcomes, the extent and quality of external prevention services, the quality and styles of worker representation on OSH. Among the improvements, it was recommended to increase the reference sample size in Romania, from 750 to 1,500 establishments, in line with its economic and business population size.	Follow up	Questionnaire revision and overall ESENER-3 research design in 2018 and early 2019. Already considered under the tender evaluation and contract management. The reference sample size for Romania already reflected in tech specs (published on 5 January 2018). By May 2019 : main fieldwork was launched in all 33 countries during first week of May. Final questionnaire is largely the same to the one used in ESENER-2 but a couple of changes have been reflected: (1) little section on digitalisation, (2) quality of external preventive services and (3) appointment of H&S reps. By December 2019 : fieldwork was completed in August 2019.	Q2 2019 (fieldwork for ESENER-3).	Finalised

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
Carefully analyse the effects of the selected methodologies on the results of ESENER-2	<p>The evaluators recommended assessing “non-response” to find out about the reasons behind the existing cooperation and response rates and potential biases. Further to this, build on the experience of the secondary analyses to refine the survey methodology. In view of this, discard the extension of the survey universe to those employing less than five.</p>	Follow up	<p>Tech specs already defined survey universe (5 and more employees) as well as need to look deeper into the reasons not to participate in the survey. It will have to be defined in the survey design phase and monitored during fieldwork. By May 2019: following pilot test, where non-respondents were surveyed, it was decided to drop this attempt to interview non-respondents due to the poor results in most countries. Reasons for non-response are being monitored during fieldwork, upfront refusals to participate (in any survey) being the main challenge.</p>	Q2 2019 (fieldwork for ESENER-3).	Finalised
Enrich the statistical analysis of the ESENER-2 results	<p>Further enrich the statistical analysis of the ESENER-2 results (use of factor and clusters analyses, composite scores combining different variables, etc.) that may shed light on the relationships amongst the variables. Indeed, this approach has been used in some of the follow-up ESENER-2 studies published in 2018. So far, the main analysis implemented in the ESENER-2 Overview report can be regarded as relatively straightforward as a frequency analysis crossed with some key variables (establishment size, country and sector).</p>	Disregard	Completed already	Q1 2018	Finalised

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
Increase the number of countries that boost their national samples	<p>Encourage more countries to boost their national samples, following the successful experiences of Slovenia, Spain and the United Kingdom. EU-OSHA should intensify its marketing activities amongst enlarged groups of relevant stakeholders from EU Member States with different sensitivities, including not only FOPs but also Governing Board members, as well as particularly active national OSH researchers. Notwithstanding, this process has to be done well in advance in order to better identify the possible consequences of these enlarged samples for the general management of the survey, particularly in terms of surveying deadlines or impacts on results.</p>	Follow up	<p>Maintain regular contact with FOPs and Governing Board members to remind them of opportunities and benefits of boosting the national sample size. Also, offer possibility to add ad-hoc module to questionnaire to reflect national circumstances in those countries that increase the sample size. Important to find 'ambassadors' (usually survey experts or statisticians and national authority) who may champion our cause (as in the UK and Spain in ESENER-2). Inform FOPs of financial quote of ESENER-3 prices and liaise between them and contractor. By October 2018 three countries have confirmed expansion of national samples: Ireland, Norway and Slovenia. Swiss authorities will be fully funding ESENER-3 in Switzerland.</p> <p>By December 2019: the ESENER-3 datasets have already been delivered to the three countries that increased the national sample size as well as Switzerland.</p>	Official prices for sample boost in ESENER-3: Q2 2018. Finalisation of agreements to expand sample sizes: Q4 2018	Finalised

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
Continue the elaboration of secondary follow up studies, possible ideas for future studies	<p>The evaluators recommended to continue in ESENER-3 with follow-up studies to complement and/or better understand the survey results, planning sufficient human and financial resources. Potential topics for secondary analyses could be (1) sectoral studies - Primary sector (agriculture, forestry and fishing), Construction, Transport, Retail, Education, etc.). It was strongly suggested to target "ESENER marketing" activities at European-level sector social dialogue committees. (2) Analyse the views and perceptions of different respondents (managers, worker representatives, etc.) within the same establishment. (3) Qualitative study to examine differences in rules, practices and culture across Europe in terms of OSH. The results could be used for the design and interpretation of the survey.(4) A panel of respondents -at least as a pilot- for a limited number of countries. This "panel approach" might allow having a more in-depth analysis of the exact evolution of companies and the reasons/barriers behind these changes.</p>	Follow up	<p>Define topics for ESENER-3 secondary analyses. By September 2019: decision taken of first follow-up study, which will also have the highest budget of all secondary analyses. Over 2020-2021 a qualitative follow-up project will be carried out on psychosocial risk management, with a specific focus on MSEs. Establishments surveyed in ESENER-3 (in around 5 countries) will be revisited for face-to-face interviews.</p> <p>By December 2019: the call for tender for the ESENER-3 qualitative follow-up on psychosocial risks was published on 9 December 2019 (deadline for submission of bids 13 March 2020).</p>	Q4 2020	Ongoing and on track

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
Ensure participation of non-EU Member States in ESENER-3	Ensure participation of non-EU Member States in ESENER-3, particularly the candidate and potential candidate countries (Albania, FYROM, Montenegro, Serbia and Turkey), pending confirmation of availability of IPA funds. The inclusion of these countries in ESENER-1 and, particularly ESENER-2, has enhanced the relevance and interest of the survey, in terms of comparison of results between some countries.	Follow up	Drastic reduction of IPA Funds for ESENER-3 compared to those in ESENER-2. Finally only two candidate countries will be covered in ESENER-3: Serbia and FYROM	Q2 2018	Finalised
Communication and visualisation activities	The evaluation recommends EU-OSHA to develop a comprehensive communication strategy in relation to ESENER. For the different target audiences, the messages, the communication channels (conferences, workshops, short events, etc.) and the dissemination formats ("thick" reports, highly visual brochures, press releases, etc.) should be adapted accordingly. Devote specific human and financial resources for this comprehensive communication strategy, integrating as part of the daily activities of EU-OSHA staff and not as an "extra". Also, efforts to bring ESENER results and topics in the different HWCs should be kept in the future. The evaluation of the visualisation tool is very positive and in ESENER-3 it should build up not only on the tools for ESENER 1 and 2, but also the visualisation tool of the "Safer and healthier work at any age" project. Some elements to be further improved include the initial lay-out of the dashboard or the possibility to keep links to specific cross-tabulations and results. Finally, ESENER should be kept as an acronym but a reflection is needed on the full name of the survey (European Survey of Enterprises on New and Emerging Risks) in future waves, having in mind its limitation to provide a full picture of the survey contents.	Follow up	Define resources for ESENER-3 communication and promotion strategy. By December 2019: XI has presented ESENER communication and promotion strategy at TARAG meetings and new HWC cycle has freed up resources for other activities in Q1 and Q2 2020. On 28 April 2020 ESENER to be launched at Croatian EU Presidency OSH Event, presenting DVT and new format Overview report (brochure)	Q2 2018-Q4 2020	Ongoing and on track

HWC 2016-2017 "Healthy Workplaces for All Ages", Awareness raising actions and communication and Strategic and operational networking

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
Further improving support for FOPs	<p>EU-OSHA's capacity to reach wider audiences (in particular employers and employees) depends on its intermediaries' capacity (mainly FOPs) to communicate OSH at the national level and engage companies, social partners, and other audiences in their activities. This and past evaluations have found that some FOPs are better at reaching wider audiences than others. To better support intermediaries, EU-OSHA should provide more room for them to exchange best practices on how to engage social partners, companies and OSH experts in the organisation of events and other communication activities; and on how to engage SMEs in the participation of the HWC GPA.</p>	Follow up	<p>EU OSHA to continue to offer peer-to-peer knowledge-sharing opportunities in the focal point meetings. FOP-19-02 will be the third of such sessions.</p> <p>Potential additional actions could include EU-OSHA to bring in trainer (e.g. in communication techniques) to develop FOP manager skill-sets or hold knowledge session on upcoming content (e.g. MSDs briefing session)</p> <p>Another opportunity for exchange of best practices on engagement of partners is the kick-off meeting for HWC.</p> <p>Finally, the good practice exchange platform for HWC partners on the HWC website should be mentioned</p>	Q2 2020	Ongoing and on track

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
Continue trying to reach SMEs more effectively	<p>While it is widely acknowledged that SMEs and micro-companies are especially hard to reach, EU-OSHA should keep searching for tools to reach them more effectively - such as opening the official campaign partnership offer also for other organisations who, despite being less visible at the international level, could potentially bring the campaign's messages to those who need it the most and are harder to reach: SMEs and workers; a new scheme for SMEs, similar to the official campaign partnership; providing better support to FOPs in the dissemination of the GPA at the national level and by encouraging FOPs to work more with SME umbrella organisations to get nominations.</p>	Follow up	<p>As re the opening the official campaign partnership offer to other organisations, is considered that the resource implications would not justify this measure.</p> <p>For the GPA EU-OSHA has taken measures to help disseminating the GPA at national level via promotion of GP entry deadlines in all languages.</p> <p>Via the EEN network, EU-OSHA aims at finding new ways to reach SMEs across the EU.</p> <p>Further follow-up on this recommendation will be done within the follow-up on recommendation 24 and 25 of SWD(2019) 159 final (the four agencies' evaluation)</p>	Ongoing	Finalised
Improve the effectiveness of EU-OSHA's activity on social media	<p>EU-OSHA is relatively active in social media, but it is clear that resources are limited. The amount of priority afforded to social media needs to be kept proportionate to their overall importance within EU-OSHA's CNSE "mix". In our view, social media can be a useful complement to, but certainly no substitute for the Agency's other, more 'traditional' CNSE activities.</p>	Follow up	<p>Social media policy and strategy already drafted, now under internal validation to be ready by end 2019.</p> <p>Social media calendar for flagship actions/milestones could be shared with FOPs and HWC partners by the HWC 2020-22</p>	Ongoing	Ongoing and on track



Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
Better adapt the available tools to intermediaries and final audiences	<p>The tools and schemes available within the CNSE activities have been useful and highly appreciated by intermediaries. However, there are some small changes or additions that EU-OSHA could make to further improve the services it offers to FOPs and other intermediaries, such as: better tailoring promotional materials for online distribution; improving the quality of translations; better compiling and making available OSH materials to certain sectors; providing greater flexibility to FOPs in the Portfolio approach, as well as new tools to carry out online activities. The OSH Thesaurus is being updated with 200 new OSH terms translated into 24 languages and checked by the focal points. For the next HWC, the Agency has produced a specific glossary with translations of the terms and definitions.</p>	Follow up	<p>All EU-EUOSHA's promotion materials are online</p> <p>The portfolio offer under FAST is continuously adapted based on dialogue with the FOPs</p> <p>Under the HWC on Dangerous substances, country versions of the e-tool are being made available</p> <p>New online publication types - under the publication catalogue - have been introduced for better tailoring content to audiences - such as infosheets and policy-briefingsA new communication platform - using MS teams- is being tested for consultation and exchange with stakeholders</p>	Ongoing	Ongoing and on track

Large-scale foresight

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
1a. capitalise on the foresight-related work completed in the cycle subject of this evaluation: Re-using the list of trends and drivers of change produced in the scenario-based foresight study, up-dating it with additional trends and drivers of change if necessary (possibly through stakeholder consultation, or a small-scale literature review), rather than implementing a new study;	The list of trends and drivers of change that was produced in the scenario-based foresight study will be used as a basis for the new foresight, and updated with additional trends and drivers of change as necessary and relevant (possibly by horizon scanning and/or existing stakeholder consultation (e.g. OKAG, Focal points, EB), and/or a small-scale literature review). A planned scoping study has been cancelled in 2019 as a follow-up to this specific recommendation as well because of stakeholders' survey fatigue noticeable in the ex-post evaluation.	Follow up	The re-using of the list of trends and drivers, as well as its updating, will be incorporated in the modelling of the tender specifications for the new foresight, and as such visible in the activity outputs of the coming Foresight.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight)	Ongoing and on track



Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
1b. capitalise on the foresight-related work completed in the cycle subject of this evaluation: a clear picture of which methodologies can be used together with their respective advantages and disadvantages has already been provided through the scoping study carried out in the foresight activity and this evaluation. Therefore, EU-OSHA could capitalise on this knowledge and not replicate this part	See former action, also here we will re-use the knowledge gathered on foresight methodologies together with their respective advantages and disadvantages from the scoping study carried out at the beginning of the last foresight activity cycle, as well as from its evaluation.	Follow up	The earlier knowledge on advantages and disadvantages of foresight methodologies will be used for the modelling of the tender specifications of the new foresight, and as such is visible in the activity outputs of the coming foresight.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight)	Ongoing and on track
2a. Translate the expert discussion papers in all official languages, this would support a broader dissemination across all Member States and national stakeholders, thus boosting its impact. In the long term, this could help EU-OSHA in achieving the full potential of this product.	The expert articles are translated, however not in all languages. The decision for translation is part of our Agency's translation policy. According to this policy, the articles are offered for translation to the national focal points based on their needs (portfolio approach.)	Disregard	-		



Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
2b. Produce additional, short (2-page) documents to communicate the findings of the various projects implemented in the foresight activity and on specific topics identified. This would support a broader dissemination across different types of stakeholders with different degrees of technical and policy knowledge. Ideally, if resources allow, these short documents should be translated in all EU official languages.	We agree with this recommendation for additional short and more targeted communication. With regard to translating these documents in all EU languages, this has to be assessed in the context of the broader Agency's policy on translation and against resources available.	Follow up	Additional short and more targeted communication documents on the status of the future projects and on specific topics will be provided, in integration/combination with the ongoing communication messages (news items, events, publications) of the related projects (1.2 Foresight and 2.10 OSH overview Digitalisation). Translation will take place according to the Agency's translation policy.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new Futures projects, and in Q4 2020/Q1 2021 (during the projects)	Ongoing and on track
3a. Making the scenarios more specific and focussed on some aspects, for example with a gender perspective, in specific sectors, for different typology of workers	We agree that it may be useful to have the scenario's more specific and focussed. This is however depending on the choice of the topic for the next foresight and its appropriateness for different scenario's. We will explore this further, also in relation to resources.	Follow up	More specific and focused approaches (scenario's if feasible) will be integrated in the tender requirements and in the design of the coming foresight project.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight) and in 2020/2021 during the developing phase of the project	Ongoing and on track



Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
3b. Strengthening the scenarios by using a mix of quantitative and qualitative methods through the better integration of quantitative data analysis and/or applying a quantitative modelling approach. This could, for example, lead to a tool that FOPs can use to adapt the scenarios, thus also contributing to capacity building of national stakeholders.	See above (3a), feasibility and appropriateness needs to be explored for the new topic to integrate quantitative data analysis and/or applying a quantitative modelling approach for e.g. the development of capacity building tools as used by the FOPs, or maybe for development of gaming tools. Availability of resources is critical in this.	Follow up	If the integration of quantitative data is seen as feasible and appropriate, this will be included in the design of the project, starting with the integration in the tender requirements.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight) and in 2020/2021 during the developing phase of the project	Ongoing and on track
3c. Support Member States in their process of elaborating policy and approaches to manage the challenges identified by developing the scenarios at Member State level taking into account country-specific factors (e.g. the different impacts of the economic crises across Member States, diverse economies).	See above (3a), feasibility and appropriateness of taking into account country - specific factors needs to be explored for the new topic. In addition, availability of resources is critical.	Follow up	See 3a, If the integration of quantitative data is seen as feasible and appropriate (depending on the topic), this will be included in the design of the project, starting with the integration in the tender requirements.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight) and in 2020/2021 during the latter developing phase of the project	Ongoing and on track



Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
4a. The events and workshops were, in general highly appreciated by participants. However, longer two-days workshops would allow for a more in-depth discussion and better understanding of the issues presented.	The need for longer workshops needs to be explored in the new foresight, based on participant's on availability and resources	Follow up	Explicit attention will be given to effective and resource efficient design of workshops, taking into account the need for in-depth discussion and understanding of the issues presented.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight) and in 2020/2021 during the developing phase of the project	Ongoing and on track
4b. Overall, the approach to stakeholder consultation was comprehensive and wide-ranging. However, it clearly emerged that not all interviewees were aware of the complexity and comprehensiveness of the strategy applied in this foresight activity. Therefore, in the future, EU-OSHA could consider a more comprehensive information strategy to make all stakeholders aware of the entire process. For example, a short one-page leaflet could be produced and disseminate before the events.	We agree that comprehensive project information needs to be made available already in the beginning of the project in order to increase stakeholders' understanding of the process and objectives.	Follow up	Additional short and more targeted communication documents will be added as outputs in the tender specifications for the new foresight, and as such to the activity outputs of the coming Foresight.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight) and in Q3 Q4 2020 (beginning of the project)	Ongoing and on track

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
4c. 'Informants from the ground' (i.e. workers and managers) could be involved in the process in addition to intermediaries/social partner organisations, both in the elaboration of scenarios and management approaches to OSH risks	To be explored how this can be designed in the process (participative approaches, e.g. focus groups, interviews, virtual methodologies for participation), and also to be explored how to make contribution more attractive for the 'workfloor participants'. Regarding the stakeholders our first focus will be the branch representatives.	Follow up	Approaches to involve branch representatives as well as workers and managers (e.g. participative and/or virtual approaches) will be incorporated in the modelling of the tender specifications for the new foresight, and as such visible in the activity outputs of the coming Foresight.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight)	Ongoing and on track
4d. An area for reflection in the next cycle could be a more in-depth analysis of the intended users, e.g. through a more extensive stakeholders mapping.	We agree more in-depth stakeholder mapping outside OSH would be useful	Follow up	Extensive stakeholder mapping will be included in the beginning of the project, starting with the tender specifications for the new foresight, and later in the activity outputs.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight)	Ongoing and on track

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
<p>5. Finally, some recommendations on cost savings can be made for the next foresight cycle. For example, it will be important to reflect on the possibility to build on the work carried out so far, by building on the scenarios developed in this cycle and further develop them into more focussed/specific scenarios, build on the knowledge gathered about the use of foresight methodologies and the intelligence gained on relevant future topics.</p>	<p>These aspects are included in the earlier recommendations. We agree we don't work from scratch. We can build on the 'general drivers' that are already identified in our previous foresight, and potentially more focused on specific scenario's. As said, this is dependent on the topic. Sources to explore are the use of micro-scenario's (NIOSH), Sami's alternative scenario's, INRS scenario's etc.</p>	Follow up	Follow up in combination with a1, 1b, 3a.	Q1, Q2 2020 (tender specifications of the new foresight)	Ongoing and on track

Recommendation	Comment on the recommendation	Decision	Action plan	Timeframe	Status
<p>6. The evaluation of this foresight cycle revealed also possible improvements for future evaluations. Interviewees reported clear recall difficulties due to the timeframe of the evaluation. For future cycles, EU-OSHA could develop a combined approach comprising an on-going evaluation throughout the implementation of the foresight activity to collect immediate results on satisfaction, learning and dissemination and an ex-post evaluation after one year of finalisation of the foresight activity to identify more long-term results.</p>	<p>Possibilities for this combined approach of (1) on-going evaluation - to collect immediate results on satisfaction, learning and dissemination-, next to (2.) the (traditional ex-post) evaluation after one year -to identify more long-term results-, could be explored. With regards to 1), post-event surveys are already in place for evaluating the activity, satisfaction, learning and dissemination. More ongoing evaluation could lead to a higher level of adaptability of the project, which could be important in innovative topics due to fast development circles. This is however to be seen in the broader context of EU-OSHA's evaluation policy and assessed against resources available.</p>	Follow up	<p>(1) Ongoing implementation evaluation will be explored in combination with the existing post-event surveys that are already in place.</p> <p>(2) Additional (traditional ex-post) evaluation after one year -to identify more long-term results- can be explored taking into account budget and resources and stakeholder's survey fatigue. The long term effect could also be integrated in the 2 year stakeholders survey</p>	Q1, Q2 2020	Ongoing and on track

Annex X Final accounts 2019



European Agency
for Safety and Health
at Work

Annual accounts of the European Agency for Safety and Health at Work

Financial year 2019

CONTENTS

CERTIFICATION OF THE ACCOUNTS	3
BACKGROUND INFORMATION ON EU-OSHA	4
FINANCIAL STATEMENTS AND EXPLANATORY NOTES	6
BALANCE SHEET	8
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE	9
CASHFLOW STATEMENT	10
STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS	11
NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS	12
THE BUDGET IMPLEMENTATION REPORTS AND EXPLANATORY NOTES.....	27

CERTIFICATION OF THE ACCOUNTS

I acknowledge my responsibility for the preparation and presentation of the annual accounts of EU-OSHA, the European Agency for Safety and Health at Work, in accordance with Article 102 of the Framework Financial Regulation ('FFR')¹ and I hereby certify that the annual accounts of the EU-OSHA for the year 2019 have been prepared in accordance with Title IX of the FFR and the accounting rules adopted by the Commission's Accounting Officer, as are to be applied by all the institutions and union bodies.

I have obtained from the Authorising Officer, who certified its reliability, all the information necessary for the production of the accounts that show the EU-OSHA's assets and liabilities and the budgetary implementation. Based on this information and on such checks, as I deemed necessary to sign off the accounts, I have a reasonable assurance that the accounts present fairly, in all material aspects, the financial position, the results of the operations and the cash-flow of the EU-OSHA.

Rosa ALDEA BUSQUETS

**Accounting Officer of the European Agency for
Safety and Health at Work**

¹ COMMISSION DELEGATED REGULATION (EU) 2019/715 of 18 December 2018 on the framework financial regulation for the bodies set up under the TFEU and Euratom Treaty and referred to in Article 70 of Regulation (EU, Euratom) 2018/1046 of the European Parliament and of the Council.

BACKGROUND INFORMATION ON EU-OSHA

The European Agency for Safety and Health at Work (EU-OSHA), based in Bilbao (Spain), is one of the decentralised agencies of the European Union. Established in 1994, the Agency functions based on a new founding regulation, which entered into force in early 2019². The regulation defines its mandate and governance arrangements.

EU-OSHA's mission is to develop, gather and provide reliable and relevant information, analysis and tools to advance knowledge, raise awareness and exchange occupational safety and health (OSH) information and good practice, which will serve the needs of those involved in OSH.

The Agency's long-term strategic objectives are established in a Multi-annual Strategic Programme (MSP) which addresses the main challenges of OSH in the EU as identified in the main EU policy documents – such as the EU strategic framework, adopted in 2015 and the Commission's 2017 Communication "Safer and Healthier Work for All - Modernisation of the EU Occupational Safety and Health Legislation and Policy". These include, among others:

- The ageing of the EU working population and the need to ensure active and healthy ageing for all workers;
- The need to coordinate national strategies with a focus on implementation and enforcement;
- The importance of relying on comparable statistical data across Member States;
- The challenge of facilitating compliance with OSH regulations by medium, small and micro enterprises;
- The importance of managing dangerous substances at the workplace and ensuring adequate levels of prevention against work-related diseases;
- Anticipating other unknown and underestimated and emerging risks.

The Agency is based on a tripartite structure of its Management Board that comprises representatives of:

1. National governments;
2. Employers' organisations and trade unions of the EU-28;
3. The European Commission.

The European Parliament appoints an independent expert without right to vote. Representatives from the EEA-EFTA countries are also sitting at the Management Board as observers.

The Executive Board is a smaller steering group drawn from the membership of the Management Board. It oversees the preparation and implementation of Management Board decisions³.

As a tripartite organisation, the Agency works closely with governments', employers' and workers' representatives – in addition to the European Institutions - in order to share good practices and reach workers and workplaces across Europe.

Highlights of the year

The year 2019 has witnessed important changes in relation to some key governance arrangements of EU-OSHA. As of February 2019, the Agency operates under a new Founding Regulation: Regulation (EU) 2019/126 of the European Parliament and of the Council of 16 January 2019 establishing the European Agency for Safety and Health at Work (EU-OSHA), and repealing Council Regulation (EC) No 2062/94.

² Regulation (EU) 2019/126 of the European Parliament and of the Council of 16 January 2019 establishing the European Agency for Safety and Health at Work (EU-OSHA), and repealing Council Regulation (EC) No 2062/94, cf. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/?uri=CELEX:32019R0126>

³ With the 2018 Regulation, the "Governing Board" and "Bureau" have become "Management Board" and "Executive Board", and the "Director" became the "Executive Director". In this report, the terminology from the new Regulation is used unless reference is made to actions and decisions taken before its entry into force on 20 February 2019.

In addition, following entry into force of Regulation (EU, Euratom) 2018/1046 and related Commission Delegated Regulation (EU) 2019/715 of 18 December 2018 on the framework financial regulation, EU-OSHA has also a new Financial Regulation, adopted by the Management Board on 27 September 2019.

Lastly, as from 1 July 2019, the Agency has also outsourced its accounting function to the European Commission, DG Budget.

The year 2019 was another year of delivery for EU-OSHA, a year of continued commitment of the Agency's workforce and stakeholders achieving the objectives of the Annual Programme, and a year of further implementation of the Agency's activities. The Agency was able to deliver on its ambitious work programme almost in its entirety, which resulted into a very high budget implementation.

The budget of the agency amounted to kEUR 15 739 in 2019. Final budget implementation (commitments) for the appropriations of the year 2019 is 98% whereas the final execution (payments) is 76%. Remaining payments are to be made in 2020.

The main impact of the 2019 Management Board's decision to appoint the Commission's Accounting Officer as accounting officer of the Agency is clearly visible in the balance sheet, in particular in the variances of the current assets' sub-headings. Due to the integration of the Agency's treasury in the Commission's one, the financial resources of the Agency are now presented in the current receivables rather than in the cash and cash equivalents. Moreover, in some cases the presentation criteria were changed, as mentioned in the explicative notes of the items concerned.

In the statement of the financial performance, the impact of the above-mentioned activities is mirrored in the increase of the operating costs and the other expenses. The staff cost also show a quite significant increase mainly due to the salaries indexation and promotions.

**EUROPEAN AGENCY FOR SAFETY AND HEALTH AT WORK
FINANCIAL YEAR 2019**

FINANCIAL STATEMENTS AND EXPLANATORY NOTES

It should be noted that due to the rounding of figures into thousands of euros, some financial data in the tables below may appear not to add-up.

CONTENTS

BALANCE SHEET	8
STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE	9
CASHFLOW STATEMENT	10
STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS	11
NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS	12
1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES	13
2. NOTES TO THE BALANCE SHEET	20
3. NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE	23
4. OTHER SIGNIFICANT DISCLOSURES	25
5. FINANCIAL RISK MANAGEMENT	26

BALANCE SHEET

	Note	31.12.2019	31.12.2018 EUR '000
NON-CURRENT ASSETS			
<i>Intangible assets</i>	2.1	2	4
<i>Property, plant and equipment</i>	2.2	261	394
<i>Exchange receivables and non-exchange recoverables</i>	2.4	9	9
		272	407
CURRENT ASSETS			
<i>Pre-financing</i>	2.3	–	30
<i>Exchange receivables and non-exchange recoverables</i>	2.4	4 421	425
<i>Cash and cash equivalents</i>	2.5	7	5 288
		4 428	5 743
TOTAL ASSETS		4 700	6 151
CURRENT LIABILITIES			
<i>Payables and other liabilities</i>	2.6	(769)	(780)
<i>Accrued charges and deferred income</i>	2.7	(1 475)	(1 851)
		(2 244)	(2 632)
TOTAL LIABILITIES		(2 244)	(2 632)
NET ASSETS		2 456	3 519
<i>Accumulated surplus</i>		3 519	2 438
<i>Economic result of the year</i>		(1 063)	1 081
NET ASSETS		2 456	3 519

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

	Note	2019	EUR '000 2018
REVENUE			
Revenue from non-exchange transactions			
<i>Funds from the Commission</i>	3.1	15 315	15 082
<i>Other</i>	3.1	272	-
		15 587	15 082
Revenue from exchange transactions			
<i>Financial revenue</i>	3.2	61	0
<i>Other</i>	3.2	1	255
		62	255
Total revenue		15 649	15 337
EXPENSES			
<i>Operating costs</i>	3.3	(8 326)	(6 540)
<i>Staff costs</i>	3.4	(6 146)	(5 690)
<i>Finance costs</i>		(0)	(0)
<i>Other expenses</i>	3.5	(2 239)	(2 026)
Total expenses		(16 711)	(14 256)
ECONOMIC RESULT OF THE YEAR		(1 063)	1 081

CASHFLOW STATEMENT⁴

	EUR '000	
	2019	2018
<i>Economic result of the year</i>	(1 063)	1 081
Operating activities		
Depreciation and amortization	144	(11)
(Increase)/decrease in pre-financing	30	79
(Increase)/decrease in exchange receivables and non-exchange recoverables	(3 996)	2 080
Increase/(decrease) in payables	(12)	(2 455)
Increase/(decrease) in accrued charges & deferred income	(376)	153
Investing activities		
(Increase)/decrease in intangible assets and property, plant and equipment	(9)	0
NET CASHFLOW	(5 281)	927
<i>Net increase/(decrease) in cash and cash equivalents</i>	(5 281)	927
<i>Cash and cash equivalents at the beginning of the year</i>	5 288	4 362
<i>Cash and cash equivalents at year-end</i>	7	5 288

⁴ Following the appointment of the Accounting Officer of the Commission as the Accounting Officer of EU-OSHA, the treasury of EU-OSHA was integrated into the Commission's treasury system. Because of this, EU-OSHA does not have any bank accounts of its own. All payments and receipts are processed via the Commission's treasury system and registered on intercompany accounts, which are presented under the heading exchange receivables.

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

	Accumulated Surplus/ (Deficit)	Economic result of the year	Net Assets EUR '000
BALANCE AS AT 31.12.2017	3 163	(725)	2 438
<i>Allocation 2017 economic result</i>	(725)	725	–
<i>Economic result of the year</i>	–	1 081	1 081
BALANCE AS AT 31.12.2018	2 438	1 081	3 519
<i>Allocation 2018 economic result</i>	1 081	(1 081)	–
<i>Economic result of the year</i>	–	(1 063)	(1 063)
BALANCE AS AT 31.12.2019	3 519	(1 063)	2 456

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

1.1. ACCOUNTING PRINCIPLES

The objective of financial statements is to provide information about the financial position, performance and cashflows of an entity that is useful to a wide range of users.

The overall considerations (or accounting principles) to be followed when preparing the financial statements are laid down in EU Accounting Rule 1 'Financial Statements' and are the same as those described in IPSAS 1: fair presentation, accrual basis, going concern, consistency of presentation, materiality, aggregation, offsetting and comparative information. The qualitative characteristics of financial reporting are relevance, faithful representation (reliability), understandability, timeliness, comparability and verifiability.

1.2. BASIS OF PREPARATION

1.2.1. Reporting period

Financial statements are presented annually. The accounting year begins on 1 January and ends on 31 December.

1.2.2. Currency and basis for conversion

The annual accounts are presented in thousands of euros, the euro being the EU's functional currency. Foreign currency transactions are translated into euros using the exchange rates prevailing at the dates of the transactions. Foreign exchange gains and losses resulting from the settlement of foreign currency transactions and from the re-translation at year-end exchange rates of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognised in the statement of financial performance. Different conversion methods apply to property, plant and equipment and intangible assets, which retain their value in euros at the date when they were purchased.

Year-end balances of monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated into euros on the basis of the European Central Bank (ECB) exchange rates applying on 31 December.

Euro exchange rates

Currency	31.12.2019	31.12.2018	Currency	31.12.2019	31.12.2018
BGN	1.9558	1.9558	PLN	4.2568	4.3014
CZK	25.4080	25.7240	RON	4.783	4.6635
DKK	7.4715	7.4673	SEK	10.4468	10.2548
GBP	0.8508	0.8945	CHF	1.0854	1.1269
HRK	7.4395	7.4125	JPY	121.9400	125.8500
HUF	330.5300	320.9800	USD	1.1234	1.145

1.2.3. Use of estimates

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions by management based on the most reliable information available. Significant estimates include, but are not limited to: amounts for employee benefit liabilities, accrued and deferred revenue and charges, provisions, financial risk on accounts receivable, contingent assets and liabilities, and degree of impairment of assets. Actual results could differ from those estimates.

Reasonable estimates are an essential part of the preparation of financial statements and do not undermine their reliability. An estimate may need revision if changes occur in the circumstances on which the estimate was based or as a result of new information or more experience. By its nature, the revision

of an estimate does not relate to prior periods and is not the correction of an error. The effect of a change in accounting estimate shall be recognised in the surplus or deficit in the periods in which it becomes known.

1.3. BALANCE SHEET

1.3.1. Intangible assets

An intangible asset is an identifiable non-monetary asset without physical substance. An asset is identifiable if it is either separable (i.e. it is capable of being separated or divided from the entity, e.g. by being sold, transferred, licensed, rented, or exchanged, either individually or together with a related contract, identifiable asset or liability, regardless of whether the entity intends to do so), or arises from binding arrangements (including rights from contracts or other legal rights), regardless of whether those rights are transferable or separable from the entity or from other rights and obligations).

Acquired intangible assets are stated at historical cost less accumulated amortisation and impairment losses. Internally developed intangible assets are capitalised when the relevant criteria of the EU accounting rules are met and the expenses relate solely to the development phase of the asset. The capitalisable costs include all directly attributable costs necessary to create, produce, and prepare the asset to be capable of operating in the manner intended by management. Costs associated with research activities, non-capitalisable development costs and maintenance costs are recognised as expenses when incurred.

Intangible assets are amortised on a straight-line basis over their estimated useful lives. The estimated useful lives of intangible assets depend on their specific economic lifetime or legal lifetime determined by an agreement.

Intangible assets residual values and useful lives are reviewed, and adjusted if appropriate, at least once per year.

1.3.2. Property, plant and equipment

All property, plant and equipment are stated at historical cost less accumulated depreciation and impairment losses. Historical cost includes expenditure that is directly attributable to the acquisition or construction of the asset. Subsequent costs are included in the asset's carrying amount or recognised as a separate asset, as appropriate, only when it is probable that future economic benefits or service potential associated with the item will flow to the entity and its cost can be measured reliably. Repairs and maintenance costs are charged to the statement of financial performance during the financial period in which they are incurred. Land is not depreciated as it is deemed to have an indefinite useful life. Assets under construction are not depreciated as these assets are not yet available for use. Depreciation on other assets is calculated using the straight-line method to allocate their cost less their residual values over their estimated useful lives, as follows:

Type of asset	Straight line depreciation rate
<i>Buildings</i>	4 % to 10 %
<i>Space assets</i>	8 % to 25 %
<i>Plant and equipment</i>	10 % to 25 %
<i>Furniture and vehicles</i>	10 % to 25 %
<i>Computer hardware</i>	25 % to 33 %
<i>Other</i>	10 % to 33 %

Property, plant and equipment residual values and useful lives are reviewed, and adjusted if appropriate, at least once per year.

Gains or losses on disposals are determined by comparing proceeds less selling expenses with the carrying amount of the disposed asset and are included in the statement of financial performance.

Leases

A lease is an agreement whereby the lessor conveys to the lessee in return for a payment or series of payments the right to use an asset for an agreed period of time. Leases are classified as either finance leases or operating leases.

Finance leases are leases where substantially all the risks and rewards incidental to ownership are transferred to the lessee. When entering a finance lease as a lessee, the assets acquired under the finance lease are recognised as assets and the associated lease obligations as liabilities as from the commencement of the lease term. The assets and liabilities are recognised at amounts equal to the fair value of the leased property or, if lower, the present value of the minimum lease payments, each determined at the inception of the lease. Over the period of the lease term, the assets held under finance leases are depreciated over the shorter of the asset's useful life and the lease term. The minimum lease payments are apportioned between the finance charge (the interest element) and the reduction of the outstanding liability (the capital element). The finance charge is allocated to each period during the lease term so as to produce a constant periodic rate of interest on the remaining balance of the liability, which is presented as current/non-current, as applicable. Contingent rents shall be charged as expenses in the period in which they are incurred.

An operating lease is a lease other than a finance lease, i.e. a lease where the lessor retains substantially all the risks and rewards incidental to ownership of an asset. When entering an operating lease as a lessee, the operating lease payments are recognised as an expense in the statement of financial performance on a straight-line basis over the lease term with neither a leased asset nor a leasing liability presented in the statement of financial position.

1.3.3. Impairment of non-financial assets

Assets that have an indefinite useful life are not subject to amortisation/depreciation and are tested annually for impairment. Assets that are subject to amortisation/depreciation are reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount may not be recoverable. An impairment loss is recognised for the amount by which the asset's carrying amount exceeds its recoverable (service) amount. The recoverable (service) amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell and its value in use. If the reasons for impairments recognised in previous years no longer apply, the impairment losses are reversed accordingly.

1.3.4. Financial assets

Financial assets are classified in the following categories: 'financial assets at fair value through surplus or deficit', 'loans and receivables', 'held-to-maturity investments' and 'available for sale financial assets'. The classification of the financial instruments is determined at initial recognition and re-evaluated at each balance sheet date.

(i) Financial assets at fair value through surplus or deficit

A financial asset is classified in this category if acquired principally for the purpose of selling in the short term or if so designated by the entity. Derivatives are also presented in this category. Assets in this category are classified as current assets if they are expected to be realised within 12 months of the balance sheet date. During this financial year, the entity did not hold any investments in this category.

(ii) Loans and receivables

Loans and receivables are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments that are not quoted in an active market. They arise when the entity provides money, goods or services directly to a debtor with no intention of trading the receivable. They are included in non-current assets, except for maturities within 12 months of the balance sheet date. Loans and receivables include term deposits with the original maturity above three months.

(iii) Held-to-maturity investments

Held-to-maturity investments are non-derivative financial assets with fixed or determinable payments and fixed maturities that the entity has the positive intention and ability to hold to maturity. During this financial year, the entity did not hold any investments in this category.

(iv) Available for sale financial assets

Available for sale financial assets are non-derivatives that are either designated in this category or not classified in any of the other categories. They are classified as either current or non-current assets, depending on the period of time the entity expects to hold them, which is usually the maturity date. During this financial year, the entity did not hold any investments in this category.

Initial recognition and measurement

Purchases and sales of financial assets at fair value through surplus or deficit, held-to-maturity and available for sale are recognised on their trade date, i.e. the date on which the entity commits to purchase or sell the asset. Cash equivalents and loans are recognised when cash is deposited in a financial institution or advanced to borrowers. Financial instruments are initially recognised at fair value. For all financial assets not carried at fair value through surplus or deficit, transaction costs are added to the fair value at initial recognition.

Financial instruments are derecognised when the rights to receive cashflows from the investments have expired or the entity has transferred substantially all risks and rewards of ownership to another party.

Subsequent measurement

Financial assets at fair value through surplus or deficit are subsequently carried at fair value, with gains and losses arising from changes in the fair value being included in the statement of financial performance in the period in which they arise.

Loans and receivables and held-to-maturity investments are carried at amortised cost using the effective interest method.

Available for sale financial assets are subsequently carried at fair value. Gains and losses arising from changes in the fair value are recognised in the fair value reserve. Interest on available for sale financial assets, calculated using the effective interest method, is recognised in the statement of financial performance.

The entity assesses at each balance sheet date whether there is objective evidence that a financial asset is impaired and whether an impairment loss should be recorded in the statement of financial performance.

1.3.5. Pre-financing amounts

Pre-financing is a payment intended to provide the beneficiary with a cash advance, i.e. a float. It may be split into a number of payments over a period defined in the particular contract, decision, agreement or basic legal act. The float or advance is either used for the purpose for which it was provided during the period defined in the agreement or it is repaid. If the beneficiary does not incur eligible expenditure, he has the obligation to return the pre-financing advance to the entity. Thus, as the entity retains control over the pre-financing and is entitled to a refund for the ineligible part, the amount is presented as an asset.

Pre-financing is initially recognised on the balance sheet when cash is transferred to the recipient. It is measured at the amount of the consideration given. In subsequent periods pre-financing is measured at the amount initially recognised on the balance sheet less eligible expenses (including estimated amounts where necessary) incurred during the period.

1.3.6. Receivables and recoverables

The EU accounting rules require a separate presentation of exchange and non-exchange transactions. To distinguish between the two categories, the term 'receivable' is reserved for exchange transactions, whereas for non-exchange transactions, i.e. when the EU receives value from another entity without directly giving approximately equal value in exchange, the term 'recoverables' is used (e.g. recoverables from Member States related to own resources).

Receivables from exchange transactions meet the definition of financial instruments and are thus classified as loans and receivables and measured accordingly (see 1.3.4 above).

Recoverables from non-exchange transactions are carried at original amount (adjusted for interests and penalties) less write-down for impairment. A write-down for impairment is established when there is objective evidence that the entity will not be able to collect all amounts due according to the original terms of the recoverables. The amount of the write-down is the difference between the asset's carrying amount and the recoverable amount. The amount of the write-down is recognised in the statement of financial performance.

1.3.7. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents are financial instruments and include cash at hand, deposits held at call or at short notice with banks, and other short-term highly liquid investments with original maturities of three months or less.

1.3.8. Provisions

Provisions are recognised when the entity has a present legal or constructive obligation towards third parties as a result of past events, it is more likely than not that an outflow of resources will be required to settle the obligation, and the amount can be reliably estimated. Provisions are not recognised for future operating losses. The amount of the provision is the best estimate of the expenditure expected to be required to settle the present obligation at the reporting date. Where the provision involves a large number of items, the obligation is estimated by weighting all possible outcomes by their associated probabilities ('expected value' method).

Provisions for onerous contracts are measured at the present value of the lower of the expected cost of terminating the contract and the expected net cost of continuing with the contract.

1.3.9. Payables

Included under accounts payable are both amounts related to exchange transactions such as the purchase of goods and services and to non-exchange transactions e.g. to cost claims from beneficiaries, grants or other EU funding.

Where grants or other funding are provided to the beneficiaries, the cost claims are recorded as payables for the requested amount when the cost claim is received. Upon verification and acceptance of the eligible costs, the payables are valued at the accepted and eligible amount.

Payables arising from the purchase of goods and services are recognised at invoice reception for the original amount and corresponding expenses are entered in the accounts when the supplies or services are delivered and accepted by the entity.

1.3.10. Accrued and deferred revenue and charges

Transactions and events are recognised in the financial statements in the period to which they relate. At year-end, if an invoice is not yet issued but the service has been rendered, the supplies have been delivered by the entity or a contractual agreement exists (e.g. by reference to a contract), an accrued revenue will be recognised in the financial statements. In addition, at year-end, if an invoice is issued but the services have not yet been rendered or the goods supplied have not yet been delivered, the revenue will be deferred and recognised in the subsequent accounting period.

Expenses are also accounted for in the period to which they relate. At the end of the accounting period, accrued expenses are recognised based on an estimated amount of the transfer obligation of the period. The calculation of accrued expenses is done in accordance with detailed operational and practical guidelines issued by the Accounting Officer which aim at ensuring that the financial statements provide a faithful representation of the economic and other phenomena they purport to represent. By analogy, if a payment has been made in advance for services or goods that have not yet been received, the expense will be deferred and recognised in the subsequent accounting period.

1.4. STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

1.4.1. Revenue

Revenue comprises gross inflows of economic benefits or service potential received and receivable by the entity, which represents an increase in net assets, other than increases relating to contributions from owners.

Depending on the nature of the underlying transactions in the statement of financial performance it is distinguished between:

(i) Revenue from non-exchange transactions

Revenue from non-exchange transactions are taxes and transfers because the transferor provides resources to the recipient entity without the recipient entity providing approximately equal value directly in exchange.

Transfers are inflows of future economic benefits or service potential from non-exchange transactions, other than taxes. The entity shall recognise an asset in respect of transfers when the entity controls the resources as a result of a past event (the transfer) and expects to receive future economic benefits or service potential from those resources, and when the fair value can be reliably measured. An inflow of resources from a non-exchange transaction recognised as an asset (i.e. cash) is also recognised as revenue, except to the extent that the entity has a present obligation in respect of that transfer (condition), which needs to be satisfied before the revenue can be recognised. Until the condition is met the revenue is deferred and recognised as a liability (pre-financing received).

(ii) Revenue from exchange transactions

Revenue from the sale of goods and services is recognised when the significant risk and rewards of ownership of the goods are transferred to the purchaser. Revenue associated with a transaction involving the provision of services is recognised by reference to the stage of completion of the transaction at the reporting date.

1.4.2. Expenses

Expenses are decreases in economic benefits or service potential during the reporting period in the form of outflows or consumption of assets or incurrence of liabilities that result in decreases in net assets/equity. They include both the expenses from exchange transactions and expenses from non-exchange transactions.

Expenses from exchange transactions arising from the purchase of goods and services are recognised when the supplies are delivered and accepted by the entity. They are valued at the original invoice amount. Furthermore, at the balance sheet date expenses related to the service delivered during the period for which an invoice has not yet been received or accepted are recognised in the statement of financial performance.

Expenses from non-exchange transactions relate to transfers to beneficiaries and can be of three types: entitlements, transfers under agreement and discretionary grants, contributions and donations. Transfers are recognised as expenses in the period during which the events giving rise to the transfer occurred, as long as the nature of the transfer is allowed by regulation or an agreement has been signed authorising the transfer; any eligibility criteria have been met by the beneficiary; and a reasonable estimate of the amount can be made.

When a request for payment or cost claim is received and meets the recognition criteria, it is recognised as an expense for the eligible amount. At year-end, incurred eligible expenses due to the beneficiaries but not yet reported are estimated and recorded as accrued expense.

1.5. CONTINGENT ASSETS AND LIABILITIES

1.5.1. Contingent assets

A contingent asset is a possible asset that arises from past events and of which the existence will be confirmed only by the occurrence or non-occurrence of one or more uncertain future events not wholly within the control of the entity. A contingent asset is disclosed when an inflow of economic benefits or service potential is probable.

1.5.2. Contingent liabilities

A contingent liability is a possible obligation that arises from past events and of which the existence will be confirmed only by the occurrence or non-occurrence of one or more uncertain future events not wholly within the control of the entity; or a present obligation that arises from past events but is not recognised because it is not probable that an outflow of resources embodying economic benefits or service potential will be required to settle the obligation or, in the rare circumstances where the amount of the obligation cannot be measured with sufficient reliability. A contingent liability is disclosed unless the possibility of an outflow of resources embodying economic benefits or service potential is remote.

1.6. CONSOLIDATION

The accounts of this entity are fully consolidated in the EU consolidated annual accounts.

2. NOTES TO THE BALANCE SHEET

ASSETS

2.1. INTANGIBLE ASSETS

	'000 EUR
	TOTAL
Gross carrying amount at 31.12.2018	194
Gross carrying amount at 31.12.2019	194
Accumulated amortisation at 31.12.2018	(190)
Amortisation charge for the year	(2)
Accumulated amortisation at 31.12.2019	(192)
NET CARRYING AMOUNT AT 31.12.2019	2
NET CARRYING AMOUNT AT 31.12.2018	4

The amounts under this heading entirely comprise computer software with the annual amortisation rate 25 %.

2.2. PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

	'000 EUR					
	Land and buildings	Plant and equipment	Furniture and vehicles	Computer hardware	Other	TOTAL
Gross carrying amount at 31.12.2018	445	362	465	816	39	2 128
Additions	-	-	0	9	-	9
Disposals	-	-	(18)	-	-	(18)
Gross carrying amount at 31.12.2019	445	362	448	825	39	2 119
Accumulated depreciation at 31.12.2018	(248)	(361)	(396)	(692)	(37)	(1 734)
Depreciation charge for the year	(67)	(1)	(16)	(56)	(2)	(142)
Disposals	-	-	18	-	-	18
Accumulated depreciation at 31.12.2019	(315)	(361)	(394)	(748)	(39)	(1 858)
NET CARRYING AMOUNT AT 31.12.2019	130	1	54	78	(0)	261
NET CARRYING AMOUNT AT 31.12.2018	197	1	69	125	2	394

2.3. PRE-FINANCING

	EUR '000	31.12.2019	31.12.2018
Current pre-financing	-	-	30

The heading prefinancing in EU-OSHA mainly contains amounts paid in advance to suppliers. According to the presentation criteria generally used by the new Accounting Officer, in 2019, the portion of the estimated accrued charges (see note 2.7 below) related to pre-financing paid was recorded as a reduction of the pre-financing while until 2018 they were showed under the heading "Accrued charges" as a liability.

2.4. EXCHANGE RECEIVABLES & NON-EXCHANGE RECOVERABLES

	Note	31.12.2019	31.12.2018	EUR '000
Non-current				
<i>Receivables from exchange transactions</i>	2.4.1	9	9	9
		9	9	9
Current				
<i>Recoverables from non-exchange transactions</i>	2.4.2	3	443	
<i>Receivables from exchange transactions</i>	2.4.1	4 418	(18)	
		4 421	425	
Total		4 430	434	

2.4.1. RECEIVABLES FROM EXCHANGE TRANSACTIONS

		31.12.2019	31.12.2018	EUR '000
Non-current				
<i>Guarantees and deposits</i>		9	9	9
		9	9	9
Current				
<i>Central treasury liaison accounts</i>		4 177	–	
<i>Staff</i>		235	(25)	
<i>Deferred charges relating to exchange transactions</i>		6	6	
		4 418	(18)	
Total		4 427	(9)	

Following the appointment of the Accounting Officer of the Commission as the Accounting Officer of EU-OSHA, the treasury of the agency was integrated into the Commission's treasury system. Because of this, all payments and receipts are processed via the Commission's central treasury system and registered on inter-company (liaison) accounts, which are presented under this heading. Only some small payments are made via the imprest account managed locally.

The receivables from staff relate mainly to an ex-employee of EU-OSHA. The receivable was recognised following a decision of the Supreme Court of Belgium (Court of Cassation) in favour of EU-OSHA taken in 2019.

The long term guarantee and deposits refer to the various small amounts provided as guarantees to suppliers.

The deferred charges consist of 2020 pro-rata insurance cost of the headquarters premises.

2.4.2. RECOVERABLES FROM NON-EXCHANGE TRANSACTIONS

		31.12.2019	31.12.2018	EUR '000
Current				
<i>Member States</i>		3	–	–
<i>Accrued income</i>		–	443	
		3	443	
Total		3	443	

Recoverables from Member States represent VAT amounts to be recovered from Portugal.

The decrease of accrued income relates to a change in the accounting treatment of the accrued revenues on projects' for operational subsidy paid by the Commission under the IPA II (Instruments for

Pre-Accession Assistance) framework. In 2019, these amounts were accounted directly against the pre-financing liability (see note **2.6** below), instead of being booked under this heading as receivables.

2.5. CASH AND CASH EQUIVALENTS

	EUR '000	
	31.12.2019	31.12.2018
<i>Current accounts</i>	-	5 287
<i>Imprest accounts</i>	7	-
<i>Cash in hand</i>	-	1
Total	7	5 288

As described above, in 2019 the treasury of EU-OSHA was integrated into the treasury of the Commission. Consequently, all bank accounts were closed and a new imprest account was created in order to allow EU-OSHA to manage small amounts locally.

In accordance with the financial regulation, the imprest accounts may be set up for the collection of revenue other than own resources and/or for the payment of small amounts where it is materially impossible or inefficient to carry out payment operations by budgetary procedures.

LIABILITIES

2.6. PAYABLES

	EUR '000	
	31.12.2019	31.12.2018
<i>Pre-financing received from EC - operating subsidy</i>	507	-
<i>Pre-financing received from EC - balancing subsidy</i>	253	772
<i>Current payables</i>	8	8
Total	769	780

The operating subsidy received from the Commission relates to projects under the IPA framework. Until 2018 the amounts were shown together with the balancing subsidy (ordinary budget of the agency). This change in the presentation explains the changes in the first two sub-headings.

The pre-financing liability related to balancing subsidy comprises the unused amounts of balancing subsidy received by EU-OSHA in 2019. The amounts will be returned to the Commission in 2020.

2.7. ACCRUED CHARGES

	EUR '000	
	31.12.2019	31.12.2018
<i>Accrued charges</i>	1 475	1 851

Accrued charges are the amounts estimated by the authorising officer of costs incurred for services and goods delivered in year 2019 but not yet invoiced or processed by the end of the year. The basis of the accruals calculation is the open amount of budgetary commitments at year end. The heading includes estimated operating expenses of kEUR 1 190, administrative expenses of kEUR 153 and staff expenses of kEUR 132.

The accrued administrative expenses are mainly composed of office supplies and maintenance (kEUR 50), communication and publication (kEUR 31) and maintenance and security of the premises (kEUR 24).

The accrued staff expenses (kEUR 132) include accrued charges for untaken leave of kEUR 122.

3. NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

REVENUE

3.1. NON-EXCHANGE REVENUE

	<i>EUR '000</i>	
	2019	2018
<i>Funds from the Commission</i>	15 315	15 082
<i>Other</i>	272	-
Total	15 587	15 082

The heading funds from the Commission corresponds to the amounts of the Commission balancing subsidy of kEUR 15 166 and operating subsidy of kEUR 149 used during 2019. Unused amounts are recorded as pre-financing liabilities under accounts payable (see note **2.6** above) and will be reimbursed to the Commission in 2020. The corresponding accrued expenses will be recorded in the financial statements of the Commission.

The other non-exchange revenue refer to the base amount (excluding interests) to be recovered from an ex-staff according the Belgian Court of Cassation's decision (kEUR 172). The related interests have been registered as exchange revenue instead. Included under this heading are also contributions received from the Spanish and the local Basque government (kEUR 100).

3.2. EXCHANGE REVENUE

	<i>EUR '000</i>	
	2019	2018
<i>Financial revenue</i>	61	-
<i>Other</i>	1	255
Total	62	255

The amounts of financial revenue refer to the interests due by the above mentioned ex-staff member, calculated in accordance with the Court's decision.

The decrease other exchange revenue is explained by the change in the presentation of the revenue related to operating subsidy and to the contribution of the Spanish and local Basque government. As of 2019 they are reported as non-exchange revenues (see note **3.1** above).

EXPENSES

3.3. OPERATIONAL COSTS

	<i>EUR '000</i>	
	2019	2018
<i>Operational costs</i>	8 326	6 540

Included under this heading are operational expenses incurred in relation to core tasks of the Agency and tasks delegated by the Commission carried out in 2019.

3.4. STAFF COSTS

	EUR '000	
	2019	2018
<i>Staff costs</i>	6 146	5 690

Included under this heading are salary expenses and other employment-related allowances and benefits. Calculations related to staff costs are, based on the service level agreement, entrusted to the European Commission's Office for administration and payment of individual entitlements (also known as the Paymaster's Office-PMO).

The pensions of the EU-OSHA staff members are covered by the Pensions Scheme of European Officials. This pension scheme is a defined benefit plan, i.e. the amount of benefit an employee will receive on retirement, depends on factors such as age and years of service. Both the EU-OSHA staff and the Commission contribute to the pension scheme and the contribution percentage is revised yearly to reflect the changes in the Staff Regulation. The cost to the Commission is not reflected in the EU-OSHA accounts. Similarly, the future benefits, payable to the EU-OSHA staff, are accounted for in the liabilities of the Commission, as it is the Commission who will pay out these benefits. No provisions related to the future pensions are made in these accounts.

3.5. OTHER EXPENSES

	EUR '000	
	2019	2018
<i>Office Supplies & maintenance</i>	641	589
<i>Property, plant and equipment related expenses</i>	436	291
<i>Operating leasing expenses</i>	346	537
<i>Missions</i>	246	223
<i>External non IT services</i>	188	158
<i>Communications & publications</i>	115	76
<i>Training costs</i>	154	127
<i>Other</i>	113	26
Total	2 239	2 026

Property, plant and equipment related expenses are mainly for the 2019 depreciation and for the maintenance, security and insurance of the headquarters' offices in Bilbao. The operating lease expenses refer to the same premises.

The amounts committed to be paid during the remaining term of the above-mentioned lease contracts are as follows:

	Future amounts to be paid				Total
	< 1 year	1- 5 years	> 5 years		
<i>Buildings</i>	312	257	-		568

4. OTHER SIGNIFICANT DISCLOSURES

4.1. OUTSTANDING COMMITMENTS NOT YET EXPENSED

	EUR '000	
	31.12.2019	31.12.2018
<i>Outstanding commitments not yet expensed</i>	2 047	3 146

The outstanding commitments not yet expensed comprises the budgetary RAL ('Reste à Liquider') less related amounts that have been included as expenses in the 2019 statement of financial performance. The budgetary RAL is an amount representing the open commitments for which payments and/or de commitments have not yet been made. This is the normal consequence of the existence of multi annual programmes.

4.2. RELATED PARTIES

The related parties of the EU-OSHA are the other EU consolidated entities and EU-OSHA key management personnel. Transactions between these parties take place as part of the normal EU-OSHA operations and as this is the case, no specific disclosure requirements are necessary for these transactions in accordance with the EU accounting rules.

4.3. KEY MANAGEMENT ENTITLEMENTS

The highest ranked civil servant of the EU-OSHA is the Executive Director, who executes the role of the Authorising Officer.

	31.12.2019	31.12.2018
<i>Executive Director</i>	AD 14	AD 14

The Executive Director is remunerated in accordance with the Staff Regulations of the EU that are published on the Europa website, which is the official document describing the rights and the obligations of all officials of the EU.

4.4. EVENTS AFTER REPORTING DATE

During the first half of 2020, the coronavirus outbreak has had huge impacts on the EU economy. As a non-adjusting event, the outbreak of the coronavirus does not require any adjustments to the figures reported in these annual accounts. For subsequent reporting periods, COVID-19 may affect the recognition and measurement of some assets and liabilities on the balance sheet and also of some revenue and expenses recognised in the statement of financial performance. Based on the information available at the date of signature of these annual accounts, the financial effects of the coronavirus outbreak cannot be reliably estimated.

5. FINANCIAL RISK MANAGEMENT

5.1. TYPES OF RISK

Market risk is the risk that the fair value or future cashflows of a financial instrument will fluctuate, because of variations in market prices. Market risk embodies not only the potential for loss, but also the potential for gain. It comprises currency risk, interest rate risk and other price risk (the EU-OSHA has no significant other price risk).

- (1) Currency risk is the risk that the EU-OSHA operations or its investments' value will be affected by changes in exchange rates. This risk arises from the change in price of one currency against another.
- (2) Interest rate risk is the possibility of a reduction in the value of a security, especially a bond, resulting from an increase in interest rates. In general, higher interest rates will lead to lower prices of fixed rate bonds, and vice versa. EU-OSHA does not have any securities thus it is not exposed to the interest rate risk.

Credit risk is the risk of loss due to a debtor's/borrower's non-payment of a loan or other line of credit (either the principal or interest or both) or other failure to meet a contractual obligation. The default events include a delay in repayments, restructuring of borrower repayments and bankruptcy.

Liquidity risk is the risk that arises from the difficulty in selling an asset; for example, the risk that a given security or asset cannot be traded quickly enough in the market to prevent a loss or meet an obligation.

5.2. CURRENCY RISKS

Exposure to currency risk at year end

At 31 December 2019, the financial assets are composed of exchange receivables and non-exchange recoverables. At 31 December 2019 financial liabilities are composed of accounts payable. At 31 December 2019 the ending balances of financial assets and financial liabilities did not include any material amounts quoted in currencies other than euro. EU-OSHA is thus not exposed to any significant currency risk.

5.3. CREDIT RISK

Financial assets that are neither past due nor impaired

At 31 December 2019 financial assets comprise entirely exchange receivables and non-exchange recoverables that are neither past due nor impaired of kEUR 4 430.

Financial assets by risk category

Receivables of kEUR 4 177 relate to entities with prime and high grade, kEUR 250 entirely relate to entities without external credit rating that never defaulted in the past and KEUR 3 to entities with a lower medium grade.

5.4. LIQUIDITY RISK

Maturity analysis of financial liabilities by remaining contractual maturity

The financial liabilities are composed of accounts payable of kEUR 769 with remaining contractual maturity of less than 1 year.

THE BUDGET IMPLEMENTATION REPORTS AND EXPLANATORY NOTES

It should be noted that due to the rounding of figures into thousands of euros, some financial data in the tables below may appear not to add-up.

CONTENTS

1.	BUDGETARY PRINCIPLES, STRUCTURE AND HIGHLIGHTS OF THE BUDGETARY IMPLEMENTATION	29
2.	RESULT OF THE IMPLEMENTATION OF THE BUDGET	32
3.	RECONCILIATION OF ECONOMIC RESULT WITH BUDGET RESULT.....	33
4.	IMPLEMENTATION OF BUDGET REVENUE.....	34
5.	IMPLEMENTATION OF BUDGET EXPENDITURE	36
6.	OUTSTANDING COMMITMENTS	54
7.	GLOSSARY.....	58

1. BUDGETARY PRINCIPLES, STRUCTURE AND HIGHLIGHTS OF THE BUDGETARY IMPLEMENTATION

1.1. BUDGETARY PRINCIPLES

The establishment and implementation of the EU-OSHA budget is governed by the following basic principles set out in Article 5 of the Financial Regulation of the Agency adopted on 27 September 2019:

Principles of unity and budget accuracy

This principle means that no revenue shall be collected and no expenditure effected unless booked to a line in the EU-OSHA budget. No expenditure may be committed or authorised in excess of the appropriations authorised by the budget. An appropriation may be entered in the budget only if it is for an item of expenditure considered necessary.

Principle of annuity

The appropriations entered in the budget shall be authorised for a financial year, which shall run from 1 January to 31 December.

Principle of equilibrium

Revenue and payment appropriations shall be in balance.

Principle of unit of account

The budget shall be drawn up and implemented in euros and the accounts shall be presented in euros.

Principle of universality

Total revenue shall cover total payment appropriations and all revenue and expenditure shall be entered in full without any adjustment against each other.

Principle of specification

Appropriations shall be earmarked for specific purposes by title and chapter. The chapters shall be further subdivided into articles and items.

Principle of sound financial management

Appropriations shall be used in accordance with the principle of sound financial management, namely in accordance with the principles of economy, efficiency and effectiveness.

Principle of transparency

The budget shall be established and implemented and the accounts presented in accordance with the principle of transparency. The budget and any amending budgets shall be published in the Official Journal of the European Union within three months of their adoption.

1.2. STRUCTURE AND PRESENTATION OF THE BUDGET

Following the provisions of the EU-OSHA Financial Regulation adopted by Management Board decision 2019/09 of 27 September 2019, the budget accounts shall consist of a statement of revenue and a statement of expenditure. The statement of expenditure must be set out on the basis of a nomenclature with a classification by purpose. That nomenclature shall be determined by EU-OSHA and shall make a clear distinction between administrative appropriations and operating appropriations:

Title 1 budget lines relate to staff expenditure such as salaries and allowances for personnel working with EU-OSHA. It also includes recruitment expenses, staff missions, expenses for the socio-medical infrastructure and representation costs.

Title 2 budget lines relate to all buildings, equipment and miscellaneous administrative expenditure.

Title 3 budget lines provide for the implementation of the activities and tasks assigned to EU-OSHA by its establishing Regulation (EU) No. 2019/126 of the European Parliament and of the Council of 16 January 2019 repealing Council Regulation (EC) No 2062/94.

Assigned revenue budget lines relate to financing of specific items of expenditure. They can be external or internal assigned revenue.

1.3. HIGHLIGHTS OF THE BUDGETARY IMPLEMENTATION

Main activities with financial impact

In its 25th year, the Agency implemented a wide-ranging work programme. It provided policy makers, researchers and intermediaries with reliable and comprehensive overviews based on state-of-the-art research on topics including "Work-related diseases" and the "Costs and benefits of OSH" and worked closely with the European Commission in the development of an EU OSH information system (OSH barometer). In addition, fieldwork for the third round of enterprise survey ESENTER was completed, with 45 000 interviews. With this major survey, EU-OSHA contributes to meeting the challenge of gathering comparable and reliable OSH data across Member States, which can provide the basis for valuable secondary analytical studies.

The "Healthy Workplaces manage dangerous substances" campaign also came to an end in 2019 having seen record levels of engagement by the agency's network of national focal points and other campaign partners.

With a view to ensuring sustained support to medium, small and micro enterprises, the Agency has continued to develop practical tools and guidelines to enable them to comply with OSH legislation in their countries and carry out good quality risk assessment through the OiRA ("Online interactive Risk Assessment") tool.

Regarding the budget 2019, an amendment was adopted on 11 December 2019 by the Management Board. The main purpose of the amending budget was to anticipate the signature of a new contribution agreement between EU-OSHA and the European Commission for the participation of the Western Balkans and Turkey in the network and activities of the Agency via the Multi-country Action Programme (2018) resulting of the Commission Implementing Decision C(2018) 5074 of 31 July 2018. The agreed contribution is kEUR 399.5 for a period of three years. The amending budget also included six transfers of appropriations carried out in the course of 2019 following respective Executive Director's decisions⁵.

⁵ <https://osha.europa.eu/en/about-eu-osha/what-we-do/how-we-work/finance/finance-and-budget-information>

Budget execution summary

The budget of the agency amounted to kEUR 15 739 in 2019. Final budget implementation (commitments) for the appropriations of the year 2019 is 97.8 % whereas the final execution (payments) is 76.3 %. Remaining payments are to be made in 2020.

With regard to IPA II programmes, the IPA II 2016 project (kEUR 290 for the period 2017-2019) ended in December 2019 with an implementation rate of 99.1 %. The agreement for the IPA II 2018 project was signed for starting in December 2019 for a period of 3 years and a total amount of kEUR 399.5.

Further details can be found the following sections.

2. RESULT OF THE IMPLEMENTATION OF THE BUDGET

		EUR '000	
	Title	2019	2018
Revenue		15 919	15 257
of which:			
European Union subsidy	1	15 419	15 154
Other subsidies	2	500	100
Miscellaneous revenue	5	1	2
Expenditure		(12 162)	(10 784)
of which:			
Staff expenditure	1	(6 201)	(5 892)
Administrative expenditure	2	(1 017)	(886)
Operational expenditure	3	(4 795)	(3 682)
Specific expenditure	4	(149)	(323)
Payment appropriat. carried over to the following year		(3 386)	(4 901)
of which:			
Staff expenditure	1	(152)	(98)
Administrative expenditure	2	(319)	(469)
Operational expenditure	3	(2 915)	(4 334)
Cancellation of unused appropri. carried over from year n-1		132	176
Evolution of assigned revenue (B)-(A)		(250)	323
Unused appropriations at the end of current year (A)		507	257
Unused appropriations at the end of previous year (B)		257	580
Exchange rate differences		1	(0)
Budget result		253	72

3. RECONCILIATION OF ECONOMIC RESULT WITH BUDGET RESULT

	EUR '000	
	2019	2018
ECONOMIC RESULT OF THE YEAR	(1 063)	1 081
Adjustment for accrual items (items not in the budgetary result but included in the economic result)		
<i>Adjustments for accrual cut-off (net)</i>	(343)	153
<i>Unpaid invoices at year end but booked in expenses</i>	7	8
<i>Depreciation of intangible and tangible assets</i>	144	162
<i>Recovery orders issued in the year and not yet cashed</i>	(232)	-
<i>Pre-financing given in previous year and cleared in the year</i>	30	109
<i>Payments made from carry-over of payment appropriations</i>	4 771	3 427
<i>Other individually immaterial</i>	236	60
Adjustment for budgetary items (item included in the budgetary result but not in the economic result)		
<i>Asset acquisitions (less unpaid amounts)</i>	(9)	(173)
<i>Payments made from non-budget lines</i>	(33)	(30)
<i>New pre-financing paid in the year and remaining open as at 31 December</i>		
<i>Payment appropriations carried over to next year</i>	(3 386)	(4 901)
<i>Cancellation of unused carried over payment appropriations from previous year</i>	132	176
BUDGET RESULT OF THE YEAR	253	72

4. IMPLEMENTATION OF BUDGET REVENUE

4.1. Implementation of budget revenue – Title 1

Item	Income appropriations			Entitlements established			Revenue			Out-standing
	Initial budget	Final budget	Current year	Carried over	Total	On entitlements of current year	On entitlements carried over	Total	%	
	1	2	3	4	5=3+4	6	7	8=6+7	9=8/2	10=5-8
1000 European Union subsidy	15 123	15 123	14 908	-	14 908	14 908	-	14 908	99 %	-
1010 Other revenue	150	150	150	-	150	150	-	150	100 %	-
1020 EEA-EFTA Contribution	366	366	361	-	361	361	-	361	99 %	-
Total Chapter 10	15 639	15 639	15 419	-	15 419	15 419	-	15 419	99 %	-
Total Title 1	15 639	15 639	15 419	-	15 419	15 419	-	15 419	99 %	-

4.2. Implementation of budget revenue – Title 2

Item	Income appropriations			Entitlements established			Revenue			Out-standing
	Initial budget	Final budget	Current year	Carried over	Total	On entitlements of current year	On entitlements carried over	Total	%	
	1	2	3	4	5=3+4	6	7	8=6+7	9=8/2	10=5-8
2000 Grant from the Basque regional government	40	40	40	-	40	40	-	40	100 %	-
2020 Grant from the Spanish government	60	60	60	-	60	60	-	60	100 %	-
Total Chapter 20	100	100	100	-	100	100	-	100	100 %	-
2250 DG NEAR for IPA II 2018 programme earmarked	-	-	400	-	400	400	-	400	-	-
Total Chapter 22	-	-	400	-	400	400	-	400	-	-
Total Title 2	100	100	500	-	500	500	-	500	499 %	-

4.3. Implementation of budget revenue – Title 5

Item	EUR '000										
	Income appropriations		Entitlements established				Revenue			Out-standing	
	Initial budget	Final budget	Current year	Carried over	Total	On entitlements of current year	On entitlements carried over	Total	%	10=5-8	
	1	2	3	4	5=3+4	6	7	8=6+7	9=8/2	10=5-8	
5400 Miscellaneous revenue	-	-	218	-	218	0	-	0	-	218	
Total Chapter 54	-	-	218	-	218	0	-	0	-	218	
5900 Other revenue from administrative operations	-	-	0	-	0	0	-	0	-	-	
Total Chapter 59	-	-	0	-	0	0	-	0	-	-	
Total Title 5	-	-	218	-	218	1	-	1	-	218	
GRAND TOTAL	15 739	15 739	16 137	-	16 137	15 919	-	15 919	101 %	218	

5. IMPLEMENTATION OF BUDGET EXPENDITURE

5.1. Breakdown & changes in commitment appropriations

5.1.1. Breakdown & changes in commitment appropriations – Title 1

Item	Initial adopted budget	Budget appropriations			Additional appropriations			EUR '000	
		Amending budgets	Transfers	Final budget adopted	Carry-overs	Assigned revenue	Total	Total appopr. available	
		1	2	4=1+2+3	5	6	7=5+6		
1100 Basic salaries	3 188	–	(25)	3 163	–	–	–	3 163	
1101 Family allowances	540	–	(33)	507	–	–	–	507	
1102 Expatriation and foreign-residence allowances	473	–	(7)	467	–	–	–	467	
1103 Secretarial allowances	4	–	0	4	–	–	–	4	
1112 Local staff	–	–	0	0	–	–	–	0	
1113 Contract agents	1 412	–	(69)	1 343	–	–	–	1 343	
1120 Professional training of staff	120	–	25	145	–	–	–	145	
1130 Insurance against sickness	151	–	9	160	–	–	–	160	
1131 Insurance against accidents and occupational	18	–	–	18	–	–	–	18	
1132 Insurance against unemployment	56	–	5	61	–	–	–	61	
1141 Travel expenses for annual leave	62	–	(0)	62	–	–	–	62	
1175 Interim services	100	–	78	178	–	–	–	178	
1177 Inter-institutional support	81	–	26	107	–	–	–	107	
1178 Interagencies secretariat	2	–	0	2	–	–	–	2	
1180 Miscellaneous expenditure on staff recruitment	7	–	1	8	–	–	–	8	
1181 Travel expenses	1	–	(1)	–	–	–	–	–	
1182 Installation resettlement and transfer allow	28	–	(8)	19	–	–	–	19	
1183 Removal expenses	10	–	(10)	–	–	–	–	–	
1184 Temporary daily subsistence allowances	10	–	0	10	–	–	–	10	
Total Chapter 11	6 263	–	(9)	6 254	–	–	–	6 254	
1410 Medical service	18	–	1	19	–	–	–	19	
1420 Other welfare expenditure	5	–	5	10	–	–	–	10	
Total Chapter 14	23	–	7	30	–	–	–	30	
1522 Trainees	74	–	2	76	–	–	–	76	
Total Chapter 15	74	–	2	76	–	–	–	76	
Total Title 1	6 360	–	(0)	6 360	–	–	–	6 360	

5.1.2. Breakdown & changes in commitment appropriations – Title 2

Item	Initial adopted budget	Budget appropriations				Additional appropriations			Total appr. available
		Amending budgets	Transfers	Final budget adopted	Carry-overs	Assigned revenue	Total		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=4+7
2000 Rent	349	–	–	349	–	–	–	–	349
2010 Insurance	7	–	–	7	–	–	–	–	7
2020 Water gas electricity and heating	90	–	–	90	–	–	–	–	90
2030 Cleaning and maintenance	65	–	22	87	–	–	–	–	87
2040 Fitting-out of premises	15	–	–	15	–	–	–	–	15
2050 Security and surveillance of buildings	125	–	(22)	104	–	–	–	–	104
Total Chapter 20	651	–	–	651	–	–	–	–	651
2100 IT operating expenditure	199	–	24	223	–	–	–	–	223
2120 Services provided by IT ext prov	286	–	35	321	–	–	–	–	321
2130 New and replacement furniture purchases	77	–	(44)	34	–	–	–	–	34
Total Chapter 21	562	–	15	577	–	–	–	–	577
2210 New and replacement furniture purchases furn	10	–	(1)	9	–	–	–	–	9
2232 Vehicle upkeep petrol and hiring means of transportation	2	–	–	2	–	–	–	–	2
2250 Publications and subscriptions	6	–	–	6	–	–	–	–	6
Total Chapter 22	18	–	(1)	17	–	–	–	–	17
2300 Stationery and office supplies	12	–	–	12	–	–	–	–	12
2320 Bank charges	1	–	–	1	–	–	–	–	1
2330 Legal expenses	10	–	–	10	–	–	–	–	10
2331 Audit services	14	–	–	14	–	–	–	–	14
2332 Other outsourced services	27	–	–	27	–	–	–	–	27
2352 Internal catering expenses	6	–	1	7	–	–	–	–	7
Total Chapter 23	69	–	1	70	–	–	–	–	70
2400 Postage and delivery charges	10	–	–	10	–	–	–	–	10
2410 Telephone telegraph telex radio and television	90	–	(15)	76	–	–	–	–	76
Total Chapter 24	100	–	(15)	86	–	–	–	–	86
Total Title 2	1 400	–	–	1 400	–	–	–	–	1 400

5.1.3. Breakdown & changes in commitment appropriations – Title 3

Item	Initial adopted budget	Budget appropriations				Additional appropriations			Total appr. available EUR '000
		Amending budgets	Transfers	Final budget adopted	Carry-overs	Assigned revenue	Total		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=4+7
3010 Anticipating change and related activities	158	–	(50)	108	–	–	–	–	108
3020 Facts & figures and related activities	2 609	–	59	2 668	–	–	–	–	2 668
3030 Tools for OSH management and related activities	333	–	(89)	244	–	–	–	–	244
3040 Raising awareness and communication	4 104	–	100	4 204	–	–	–	–	4 204
3050 Networking knowledge and related activities	126	–	–	126	–	–	–	–	126
3060 Networking knowledge and related activities	544	–	–	544	–	–	–	–	544
Total Chapter 30	7 874	–	20	7 894	–	–	–	–	7 894
3100 Support to operational activities	105	–	(20)	85	–	–	–	–	85
Total Chapter 31	105	–	(20)	85	–	–	–	–	85
Total Title 3	7 979	–	–	7 979	–	–	–	–	7 979

5.1.4. Breakdown & changes in commitment appropriations – Title 4

Item	Initial adopted budget	Budget appropriations				Additional appropriations			Total appr. available EUR '000
		Amending budgets	Transfers	Final budget adopted	Carry-overs	Assigned revenue	Total		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=4+7
4100 IPA II 2016 programme	–	–	–	–	–	44	44	44	44
Total Chapter 41	–	–	–	–	–	44	44	44	44
4200 IPA II 2018 programme earmarked	–	–	–	–	–	400	400	400	400
Total Chapter 42	–	–	–	–	–	400	400	400	400
4900 New IPA II programme	–	–	–	–	–	93	93	93	93
Total Chapter 49	–	–	–	–	–	93	93	93	93
Total Title 4	–	–	–	–	–	537	537	537	537
GRAND TOTAL	15 739	–	–	15 739	–	537	537	537	16 276

5.2. Breakdown & changes in payment appropriations

5.2.1. Breakdown & changes in payment appropriations – Title 1

Item	Initial budget adopted	Budget appropriations			Additional appropriations			EUR '000	
		Amending budgets	Transfers	Final adopted budget	Carry-overs	Assigned revenue	Total	Total appr. available	
		1	2	4=1+2+3	5	6	7=5+6		
1100 Basic salaries	3 188	–	(25)	3 163	–	–	–	3 163	
1101 Family allowances	540	–	(33)	507	–	–	–	507	
1102 Expatriation and foreign-residence allowances	473	–	(7)	467	–	–	–	467	
1103 Secretarial allowances	4	–	0	4	–	–	–	4	
1112 Local staff	–	–	0	0	–	–	–	0	
1113 Contract agents	1 412	–	(69)	1 343	–	–	–	1 343	
1120 Professional training of staff	120	–	25	145	65	–	65	210	
1130 Insurance against sickness	151	–	9	160	–	–	–	160	
1131 Insurance against accidents and occupational	18	–	–	18	–	–	–	18	
1132 Insurance against unemployment	56	–	5	61	–	–	–	61	
1141 Travel expenses for annual leave	62	–	(0)	62	–	–	–	62	
1175 Interim services	100	–	78	178	22	–	22	200	
1177 Inter-institutional support	81	–	26	107	0	–	0	108	
1178 Interagencies secretariat	2	–	0	2	–	–	–	2	
1180 Miscellaneous expenditure on staff recruitment	7	–	1	8	–	–	–	8	
1181 Travel expenses	1	–	(1)	–	–	–	–	–	
1182 Installation resettlement and transfer allow	28	–	(8)	19	–	–	–	19	
1183 Removal expenses	10	–	(10)	–	–	–	–	–	
1184 Temporary daily subsistence allowances	10	–	0	10	–	–	–	10	
Total Chapter 11	6 263	–	(9)	6 254	88	–	88	6 342	
1410 Medical service	18	–	1	19	6	–	6	25	
1420 Other welfare expenditure	5	–	5	10	4	–	4	14	
Total Chapter 14	23	–	7	30	10	–	10	40	
1522 Trainees	74	–	2	76	–	–	–	76	
Total Chapter 15	74	–	2	76	–	–	–	76	
Total Title 1	6 360	–	(0)	6 360	98	–	98	6 458	

5.2.2. Breakdown & changes in payment appropriations – Title 2

Item	Initial budget adopted	Budget appropriations			Additional appropriations			EUR '000	
		Amending budgets	Transfers	Final adopted budget	Carry-overs	Assigned revenue	Total	Total appr. available	
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	8=4+7
2000 Rent	349	–	–	349	16	–	16	365	
2010 Insurance	7	–	–	7	–	–	–	7	
2020 Water gas electricity and heating	90	–	–	90	4	–	4	94	
2030 Cleaning and maintenance	65	–	22	87	36	–	36	122	
2040 Fitting-out of premises	15	–	–	15	11	–	11	26	
2050 Security and surveillance of buildings	125	–	(22)	104	32	–	32	136	
Total Chapter 20	651	–	–	651	99	–	99	750	
2100 IT operating expenditure	199	–	24	223	17	–	17	239	
2120 Services provided by IT ext prov	286	–	35	321	181	–	181	502	
2130 New and replacement furniture purchases	77	–	(44)	34	35	–	35	68	
Total Chapter 21	562	–	15	577	233	–	233	809	
2210 New and replacement furniture purchases furn	10	–	(1)	9	25	–	25	34	
2232 Vehicle upkeep petrol and hiring means of transportation	2	–	–	2	–	–	–	2	
2250 Publications and subscriptions	6	–	–	6	3	–	3	9	
Total Chapter 22	18	–	(1)	17	28	–	28	45	
2300 Stationery and office supplies	12	–	–	12	8	–	8	20	
2320 Bank charges	1	–	–	1	0	–	0	1	
2330 Legal expenses	10	–	–	10	9	–	9	19	
2331 Audit services	14	–	–	14	20	–	20	33	
2332 Other outsourced services	27	–	–	27	25	–	25	51	
2352 Internal catering expenses	6	–	1	7	1	–	1	9	
Total Chapter 23	69	–	1	70	63	–	63	133	
2400 Postage and delivery charges	10	–	–	10	1	–	1	11	
2410 Telephone telegraph telex radio and television	90	–	(15)	76	45	–	45	120	
Total Chapter 24	100	–	(15)	86	46	–	46	132	
Total Title 2	1 400	–	–	1 400	469	–	469	1 869	

5.2.3. Breakdown & changes in payment appropriations – Title 3

Item	Initial budget adopted	Budget appropriations				Additional appropriations			Total appr. available 8=4+7
		Amending budgets	Transfers	Final adopted budget	Carry-overs	Assigned revenue	Total		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	
3010 Anticipating change and related activities	158	–	(50)	108	85	–	85	193	
3020 Facts & figures and related activities	2 609	–	59	2 668	2 074	–	2 074	4 742	
3030 Tools for OSH management and related activities	333	–	(89)	244	112	–	112	356	
3040 Raising awareness and communication	4 104	–	100	4 204	1 656	–	1 656	5 860	
3050 Networking knowledge and related activities	126	–	–	126	132	–	132	259	
3060 Networking knowledge and related activities	544	–	–	544	226	–	226	770	
Total Chapter 30	7 874	–	20	7 894	4 285	–	4 285	12 179	
3100 Support to operational activities	105	–	(20)	85	49	–	49	134	
Total Chapter 31	105	–	(20)	85	49	–	49	134	
Total Title 3	7 979	–	–	7 979	4 334	–	4 334	12 313	

5.2.4. Breakdown & changes in payment appropriations – Title 4

Item	Initial budget adopted	Budget appropriations				Additional appropriations			Total appr. available 8=4+7
		Amending budgets	Transfers	Final adopted budget	Carry-overs	Assigned revenue	Total		
		1	2	3	4=1+2+3	5	6	7=5+6	
4100 IPA II 2016 programme	–	–	–	–	–	–	164	164	164
Total Chapter 41	–	–	–	–	–	–	164	164	164
4200 IPA II 2018 programme earmarked	–	–	–	–	–	–	400	400	400
Total Chapter 42	–	–	–	–	–	–	400	400	400
4900 New IPA II programme	–	–	–	–	–	–	93	93	93
Total Chapter 49	–	–	–	–	–	–	93	93	93
Total Title 4	–	–	–	–	–	–	656	656	656
GRAND TOTAL	15 739	–	–	15 739	4 901	656	5 557	21 296	

5.3. Implementation of commitment appropriations

5.3.1. Implementation of commitment appropriations - Title 1

														EUR '000
Item	Total approp. available	Commitments made					Appropriations carried over to 2020				Appropriations lapsing			
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Assign. revenue	By decision	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9=7+8	10	11	12	13=10+11+12
1100	Basic salaries	3 163	3 162	–	–	3 162	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1101	Family allowances	507	507	–	–	507	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1102	Expatriation and foreign-residence allowances	467	466	–	–	466	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1103	Secretarial allowances	4	4	–	–	4	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1112	Local staff	0	0	–	–	0	2 %	–	–	–	0	–	–	0
1113	Contract agents	1 343	1 342	–	–	1 342	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1120	Professional training of staff	145	145	–	–	145	100 %	–	–	–	–	–	–	–
1130	Insurance against sickness	160	160	–	–	160	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1131	Insurance against accidents and occupational	18	18	–	–	18	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1132	Insurance against unemployment	61	61	–	–	61	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1141	Travel expenses for annual leave	62	56	–	–	56	92 %	–	–	–	5	–	–	5
1175	Interim services	178	178	–	–	178	100 %	–	–	–	1	–	–	1
1177	Inter-institutional support	107	107	–	–	107	100 %	–	–	–	–	–	–	–
1178	Interagencies secretariat	2	2	–	–	2	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1180	Miscellaneous expenditure on staff recruitment	8	8	–	–	8	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1182	Installation resettlement and transfer allow	19	19	–	–	19	100 %	–	–	–	0	–	–	0
1184	Temporary daily subsistence allowances	10	10	–	–	10	98 %	–	–	–	0	–	–	0

EUR '000

Item	Total approp. available	Commitments made				Appropriations carried over to 2020				Appropriations lapsing			
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Assign. revenue	By decision	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9=7+8	10	11	13=10+11+12
Total Chapter 11	6 254	6 247	–	–	6 247	100 %	–	–	–	–	7	–	–
1410 Medical service	19	19	–	–	19	100 %	–	–	–	–	0	–	–
1420 Other welfare expenditure	10	10	–	–	10	100 %	–	–	–	–	–	–	–
Total Chapter 14	30	29	–	–	29	100 %	–	–	–	–	0	–	–
1522 Trainees	76	76	–	–	76	100 %	–	–	–	–	0	–	–
Total Chapter 15	76	76	–	–	76	100 %	–	–	–	–	0	–	–
Total Title 1	6 360	6 353	–	–	6 353	100 %	–	–	–	7	–	–	7

5.3.2. Implementation of commitment appropriations - Title 2

														EUR '000
Item		Total approp. available	Commitments made				Appropriations carried over to 2020				Appropriations lapsing			
			from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Assign. revenue	By decision	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9=7+8	10	11	12	13=10+11+12
2000	Rent	349	340	-	-	340	98 %	-	-	-	8	-	-	8
2010	Insurance	7	6	-	-	6	88 %	-	-	-	1	-	-	1
2020	Water gas electricity and heating	90	84	-	-	84	93 %	-	-	-	6	-	-	6
2030	Cleaning and maintenance	87	86	-	-	86	100 %	-	-	-	0	-	-	0
2040	Fitting-out of premises	15	7	-	-	7	44 %	-	-	-	8	-	-	8
2050	Security and surveillance of buildings	104	85	-	-	85	82 %	-	-	-	18	-	-	18
Total Chapter 20		651	608	-	-	608	93 %	-	-	-	43	-	-	43
2100	IT operating expenditure	223	220	-	-	220	99 %	-	-	-	2	-	-	2
2120	Services provided by IT ext prov	321	320	-	-	320	100 %	-	-	-	0	-	-	0
2130	New and replacement furniture purchases	34	33	-	-	33	98 %	-	-	-	1	-	-	1
Total Chapter 21		577	574	-	-	574	99 %	-	-	-	3	-	-	3
2210	New and replacement furniture purchases furn	9	6	-	-	6	69 %	-	-	-	3	-	-	3
2232	Vehicle upkeep petrol and hiring means of transportation	2	2	-	-	2	82 %	-	-	-	0	-	-	0
2250	Publications and subscriptions	6	6	-	-	6	95 %	-	-	-	0	-	-	0
Total Chapter 22		17	13	-	-	13	80 %	-	-	-	3	-	-	3
2300	Stationery and office supplies	12	12	-	-	12	99 %	-	-	-	0	-	-	0
2320	Bank charges	1	0	-	-	0	39 %	-	-	-	1	-	-	1
2330	Legal expenses	10	4	-	-	4	41 %	-	-	-	6	-	-	6
2331	Audit services	14	13	-	-	13	97 %	-	-	-	0	-	-	0
2332	Other outsourced services	27	24	-	-	24	91 %	-	-	-	2	-	-	2
2352	Internal catering	7	7	-	-	7	96 %	-	-	-	0	-	-	0

EUR '000

Item	Total approp. available	Commitments made						Appropriations carried over to 2020			Appropriations lapsing			
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Assign. revenue	By decision	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9=7+8	10	11	12	13=10+11+12
expenses														
Total Chapter 23	70	61	-	-	61	86 %	-	-	-	10	-	-	-	10
2400 Postage and delivery charges	10	5	-	-	5	52 %	-	-	-	5	-	-	-	5
2410 Telephone telegraph telex radio and television	76	75	-	-	75	100 %	-	-	-	0	-	-	-	0
Total Chapter 24	86	81	-	-	81	94 %	-	-	-	5	-	-	-	5
Total Title 2	1 400	1 337	-	-	1 337	95 %	-	-	-	63	-	-	-	63

5.3.3. Implementation of commitment appropriations - Title 3

EUR '000

Item	Total approp. available	Commitments made						Appropriations carried over to 2020			Appropriations lapsing			
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Assign. revenue	By decision	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9=7+8	10	11	12	13=10+11+12
Anticipating change and related activities														
3010 Anticipating change and related activities	108	104	-	-	104	96 %	-	-	-	4	-	-	-	4
3020 Facts & figures and related activities	2 668	2 563	-	-	2 563	96 %	-	-	-	105	-	-	-	105
3030 Tools for OSH management and related activities	244	237	-	-	237	97 %	-	-	-	7	-	-	-	7
3040 Raising awareness and communication	4 204	4 187	-	-	4 187	100 %	-	-	-	18	-	-	-	18
3050 Networking knowledge and related activities	126	44	-	-	44	35 %	-	-	-	83	-	-	-	83
3060 Networking knowledge and related activities	544	522	-	-	522	96 %	-	-	-	22	-	-	-	22
Total Chapter 30	7 894	7 656	-	-	7 656	97 %	-	-	-	238	-	-	-	238

EUR '000

Item	Total approp. available	Commitments made				Appropriations carried over to 2020				Appropriations lapsing			
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Assign. revenue	By decision	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total
	1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9=7+8	10	11	12	13=10+11+12
3100 Support to operational activities	85	54	-	-	54	64 %	-	-	-	31	-	-	31
Total Chapter 31	85	54	-	-	54	64 %	-	-	-	31	-	-	31
Total Title 3	7 979	7 710	-	-	7 710	97 %	-	-	-	269	-	-	269

5.3.4. Implementation of commitment appropriations - Title 4

Item	Total approp. available	Commitments made						Appropriations carried over to 2020			Appropriations lapsing				EUR '000
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Assign. revenue	By decision	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total		
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9=7+8	10	11	12	13=10+11+12	
4100 IPA II 2016 programme	44	-	-	37	37	83 %	7	-	7	-	-	-	-	-	
Total Chapter 41	44	-	-	37	37	83 %	7	-	7	-	-	-	-	-	
4200 IPA II 2018 programme earmarked	400	-	-	-	-	0 %	400	-	400	-	-	-	-	-	
Total Chapter 42	400	-	-	-	-	0 %	400	-	400	-	-	-	-	-	
4900 New IPA II programme	93	-	-	-	-	0 %	93	-	93	-	-	-	-	-	
Total Chapter 49	93	-	-	-	-	0 %	93	-	93	-	-	-	-	-	
Total Title 4	537	-	-	37	37	7 %	500	-	500	-	-	-	-	-	
GRAND TOTAL	16 276	15 399	-	37	15 436	95 %	500	-	500	340	-	-	-	340	

5.4. Implementation of payment appropriations

5.4.1. Implementation of payment appropriations - Title 1

															EUR '000			
Item	Total approp. availab.	Payments made						Appropriations carried over to 2020				Appropriations lapsing						
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Autom. carry-overs	By decision	Assigned rev.	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. rev.	Total				
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9	10=7+8+9	11	12	13	14=11+12+13			
1100	Basic salaries	3 163	3 162	–	–	3 162	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1101	Family allowances	507	507	–	–	507	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1102	Expatriation and foreign-residence allowances	467	466	–	–	466	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1103	Secretarial allowances	4	4	–	–	4	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1112	Local staff	0	0	–	–	0	2 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1113	Contract agents	1 343	1 342	–	–	1 342	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1120	Professional training of staff	210	92	56	–	148	71 %	53	–	–	53	–	9	–	9			
1130	Insurance against sickness	160	160	–	–	160	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1131	Insurance against accidents and occupational	18	18	–	–	18	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1132	Insurance against unemployment	61	61	–	–	61	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1141	Travel expenses for annual leave	62	56	–	–	56	92 %	–	–	–	–	5	–	–	5			
1175	Interim services	200	101	21	–	123	61 %	77	–	–	77	1	1	–	1			
1177	Inter-institutional support	108	99	0	–	100	92 %	8	–	–	8	–	–	–	–			
1178	Interagencies secretariat	2	2	–	–	2	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1180	Miscellaneous expenditure on staff recruitment	8	8	–	–	8	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			
1182	Installation resettlement and	19	19	–	–	19	100 %	–	–	–	–	0	–	–	0			

EUR '000

Item	Total approp. availab.	Payments made						Appropriations carried over to 2020			Appropriations lapsing			
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Autom. carry-overs	By decision	Assigned rev.	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. rev.	Total
	1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9	10=7+8+9	11	12	13	14=11+12+13
transfer allow														
1184 Temporary daily subsistence allowances	10	10	-	-	10	98 %	-	-	-	-	0	-	-	0
Total Chapter 11	6 342	6 110	78	-	6 188	98 %	138	-	-	138	7	10	-	17
1410 Medical service	25	8	4	-	13	50 %	11	-	-	11	0	2	-	2
1420 Other welfare expenditure	14	7	3	-	10	68 %	4	-	-	4	-	1	-	1
Total Chapter 14	40	15	8	-	22	56 %	14	-	-	14	0	3	-	3
1522 Trainees	76	76	-	-	76	100 %	-	-	-	-	0	-	-	0
Total Chapter 15	76	76	-	-	76	100 %	-	-	-	-	0	-	-	0
Total Title 1	6 458	6 201	86	-	6 286	97 %	152	-	-	152	7	13	-	20

5.4.2. Implementation of payment appropriations - Title 2

EUR '000																
Item	Total approp. availab.	Payments made						Appropriations carried over to 2020					Appropriations lapsing			
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Autom. carry-overs	By decision	Assigned rev.	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. rev.	Total		
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9	10=7+8+9	11	12	13	14=11+12+13	
2000	Rent	365	328	15	-	343	94 %	12	-	-	12	8	1	-	9	
2010	Insurance	7	6	-	-	6	88 %	0	-	-	0	1	-	-	1	
2020	Water gas electricity and heating	94	80	3	-	84	89 %	3	-	-	3	6	0	-	7	
2030	Cleaning and maintenance	122	19	36	-	55	45 %	68	-	-	68	0	-	-	0	
2040	Fitting-out of premises	26	4	11	-	15	59 %	2	-	-	2	8	0	-	8	
2050	Security and surveillance of buildings	136	78	32	-	110	81 %	8	-	-	8	18	0	-	19	
Total Chapter 20		750	516	97	-	613	82 %	92	-	-	92	43	2	-	44	
2100	IT operating expenditure	239	207	13	-	220	92 %	13	-	-	13	2	4	-	6	
2120	Services provided by IT ext prov	502	222	178	-	401	80 %	98	-	-	98	0	3	-	3	
2130	New and replacement furniture purchases	68	10	35	-	44	65 %	23	-	-	23	1	-	-	1	
Total Chapter 21		809	439	226	-	665	82 %	134	-	-	134	3	7	-	10	
2210	New and replacement furniture purchases furn	34	3	25	-	28	82 %	3	-	-	3	3	-	-	3	
2232	Vehicle upkeep petrol and hiring means of transportation	2	2	-	-	2	82 %	-	-	-	-	0	-	-	0	
2250	Publications and subscriptions	9	5	3	-	8	86 %	1	-	-	1	0	-	-	0	
Total Chapter 22		45	9	28	-	37	83 %	4	-	-	4	3	-	-	3	
2300	Stationery and office supplies	20	1	8	-	10	47 %	11	-	-	11	0	0	-	0	
2320	Bank charges	1	0	-	-	0	35 %	-	-	-	-	1	0	-	1	

EUR '000

Item	Total approp. availab.	Payments made						Appropriations carried over to 2020			Appropriations lapsing				
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Autom. carry-overs	By decision	Assigned rev.	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. rev.	Total	
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9	10=7+8+9	11	12	13	14=11+12+13
2330	Legal expenses	19	4	5	-	9	48 %	-	-	-	-	6	4	-	10
2331	Audit services	33	-	20	-	20	59 %	13	-	-	13	0	-	-	0
2332	Other outsourced services	51	-	22	-	22	43 %	24	-	-	24	2	3	-	5
2352	Internal catering expenses	9	6	1	-	7	78 %	1	-	-	1	0	0	-	1
Total Chapter 23		133	12	56	-	67	50 %	49	-	-	49	10	7	-	17
2400	Postage and delivery charges	11	4	1	-	5	44 %	1	-	-	1	5	1	-	5
2410	Telephone telegraph telex radio and television	120	38	42	-	79	66 %	38	-	-	38	0	3	-	3
Total Chapter 24		132	42	43	-	84	64 %	39	-	-	39	5	3	-	8
Total Title 2		1 869	1 017	449	-	1 467	78 %	319	-	-	319	63	19	-	83

5.4.3. Implementation of payment appropriations - Title 3

															EUR '000			
Item	Total approp. availab.	from final adopt. budget	Payments made				Appropriations carried over to 2020				Appropriations lapsing							
	from carry-overs		from assign. revenue	Total	%	Autom. carry-overs	By decision	Assigned rev.	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. rev.	Total					
	1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9	10=7+8+9	11	12	13	14=11+12+13				
3010	Anticipating change and related activities	193	35	84	-	119	62 %	68	-	-	68	4	1	-	5			
3020	Facts & figures and related activities	4 742	1 694	2 070	-	3 764	79 %	869	-	-	869	105	3	-	108			
3030	Tools for OSH management and related activities	356	114	83	-	198	56 %	123	-	-	123	7	29	-	35			
3040	Raising awareness and communication	5 860	2 574	1 624	-	4 198	72 %	1 612	-	-	1 612	18	32	-	49			
3050	Networking knowledge and related activities	259	28	130	-	158	61 %	16	-	-	16	83	2	-	85			
3060	Networking knowledge and related activities	770	320	199	-	518	67 %	202	-	-	202	22	27	-	49			
Total Chapter 30		12 179	4 765	4 191	-	8 955	74 %	2 892	-	-	2 892	238	94	-	332			
3100	Support to operational activities	134	30	43	-	74	55 %	24	-	-	24	31	6	-	37			
Total Chapter 31		134	30	43	-	74	55 %	24	-	-	24	31	6	-	37			
Total Title 3		12 313	4 795	4 234	-	9 029	73 %	2 915	-	-	2 915	269	100	-	369			

5.4.4. Implementation of payment appropriations - Title 4

Item	Total approp. availab.	Payments made						Appropriations carried over to 2020				Appropriations lapsing				EUR '000
		from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. revenue	Total	%	Autom. carry-overs	By decision	Assigned rev.	Total	from final adopt. budget	from carry-overs	from assign. rev.	Total		
		1	2	3	4	5=2+3+4	6=5/1	7	8	9	10=7+8+9	11	12	13	14=11+12+13	
4100 IPA II 2016 programme	164	-	-	149	149	91 %	-	-	15	15	-	-	-	-	-	
Total Chapter 41	164	-	-	149	149	91 %	-	-	15	15	-	-	-	-	-	
4200 IPA II 2018 programme earmarked	400	-	-	-	-	0 %	0	-	400	400	-	-	-	-	-	
Total Chapter 42	400	-	-	-	-	0 %	-	-	400	400	-	-	-	-	-	
4900 New IPA II programme	93	-	-	-	-	0 %	0	-	93	93	-	-	-	-	-	
Total Chapter 49	93	-	-	-	-	0 %	-	-	93	93	-	-	-	-	-	
Total Title 4	656	-	-	149	149	23 %	-	-	507	507	-	-	-	-	-	
GRAND TOTAL	21 296	12 013	4 769	149	16 931	80 %	3 386	-	507	3 894	340	132	-	471		

6. OUTSTANDING COMMITMENTS

6.1. Outstanding commitments – Title 1

Item	Commitments outstanding at the end of previous year					Commitments of the current year				EUR '000	
	Committm. carried for- ward from pre- vious year	Decommit. Revaluation Cancel- lations	Pay- ments	Total	Commit- ments made during the year	Pay- ments	Cancel- lation of commit. which cannot be carried forward	Commit- outstand- ing at year-end	Total committm. outstanding at year-end		
	1	2	3	4=1+2+3	5	6	7	8=5-6-7			
1100 Basic salaries	-	-	-	-	3 162	3 162	-	-	-	-	
1101 Family allowances	-	-	-	-	507	507	-	-	-	-	
1102 Expatriation and foreign-residence allowances	-	-	-	-	466	466	-	-	-	-	
1103 Secretarial allowances	-	-	-	-	4	4	-	-	-	-	
1112 Local staff	-	-	-	-	0	0	-	-	-	-	
1113 Contract agents	-	-	-	-	1 342	1 342	-	-	-	-	
1120 Professional training of staff	65	(9)	56	-	145	92	-	53	53	53	
1130 Insurance against sickness	-	-	-	-	160	160	-	-	-	-	
1131 Insurance against accidents and occupational	-	-	-	-	18	18	-	-	-	-	
1132 Insurance against unemployment	-	-	-	-	61	61	-	-	-	-	
1141 Travel expenses for annual leave	-	-	-	-	56	56	-	-	-	-	
1175 Interim services	22	(1)	21	-	178	101	-	77	77	77	
1177 Inter-institutional support	0	-	0	-	107	99	-	8	8	8	
1178 Interagencies secretariat	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	
1180 Miscellaneous expenditure on staff recruitment	-	-	-	-	8	8	-	-	-	-	
1182 Installation resettlement and transfer allow	-	-	-	-	19	19	-	-	-	-	
1184 Temporary daily subsistence allowances	-	-	-	-	10	10	-	-	-	-	
Total chapter 11	88	(10)	78	-	6 247	6 110	-	138	138		
1410 Medical service	6	(2)	4	-	19	8	-	11	11	11	
1420 Other welfare expenditure	4	(1)	3	-	10	7	-	4	4	4	
Total chapter 14	10	(3)	8	-	29	15	-	14	14		
1522 Trainees	-	-	-	-	76	76	-	-	-	-	
Total chapter 15	-	-	-	-	76	76	-	-	-		
Total Title 1	98	(13)	86	-	6 353	6 201	-	152	152		

6.2. Outstanding commitments – Title 2

Item	Commitments outstanding at the end of previous year					Commitments of the current year				EUR '000	
	Commitm. carried for- ward from pre- vious year	Decommit. Revaluation Cancel- lations	Pay- ments	Total	Commit- ments made during the year	Pay- ments	Cancel- lation of commit. which cannot be carried forward	Commit. outstand- ing at year-end	Total committm. outstanding at year-end		
	1	2	3	4=1+2-3	5	6	7	8=5-6-7			
2000 Rent	16	(1)	15	-	340	328	-	12	12		
2010 Insurance	-	-	-	-	6	6	-	0	0		
2020 Water gas electricity and heating	4	(0)	3	-	84	80	-	3	3		
2030 Cleaning and maintenance	36	-	36	-	86	19	-	68	68		
2040 Fitting-out of premises	11	(0)	11	-	7	4	-	2	2		
2050 Security and surveillance of buildings	32	(0)	32	-	85	78	-	8	8		
Total chapter 20	99	(2)	97	-	608	516	-	92	92		
2100 IT operating expenditure	17	(4)	13	-	220	207	-	13	13		
2120 Services provided by IT ext prov	181	(3)	178	-	320	222	-	98	98		
2130 New and replacement furniture purchases	35	-	35	-	33	10	-	23	23		
Total chapter 21	233	(7)	226	-	574	439	-	134	134		
2210 New and replacement furniture purchases furn	25	-	25	-	6	3	-	3	3		
2232 Vehicle upkeep petrol and hiring means of transportation	-	-	-	-	2	2	-	-	-		
2250 Publications and subscriptions	3	-	3	-	6	5	-	1	1		
Total chapter 22	28	-	28	-	13	9	-	4	4		
2300 Stationery and office supplies	8	(0)	8	-	12	1	-	11	11		
2320 Bank charges	0	(0)	-	-	0	0	-	-	-		
2330 Legal expenses	9	(4)	5	-	4	4	-	-	-		
2331 Audit services	20	-	20	-	13	-	-	13	13		
2332 Other outsourced services	25	(3)	22	-	24	-	-	24	24		
2352 Internal catering expenses	1	(0)	1	-	7	6	-	1	1		
Total chapter 23	63	(7)	56	-	61	12	-	49	49		
2400 Postage and delivery charges	1	(1)	1	-	5	4	-	1	1		
2410 Telephone telegraph telex radio and television	45	(3)	42	-	75	38	-	38	38		
Total chapter 24	46	(3)	43	-	81	42	-	39	39		
Total Title 2	469	(19)	449	-	1 337	1 017	-	319	319		

6.3. Outstanding commitments – Title 3

Item	Commitments outstanding at the end of previous year					Commitments of the current year				Total commitm. outstanding at year-end
	Commitm. carried for- ward from pre- vious year	Decommit. Revaluation Cancel- lations	Pay- ments	Total	Commit- ments made during the year	Pay- ments	Cancel- lation of commit. which cannot be carried forward	Commit. outstand- ing at year-end		
	1	2	3	4=1+2-3	5	6	7	8=5-6-7		
3010 Anticipating change and related activities	85	(1)	84	-	104	35	-	68	68	
3020 Facts & figures and related activities	2 074	(3)	2 070	-	2 563	1 694	-	869	869	
3030 Tools for OSH management and related activities	112	(29)	83	-	237	114	-	123	123	
3040 Raising awareness and communication	1 656	(32)	1 624	-	4 187	2 574	-	1 612	1 612	
3050 Networking knowledge and related activities	132	(2)	130	-	44	28	-	16	16	
3060 Networking knowledge and related activities	226	(27)	199	-	522	320	-	202	202	
Total chapter 30	4 285	(94)	4 191	-	7 656	4 765	-	2 892	2 892	
3100 Support to operational activities	49	(6)	43	-	54	30	-	24	24	
Total chapter 31	49	(6)	43	-	54	30	-	24	24	
Total Title 3	4 334	(100)	4 234	-	7 710	4 795	-	2 915	2 915	

6.4. Outstanding commitments – Title 4

Item	Commitments outstanding at the end of previous year					Commitments of the current year				Total commitm. outstanding at year-end
	Commitm. carried for- ward from pre- vious year	Decommit. Revaluation Cancel- lations	Pay- ments	Total	Commit- ments made during the year	Pay- ments	Cancel- lation of commit. which cannot be carried forward	Commit. outstand- ing at year-end		
	1	2	3	4=1+2-3	5	6	7	8=5-6-7	9=4+8	
4100 IPA II 2016 programme	129	(10)	120	-	37	29	-	7	7	7
Total chapter 41	129	(10)	120	-	37	29	-	7	7	7
Total Title 4	129	(10)	120	-	37	29	-	7	7	7
GRAND TOTAL	5 030	(141)	4 888	-	15 436	12 043	-	3 394	3 394	

7. GLOSSARY

ABAC

This is the name given to the Commission's accounting system, which since 2005 has been enriched by accrual accounting rules. Apart from the cash-based budget accounts, the Commission produces accrual-based accounts which recognise revenue when earned, rather than when collected. Expenses are recognised when incurred rather than when paid. This contrasts with cash basis budgetary accounting that recognises transactions and other events only when cash is received or paid.

Accounting

The act of recording and reporting financial transactions, including the creation of the transaction, its recognition, processing, and summarisation in the financial statements.

Accounting Officer

The role, powers and responsibilities of the accounting officer are set out in the Financial Regulation:

- proper implementation of payments,
- collection of revenue,
- recovery of amounts and offsetting,
- keeping, preparing and presenting the accounts,
- laying down the accounting rules and methods and the chart of accounts,
- laying down and validating the accounting systems and validating systems laid down by the authorising officer to supply or justify accounting information (local systems),
- treasury management,
- designation of the Imprest Administrators,
- opening and closing bank accounts in the name of the Institution.

Administrative appropriations

Administrative appropriations cover the running costs of the Institutions and entities (staff, buildings, office equipment).

Adjustment

Amending budget or transfer of funds from one budget item to another.

Adopted budget

Draft budget becomes the adopted budget as soon as approved by the Budgetary Authority.

Cf. Budget

Agencies

EU bodies having a distinct legal personality, and to whom budget implementing powers may be delegated under strict conditions. They are subject to a distinct discharge from the discharge authority.

Amending budget

Decision adopted during the budget year to amend (increase, decrease, transfer) aspects of the adopted budget of that year.

Annuality

The budgetary principle according to which expenditure and revenue is programmed and authorised for one year, starting on 1 January and ending on 31 December.

Appropriations

Budget funding.

The budget forecasts both commitments (legal pledges to provide finance, provided that certain conditions are fulfilled) and payments (cash or bank transfers to the beneficiaries). Appropriations for commitments and payments often differ — differentiated appropriations — because multiannual

programmes and projects are usually fully committed in the year they are decided and are paid over the years as the implementation of the programme and project progresses. Non-differentiated appropriations apply to administrative expenditure and commitment appropriations equal payment appropriations.

Assigned revenue External/Internal

Dedicated revenue received to finance specific items of expenditure.

Main sources of external assigned revenue are *financial contributions from third countries to programmes financed by the Union*.

Main sources of internal assigned revenue are revenue from third parties in respect of goods, services or work supplied at their request, revenue arising from the repayment of amounts wrongly paid and revenue from the sale of publications and films, including those on an electronic medium.

The complete list of items constituting assigned revenue is given in the Financial Regulation Art. 21.

Authorising Officer by Delegation (AOD)

The AOD is responsible in each entity for authorising revenue and expenditure operations in accordance with the principles of sound financial management and for ensuring that the requirements of legality and regularity are complied with.

The AOD is responsible for taking all financial decision concerning actions under his/her responsibility. Particularly, he/she must take decisions to implement the budget based on his/her risk analysis.

Budget

Annual financial plan, drawn up according to budgetary principles, that provides forecasts and authorises, for each financial year, an estimate of future costs and revenue and expenditures and their detailed description and justification, the latter included in budgetary remarks.

Budget result

The difference between income received and amounts paid, including adjustments for carry-overs, cancellations and exchange rate differences.

For agencies, the resulting amount will have to be reimbursed to the funding authority as provided in the Financial Regulation for agencies.

Budget implementation

Consumption of the budget through expenditure and revenue operations.

Budget item / Budget line / Budget position

As far as the budget structure is concerned, revenue and expenditure are shown in the budget in accordance with a binding nomenclature, which reflects the nature and purpose of each item, as imposed by the budgetary authority. The individual headings (title, chapter, article or item) provide a formal description of the nomenclature.

Budgetary authority

Institutions with decisional powers on budgetary matters: for the EU institutions, the European Parliament and the Council of Ministers.

For the agencies and joint undertakings, their board is the budgetary authority.

Budgetary commitment

A budgetary commitment is a reservation of appropriations to cover for subsequent expenses.

Cancellation of appropriations

Unused appropriations that may no longer be used.

Carryover of appropriations

Exception to the principle of annuality in so far as appropriations that could not be used in a given budget year may, under strict conditions, be exceptionally carried over for use during the following year.

Commitment appropriations

Commitment appropriations cover the total cost of legal obligations (contracts, grant agreements/decisions) that could be signed in the current financial year. Financial Regulation Art. 7: *Commitment appropriations cover the total cost in the current financial year of legal obligations (contracts, grant agreements/decisions) entered into for operations extending over more than one year.*

De-commitment

Cancellation of a reservation of appropriations.

Differentiated appropriations

Differentiated appropriations are used to finance multiannual operations; they cover, for the current financial year, the total cost of the legal obligations entered into for operations whose implementation extends over more than one financial year. Financial Regulation Art. 7: *Differentiated appropriations are entered for multiannual operations. They consist of commitment appropriations and payment appropriations.*

Earmarked revenue

Revenue earmarked for a specific purpose, such as income from foundations, subsidies, gifts and bequests, including the earmarked revenue specific to each institution.

Cf. Assigned revenue

Economic result

Impact on the balance sheet of expenditure and revenue based on accrual accounting rules.

Entitlements established

Entitlements are recovery orders that the European Union must establish for collecting income.

Exchange rate difference

The difference resulting from currency exchange rates applied to the transactions concerning countries outside the euro area, or from the revaluation of assets and liabilities in foreign currency at the closure.

Expenditure

Term used to describe spending the budget from all types of funds sources.

Financial regulation (FR)

Adopted through the ordinary legislative procedure after consulting the European Court of Auditors, this regulation lays down the rules for the establishment and implementation of the general budget of the European Union.

For reference, Regulation (EU, Euratom) No 2018/1046 of the European Parliament and of the Council of 18 July 2018 on the financial rules applicable to the general budget of the Union

Funds Source

Type of appropriations

Grants

Direct financial contributions, by way of donation, from the budget in order to finance either an action intended to help achieve an objective part of an EU policy or the functioning of a body, which pursues an aim of general European interest or has an objective forming part of an EU policy.

Implementation

Cf. Budget implementation

Income

Cf. Revenue

Joint Undertakings (JUs)

A legal EU-body established under the Treaty on the Functioning of the European Union. The term can be used to describe any collaborative structure proposed for the "efficient execution of Union research, technological development and demonstration programmes".

Lapsing appropriations

Unused appropriations to be cancelled at the end of the financial year. *Lapsing* means the cancellation of all or part of the authorisation to make expenditures and/or incur liabilities, which is represented by an appropriation.

Only for joint undertakings, as specified in theirs Financial Rules, any unused appropriations may be entered in the estimate of revenue and expenditure of up to the following three financial years (the so-called "N+3" rule). Hence, lapsing appropriations for JUs could be re-activated until financial year "N+3".

Legal base (basic act)

The legal base or basis is, as a general rule, a law based on an article in the Treaty on the Functioning of the European Union giving competence to the Community for a specific policy area and setting out the conditions for fulfilling that competence including budget implementation. Certain articles from the treaty authorise the Commission to undertake certain actions, which imply spending, without there being a further legal act.

Legal commitment

A legal commitment establishes a legal obligation towards third parties.

Non-differentiated appropriations

Non-differentiated appropriations are for operations of an annual nature. (Financial Regulation Art. 9). In the EU Budget, non-differentiated appropriations apply to administrative expenditure, for agricultural market support and direct payments.

Operational appropriations

Operational appropriations finance the different policies, mainly in the form of grants or procurement.

Outstanding commitment

Outstanding commitments (or RAL, from the French 'reste à liquider') are defined as the amount of appropriations committed that have not yet been paid or legal commitments having not fully given rise to liquidation by payments. They stem directly from the existence of multiannual programmes and the dissociation between commitment and payment appropriations.

Outturn

Cf. Budget result

Payment

A payment is a disbursement to honour legal obligations.

Payment appropriations

Payment appropriations cover expenditure due in the current year, arising from legal commitments entered in the current year and/or earlier years (Financial Regulation Art. 7).

RAL

Sum of outstanding commitments. Cf. Outstanding commitments

Recovery

The recovery order is the procedure by which the Authorising officer by Delegation (AOD) registers an entitlement by the Commission in order to retrieve the amount, which is due. The entitlement is the right that the Commission has to claim the sum, which is due by a debtor, usually a beneficiary.

Result

Cf. Budget result

Revenue

Term used to describe income from all sources financing the budget.

Rules of application

Detailed rules for the implementation of the financial regulation. They are set out in a Commission regulation adopted after consulting all institutions and cannot alter the financial regulation upon which they depend.

Surplus

Positive difference between revenue and expenditure (Cf. Budget result) which has to be returned to the funding authority as provided in the Financial Regulation.

Transfer

Transfers between budget lines imply the relocation of appropriations from one budget line to another, in the course of the financial year, and thereby they constitute an exception to the budgetary principle of specification. However, they are expressly authorised by the Treaty on the Functioning of the European Union under the conditions laid down in the Financial Regulation. The Financial Regulation identifies different types of transfers depending on whether they are between or within budget titles, chapters, articles or headings and require different levels of authorisation.